

Université Paris 8 – Vincennes-St-Denis
UFR Histoire, Littératures, Sociologie
Département de Science Politique
Maria LIMA KALLAS
Numéro d'étudiante 236664
Master 1 en Science Politique mention Sociologie Politique

Contact: marialimakallas@yahoo.com.br

Mémoire de Master 1

* * *

La participation politique dans la Guinée-Bissau du PAIGC:
de la lutte d'indépendance au régime de parti unique (1960-1994)

Sous la direction de Monsieur Clemens ZOBEL

2008-2009

TABLE DES MATIERES

Lexique / Abréviations

Introduction	7
1. Pour faire connaissance de la Guinée-Bissau: Eléments d'histoire, de société et de contexte international	17
2. La participation politique dans la Guinée-Bissau du PAIGC (1960-1994)	27
2.1. L'approche du PAIGC pendant la lutte d'indépendance	27
A) Le programme du PAIGC des années 1960	29
B) L'accent sur la formation politique, la conduite morale et l'éducation formelle des militants.....	30
C) Le rôle de la mobilisation politique dans la campagne	33
D) Les quatre principes du parti	34
E) L'accent sur la participation politique des femmes	38
F) La vie dans les zones libérées	39
G) Les élections de 1972	46
H) La Constitution de 1973	48
Conclusion: Le modèle de participation politique du PAIGC comme réponse à un contexte donné et condition pour la victoire du front unique et de la révolution en Guinée-Bissau	52
2.2. La participation politique dans la Guinée-Bissau indépendante	54
I. Le gouvernement de Luiz Cabral (1974-1980)	
A) Les intentions: procéder à la 'reconstruction nationale' à travers une ample 'mobilisation populaire', visant à l'indépendance économique et à la fin de l'exploitation.....	54
B) La relation Parti-Etat	58
C) La formation politique	62
D) Le gouvernement de Luiz Cabral par-delà les intentions annoncées: les bilans.....	65
Conclusion: La préservation du modèle de participation politique du PAIGC au niveau du discours et sa non-reproduction dans la réalité	70
II. Le gouvernement de Joao Bernardo 'Nino' Vieira (1980-1994)	
A) Introduction: Pour un retour à la 'ligne de Cabral'.....	72

B) Nino Vieira, le gouvernement et le PAIGC	74
Conclusion: Tout le pouvoir au président et l'endurcissement de la sphère politique	76
 III. Conclusion: Le régime de parti unique dans la Guinée-Bissau post-coloniale: éloignement progressif du modèle de participation politique mis en avant par le PAIGC pendant la lutte de libération	78
 3. L'insertion de la trajectoire de la Guinée-Bissau dans le contexte de l'Afrique post-coloniale: pas que de coïncidences.....	81
 Conclusion	93
 Bibliographie	94

LEXIQUE / ABREVIATIONS

ANP: Assembléia Nacional Popular (Assemblée Nationale Populaire)

CEL: Conselho Executivo da Luta do PAIGC (Conseil Exécutif de la Lutte du PAIGC)

CSL: Conselho Superior da Luta do PAIGC (Conseil Supérieur de la Lutte du PAIGC)

FARP: Forças Armadas Revolucionárias do Povo (Forces Armées Révolutionnaires du Peuple)

FRELIMO: Frente de Libertação de Moçambique (Front de Libération du Mozambique)

JAAC: Juventude Africana Amilcar Cabral

MPLA: Movimento Popular de Libertação de Angola (Mouvement Populaire de la Libération de l'Angola)

OUA: Organisation de l'Union Africaine

PAICV: Partido Africano da Independência de Cabo Verde (Parti Africain de l'Indépendance du Cap Vert)

PAIGC: Partido Africano da Independência de Guiné e Cabo Verde (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert)

UDEMU: União Democrática de Mulheres (Union Démocratique de Femmes)

UNTG: União Nacional dos Trabalhadores da Guiné (Union Nationale des Travailleurs de Guinée)

The general approach that we have is that all structural decisions are to be based on the needs and conditions of our peasantry, who are the vast majority of our people... Above all we want to decentralize as much as may be possible. That's one reason why we're inclined to think that Bissau will not continue to be our capital in an administrative sense... As to economic policy after liberation, the priority will be on raising food production. Agriculture will come first. We haven't any illusions: Guinea is a small country, and comparatively a poor one. We shall remain small and for a long time we shall remain poor... We shall put our whole priority on agriculture. That means more than cultivation. That means realizing what people can do. That's a question of village democracy, of village schools, of village clinics, of village co-operation... We hope to do a lot with producer cooperatives. But there again we haven't any illusions. It is difficult. You can do it at the beginning only with the best men you have, and the best men don't grow on every tree.

Amilcar Cabral¹

¹ Interview de Cabral par Basil Davidson dans B. Davidson, *No Fist is Big Enough to Hide the Sky*, London, Zed Press, 1981

INTRODUCTION

Quel sujet et pourquoi?

Petit pays situé à l'extrême ouest de l'Afrique subsaharienne, la Guinée-Bissau a débuté sa vie d'Etat indépendant en 1974. Des événements graves comme l'assassinat, en mars 2009, du président de la république Joao Bernardo 'Nino' Vieira et du chef des Forces Armées Tagma Na Waié, tout comme ceux de Baciro Dabo, ministre de l'administration territoriale et candidat à l'élection présidentielle, avec quatre autres personnes accusées d'une tentative de coup d'Etat, en juin 2009, n'ont malheureusement pas constitué des faits exceptionnels dans l'histoire politique récente du pays. Depuis l'instauration du multipartisme en 1994, les Bissau-Guinéens n'ont vu aucun président élu finir son mandat, dû aux successifs coups d'Etat et assassinats d'hommes politiques et militaires. Le bas degré d'institutionnalisation du régime politique et la forte présence et influence des militaires y sont accompagnés d'un haut degré de désillusion et d'indifférence de la part de la population en général par rapport à la politique.² Un tel paysage ne nous permettrait guère de croire que ce même pays ait vécu celle qui fut une des plus célèbres luttes de libération nationale en Afrique, dans les années 1960. Entre 1963 et 1973, le colonialisme portugais et le régime fasciste dans ce pays européen ont subi une défaite politique fatale, grâce à la guerre d'indépendance menée avec succès dans le territoire guinéen par le Parti Africain de la Libération de la Guinée et du Cap Vert, le PAIGC. Sous la direction politique, intellectuelle et militaire de l'agronome d'origine cap verdienne Amilcar Cabral, ce parti a non seulement réussi à dénoncer au niveau international les crimes de la - alors très mal connue - politique colonialiste portugaise; il est devenu illustre par la manière dont une grande partie de la population paysanne a été gagnée pour la lutte armée, ainsi que par la fameuse expérience de réorganisation de la vie sociale dans les territoires libérés en pleine guerre.

Ceci est une étude de la question de la participation politique en Guinée-Bissau dans la période qui va de la guerre d'indépendance jusqu'en 1994. Pourquoi la Guinée-Bissau, pourquoi la participation politique, et pourquoi une telle période?

La Guinée-Bissau a ses spécificités par rapport aux autres colonies portugaises en Afrique. Possédant un territoire assez petit et dépourvu de richesses naturelles (relativement à l'Angola et au Mozambique), et étant restée une des colonies les plus négligées par le pouvoir colonial, ce pays fut

² Cf. Antonio Tomas, *O fazedor de utopias – Uma biografia de Amilcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007, Epilogo, et conversation avec chercheuse sur la Guinée-Bissau à Lisbonne (avril 2009).

pourtant le théâtre d'une lutte de libération qui a été décisive pas seulement pour la fin du colonialisme portugais en Afrique, mais aussi pour la clôture du régime d'extrême droite qui fêtait ses 40 ans dans la métropole. Ce mouvement politique a été particulièrement marqué par le souci, porté par le parti qui en était à la tête, de gagner le soutien de la majorité de la population du pays aussi bien pour la lutte armée que pour le projet de reconstruction du pays avant même l'achèvement du conflit. L'expérience de la réorganisation des zones libérées, avec la mise en place de services sociaux et d'une structure politico-administrative démocratique et populaire, est unique dans l'histoire des luttes de libération nationale. L'histoire de l'indépendance de la Guinée-Bissau s'est donc caractérisée par la mise en avant d'un projet politique où la participation populaire occupait une place centrale (d'où le choix de ce thème). A son tour, le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, tout en se distinguant d'autres organisations politiques africaines par la consistance de ses analyses et formulations et par la cohérence de sa pratique³, s'est caractérisé par un programme qui questionnait la portée d'une indépendance formelle et mettait en avant la nécessité d'une vraie indépendance politique et économique, refusant l'établissement de rapports néo-coloniaux et prônant la construction d'une société libre de tout rapport d'exploitation entre les gens. Or, on ne saurait pas parler des particularités du PAIGC dans le cadre des indépendances africaines sans citer son fondateur et principal dirigeant, à défaut duquel le cours de l'histoire serait autre: la grande qualité du leadership d'Amilcar Cabral et le rôle crucial qu'il a joué pour le succès du PAIGC sont un consensus parmi les chercheurs et tous ceux qui se sont familiarisés avec la lutte d'indépendance de la Guinée-Bissau.⁴

La période circonscrite par cette recherche va de la lutte de libération (débutée en 1960) jusqu'à l'an 1994 notamment parce qu'à partir de la fin des années 1980 la Guinée-Bissau, tout comme la plupart des pays africains, entreprit, suite aux pressions des organismes multilatéraux de financement et des pays développés du Nord, d'importantes réformes aussi bien économiques (libéralisation commerciale et réduction drastique des dépenses publiques dans le cadre des

³ Avis que je partage avec Yves Bénot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris, Editions François Maspero, 1969, p. 80.

⁴ C'est le cas d'Yves Bénot (*Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris, Editions François Maspero, 1969), Aquino de Bragança (*Amilcar Cabral*, coleção Pontos de Vista, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1976), Patrick Chabal (« The social and political thought of Amilcar Cabral: a reassessment », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 19, n°1, 1981, p. 31-56, *Amilcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002 et « National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974 », *African Affairs*, vol. 80, n°318, 1981, p. 75-99), Basil Davidson (« On revolutionary nationalism: the legacy of Cabral », *Latin American Perspectives*, v. 11, n° 2, Unity and Struggle: Reassessing the thought of Amilcar Cabral, 1984, p. 15-42), Barbara Harrel-Bond (« Guinea-Bissau Part 2: The liberation struggle », *BHB-4, American Universities Field Staff Reports*, n° 21, Hanover, 1981), Luisa Pereira et Luis Moita (*Guiné-Bissau : 3 anos de independência*, Lisboa, CIDAC, 1976), Antonio Tomas (*O fazedor de utopias – Uma biografia de Amilcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007), Gérard Chaliand (*Revolution in the third world*, Harmondsworth, Penguin Books, 1978), William Tordoff (*Government and Politics in Africa*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, Second Edition, 1993) parmi d'autres.

réformes d'ajustement structurel) que politiques (instauration du multipartisme et libéralisation politique). La période que je vais analyser est donc marquée par le protagonisme politique du Parti Africain de la Libération de la Guinée et du Cap Vert, d'abord en tant que direction de la lutte de libération nationale (et responsable de l'insertion des masses guinéennes dans la vie politique), et ensuite en tant que parti unique à la tête de l'Etat national.

Mon but dans ce mémoire de M1 est d'analyser l'évolution de la question de la participation politique populaire en Guinée-Bissau dans la période mentionnée. Partant d'une notion générale de l'importance de cette question dans l'expérience politique de ce pays, j'essaie de trancher comment exactement le PAIGC l'a élevée à élément central dans la lutte d'indépendance. En d'autres mots, comment concrètement le parti a-t-il manifesté ce souci pendant la lutte? Après avoir saisi les éléments de son discours et de sa pratique qui ont composé entre 1960 et 1974 ce que j'appellerai le 'modèle de participation politique' du PAIGC, j'examinerai ce qu'en a-t-il été dans la période post-coloniale, c'est-à-dire, dans l'étape qui s'inaugure après l'indépendance, pendant laquelle le PAIGC a figuré comme parti unique. Cette phase se divise en deux: 1974-1980, correspondant au gouvernement de Luiz Cabral et 1980-1994, années du premier gouvernement de Joao Bernardo 'Nino' Vieira.

L'hypothèse de laquelle je suis partie, mise en avant dans mon projet de M1, est que l'on vérifierait un fort contraste entre le modèle de participation politique soutenu et pratiqué par le PAIGC pendant la lutte de libération, et la réalité de la participation politique dans le pays après l'indépendance. Selon mes 'intuitions', de la défense d'un pouvoir basé sur la participation active des paysans dans les prises de décisions, une vie partisane organique dans la campagne et l'unité nationale l'emportant sur les différences ethniques, on passerait à une situation politique caractérisée par l'affaiblissement du parti, la centralisation du pouvoir, la répression de l'opposition, un progressif écart de la population rurale par rapport aux structures politiques, la montée en gravité des conflits ethniques et des disputes fortement personnalisées au sein du pouvoir.

Après avoir mené ma recherche, j'ai pu confirmer la justesse de mon hypothèse. Et pourquoi ai-je été capable de formuler une hypothèse plutôt correcte? Pas seulement grâce à la lecture d'un ou deux textes sur la Guinée-Bissau pour préparer mon projet de M1, mais plutôt pour avoir une notion générale du contexte africain post-colonial (et de sa réalité actuelle) au sein duquel la Guinée-Bissau ne constitue pas un cas isolé, ainsi que des connaissances (également générales) de l'histoire du monde d'après la Seconde Guerre. Pour le dire autrement: je connaissais 'la fin de l'histoire'; je savais que les quelques tentatives mises en place surtout dans le monde sous-développé dans les années post-1945 de voies alternatives au capitalisme, comme celle du PAIGC, avaient été 'battues'.

Si un tel programme politique basé sur l'ample participation politique et la construction d'une société égalitaire et indépendante économiquement (celle-là étant fort conditionnée par la réalisation de celle-ci) aurait eu du succès quelque part en Afrique (ou ailleurs: à Cuba, au Vietnam, en Chine, au Chili), on n'en serait pas là où on est aujourd'hui. Où en est-on? *Grosso modo*, dans un monde dominé par le mode de production capitaliste, où l'écart entre riches et pauvres et entre développement et sous-développement augmente à chaque jour, la plupart de la population mondiale appartenant au second groupe. Au niveau politique, on observe la généralisation (imposée par les pays du centre et leurs institutions de financement) du modèle de la démocratie représentative libérale, qui, surtout mais pas seulement dans les pays fortement marqués par les inégalités sociales, ne fait pas preuve d'assurer une vraie participation du plus grand nombre dans les décisions concernant la vie publique. En Guinée-Bissau notamment, on a affaire dans les années 2000 à un pays qui figure parmi les plus pauvres du monde⁵, où 85 % des habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour et l'espérance de vie est de 45 ans pour les hommes et 48 ans pour les femmes (donnée de 2003).⁶ L'indicateur de développement humain (IDH) y est de 0,35, dans la tranche donc des plus faibles du monde.⁷ Le taux d'alphabétisation y est de 54% pour les hommes et 24% pour les femmes (2000) et la noix de cajou représente 85.4% des exportations nationales (2003).⁸ Le pays a été récemment qualifié de 'narco-Etat' par l'Office contre la Drogue et le Crime des Nations Unies.⁹ Bref, la Guinée-Bissau se trouve aujourd'hui dans une situation diamétralement opposée à celle dont avait rêvé Amílcar Cabral.

La stupéfaction devant un tel contraste, devant une telle défaite impose inévitablement la question: pourquoi? Pourquoi 'ce n'a pas marché', ces différents projets issus dans la plupart de pays appartenant au alors nommé 'Tiers Monde', visant la construction d'alternatives à la société capitaliste et à la forme de démocratie imposée par l'Occident? Qu'est-ce qui s'est passé dans ces 40-50 ans qui a fait que ces pays se retrouvent aujourd'hui dans l'exacte opposé de ces rêves-là?¹⁰ Répondre à cette question pas du tout simple est mon dernier but dans ce travail. Mon hypothèse est que, une incompétence généralisée pour la politique et l'administration dans le 'Tiers Monde'¹¹ étant

⁵ Il figure dans la liste de l'UNCTAD des Pays les Moins Avancés (PMA). Source: <http://www.unctad.org/Templates/Startpage.asp?intItemID=2068&lang=2>, site consulté le 6 juillet 2009.

⁶ Idem.

⁷ Sources: <http://atlas.challenges.fr/pays/GW-guinee-bissau/economie.html> et <http://www.populationdata.net/index2.php?option=palmares&rid=1&nom=idh>, sites consultés le 6 juillet 2009.

⁸ Source: <http://www.unctad.org/Templates/Startpage.asp?intItemID=2068&lang=2>, idem.

⁹ Source: <http://www.lefigaro.fr/international/2007/08/08/01003-20070808ARTFIG90242-la-guinee-bissau-devient-le-premier-narco-etat-du-continent-africain.php>, site consulté le 6 juillet 2009.

¹⁰ Dans mon effort d'analyse je n'oublierai pas que la situation actuelle de la Guinée-Bissau est aussi un fruit des événements et processus dans le champ politique et économique qui ont vu le jour dans la période qui *suit* celle qui est examinée dans ce travail, notamment celle qui s'inaugure après la mise en place des réformes d'ajustement structurel par l'Etat guinéen dans les années 1990.

¹¹ L'utilisation de ce terme ne correspond pas à l'adoption d'une classification scientifique donnée, mais à la caractérisation courante que l'on, par soucis de communication et de facilité, puise jusqu'à aujourd'hui; le terme

exclue, il y avait des pesanteurs internes et externes qui ont déterminé la défaite 'en bloc' de ces projets. Ces pesanteurs se trouvaient dans la conjoncture géopolitique mondiale, ainsi que dans la situation économique, technique, sociale et culturelle dans laquelle se trouvaient les formations sociales en question, résultat elle-même d'une certaine trajectoire historique et positionnement dans la division internationale du travail, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante. Bref, essayer d'expliquer la non-traduction dans les faits du projet original du PAIGC en Guinée-Bissau implique un effort de contextualisation de cette expérience dans le cadre plus large des luttes de libération nationale du XXe siècle et de l'histoire post-coloniale du continent africain, celle du capitalisme et de la Guerre Froide.

Une telle étude me paraît utile pour plusieurs raisons. D'abord, je pense que la question de la participation politique est d'une grande actualité, malgré le fait que le modèle de la démocratie représentative libérale nous soit présenté non seulement comme un paquet prêt-à-appliquer par tous le pays du monde sans distinction, mais aussi comme 'la dernière marche évolutive' de l'histoire de l'organisation politique humaine, ou, si l'on veut, comme 'la fin de l'histoire' dans le domaine de l'organisation politique des sociétés. Je ne suis pas d'accord avec ce discours, qui est aujourd'hui hégémonique, et dans ce sens je pense que c'est utile de connaître et de faire connaître d'autres modèles politiques qui ont existé, d'autres tentatives de construction de régimes politiques qui se voulaient démocratiques. Bref, la démocratie en tant qu'effort de donner à chacun (et donc au plus grand nombre) la possibilité d'avoir son mot à dire sur les décisions politiques qui le concernent, je pense que cela reste un défi pour les sociétés actuelles.

En outre, il me paraît que l'on a encore des choses à apprendre avec l'histoire des mouvements anti-coloniaux, et des leçons à en tirer. C'est justement le caractère radical qu'ont revêtu certains mouvements de libération nationale, et surtout la radicalité impliquée dans l'inévitable constatation de l'impossibilité d'une vraie indépendance politique et économique dans le cadre du système capitaliste, qui font que l'on essaye aujourd'hui coûte que coûte de délégitimer ces mouvements. On le fait tout en soulignant leur dégénération dans des régimes autoritaires et corrompus et leur 'incapacité' de résoudre les problèmes du sous-développement. Moi je voudrais, à l'instar de certains auteurs¹², nager contre le courant qui veut jeter les mouvements anti-coloniaux dans la poubelle de l'histoire, et revenir à eux et à ses acquis d'une façon critique, pour voir quelle contribution ils ont à offrir à nos sociétés.

pourrait être remplacé par 'groupe des pays sous-développés' ou 'périphériques'. Pour une discussion sur le concept de Tiers Monde, voir Aijaz Ahmad, « Teoria dos Três Mundos: Fim de um debate », *Linhagens do presente – Ensaios*, Sao Paulo, Boitempo Editorial, 2002, p. 167-198

¹² Par exemple, Neil Lazarus (dir.), *Penser le Postcolonial: Une introduction critique*, Editions Amsterdam, Paris, 2006

Finalement, l'histoire de l'indépendance de la Guinée-Bissau étant celle d'une victoire politique majeure d'un peuple pauvre et illettré sur une armée coloniale disposant (grâce au soutien de l'OTAN) de tous les moyens matériels m'intéresse, et il m'intéresse de la faire connaître aux gens.

La Guinée-Bissau ne m'est pas un sujet d'étude facile. Le contraire est plutôt vrai: il s'agit d'un sujet même très compliqué. L'obligation de prendre en compte la question ethnique, qui ne m'a jamais été familière; toutes les différences culturelles qui me séparent de ce pays et donnent l'impression que sa compréhension est très difficile; la perplexité devant ce contraste dramatique entre la belle victoire politique de l'indépendance et la réalité actuelle, tout couronné par la superficialité de départ de mes connaissances sur l'histoire de l'Afrique¹³: l'ensemble de ces éléments font que l'étude de la Guinée-Bissau soit, dans le meilleur des cas, un grand défi pour moi.

Comment?

La méthodologie de ma recherche a été la lecture systématique de la bibliographie concernant le sujet, et l'écriture d'un travail basé sur cette bibliographie. La recherche bibliographique a été menée dans des bibliothèques universitaires à Rio de Janeiro, Paris, Lisbonne et Coïmbra.¹⁴

Afin de répondre aux questions que j'ai mentionnées plus haut, voire comment le PAIGC exprime-t-il concrètement son souci à l'égard de la participation politique pendant la lutte d'indépendance, et qu'en est-il de cette approche dans son régime de parti unique, la méthodologie utilisée est la suivante: un effort est fait pour systématiser des éléments du discours et de la pratique du PAIGC de la période de la lutte armée qui expriment une certaine approche de la question de la participation politique; ces éléments, réunis, composent ce que j'appelle le 'modèle de participation politique du PAIGC'. Ce modèle sera la référence pour l'analyse de la période post-indépendance, celle des gouvernements du PAIGC de Luiz Cabral (1974-1980) et de Nino Vieira (1980-1994).

¹³ Comme j'ai dit dans mon projet de M1, malgré le fait que l'histoire du Brésil soit étroitement liée à celle de l'Afrique, qu'une partie significative de la population brésilienne ait des ancestraux africains et que par conséquent la culture brésilienne soit marquée par des éléments de certaines cultures africaines, ce continent ne fait pas l'objet de l'attention qu'il mériterait dans mon pays – l'histoire de l'Afrique et sa réalité actuelle sont malheureusement complètement étrangères à la totalité de la population brésilienne.

¹⁴ Rio: bibliothèque du Centro de Estudos Afro-Asiáticos de la Universidade Candido Mendes; Paris: système SUDOC (bibliothèques universitaires); Lisbonne: bibliothèque du Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa; Coïmbra: bibliothèque du Centro de Estudos Sociais de Coimbra (Universidade de Coimbra) et Centro de Documentação 25 de Abril (idem).

Ainsi, je commence le travail par une présentation d'éléments d'histoire et de société de la Guinée-Bissau ainsi que du contexte international, privilégiant ceux qui contribuent pour la compréhension du sujet de ce mémoire: structure sociale et économique du pays avant l'indépendance et sa composition ethnique; la politique coloniale portugaise et son application en Guinée-Bissau; résumé de l'histoire de la lutte d'indépendance; les formes dominantes de solidarité avant, pendant et après la lutte anti-coloniale. Ensuite, je passe à l'analyse de l'approche du PAIGC sur la question de la participation politique dans la période de la lutte armée: je commence par l'examen du programme du parti des années 1960, énumère plusieurs aspects pertinents de sa pratique et discours (dont l'accent mis sur la formation politique, la conduite morale et l'éducation formelle des militants, la mobilisation politique dans la campagne, les quatre principes du parti, l'accent mis sur la participation politique des femmes, la vie dans les zones libérées) et termine par l'examen des élections de 1972 et du texte de la première Constitution de la Guinée-Bissau indépendante, approuvé par l'Assemblée Nationale Populaire en 1973 avant même la fin du conflit armé. L'option d'aborder ce dernier document est basée sur le fait que son approbation eut lieu en un moment où le PAIGC jouissait d'une grande légitimité et influence parmi la population (d'où le caractère *programmatique* du document), et qu'il revêt une grande importance pour la compréhension du régime politique instauré par le PAIGC après l'indépendance. Dans le point 2.2. je m'intéresse à l'évolution de la question de la participation politique dans les 20 premières années de la Guinée-Bissau indépendante. Respectant l'ordre chronologique, j'examine d'abord la période du gouvernement de Luiz Cabral, passe ensuite au premier gouvernement de Joao Bernardo 'Nino' Vieira, et finis par une conclusion de ce point dans laquelle je compare les deux gouvernements entre eux et avec le 'modèle' du PAIGC exposé dans la partie 2.1.. Finalement, dans la partie 3, j'essaie de répondre à la dernière question mentionnée (pourquoi le projet de Cabral pour la Guinée-Bissau indépendante ne s'est-il pas traduit dans les faits), tout en contextualisant l'expérience post-coloniale de ce pays dans le cadre plus large de l'Afrique et du monde sous-développé, du capitalisme et de la Guerre Froide.

Je voudrais encore, dans cette partie, parler des difficultés méthodologiques auxquelles je me suis heurtée le long de ma recherche. En première place, il y a eu celle concernant la rareté de travaux scientifiques sur la vie politique de la Guinée-Bissau - fait qui constitue à la fois une bonne raison pour travailler sur ce thème et un obstacle concret. De fait, la guerre de libération menée par le PAIGC, surtout dans son aspect de reconstruction de la vie à l'intérieur des zones libérées, a fait l'objet de pas mal de reportages journalistiques, de descriptions enthousiastes de militants politiques de pays occidentaux et même de films.¹⁵ Pourtant, relativement peu de sociologues et de

¹⁵ Antonio Tomas fournit une liste des films tournés en Guinée-Bissau entre 1963 et 1974: *O fazedor de utopias* –

politologues s'y sont penchés, ce qui signifie que l'on dispose de peu d'*analyses*, de *théorie* à proprement parler. Il s'ensuit que les peu d'auteurs qu'illuminent le chemin font l'objet de très nombreuses citations. Ce sont notamment Patrick Chabal, Joshua Forrest et Carlos Lopes. En seconde place, il y a eu la difficulté issue de l'importance suprême de la figure d'Amilcar Cabral pour la conformation de l'oeuvre (dans tous les sens) du PAIGC. Comment séparer son oeuvre et ses idées à lui de celles du parti, comment distinguer Cabral et PAIGC, si, en plus de son principal dirigeant et représentant, cet homme a été le responsable de pratiquement *toute* la formulation théorique du parti?¹⁶ Quand je parle du 'modèle de participation politique du PAIGC', par exemple, je pourrais carrément dire 'modèle de participation politique de Cabral', sans craindre manquer de vérité. De fait, l'adoption et la mise en oeuvre par le PAIGC de l'ensemble de ces principes constituaient l'objet d'une bonne partie de la lutte de Cabral, qui s'y heurtait à des résistances. Quoiqu'on soit loin de croire que l'histoire peut être faite par un seul individu, le caractère déterminant du leadership de Cabral est, comme j'ai dit plus haut, un consensus parmi ceux qui connaissent la trajectoire du PAIGC.¹⁷ Le climat d'indéfinition idéologique qui caractérise le parti après sa mort en 1973, remarqué par quelques observateurs¹⁸, en est un exemple. Face à cette situation (et cet aspect de mon objet d'étude étant éclairé), mon option a été celle d'utiliser librement des citations de Cabral pour illustrer la politique du PAIGC *d'avant l'indépendance*. Dans la plupart, de toute façon, les documents cités constituent des transcriptions d'interventions faites par Cabral au nom de la direction du PAIGC.

Avec quels outils?

Ici je voudrais, de manière assez brève, éclaircir quelques notions utilisées dans mon texte.

D'abord, en ce qui concerne mon sujet principal, la participation politique, je pense que mon choix théorique-méthodologique est clair: au lieu de partir d'un concept de participation déjà existant dans la Science Politique pour après vérifier son adéquation à la pratique du PAIGC, j'ai

Uma biografia de Amilcar Cabral, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007, p. 329

¹⁶ Ce fait est illustré par le texte des résolutions de la II réunion ordinaire du Conseil Supérieur de la Lutte (CSL) du PAIGC, qui eut lieu à Bissau en juin 1980, dans lequel les dirigeants définissent l'idéologie du parti comme « représentée par la pensée et l'oeuvre d'Amilcar Cabral » (« consubstanciada no pensamento e na obra de Amilcar Cabral »). Voir A. Pereira, « Vencer a batalha da ideologia », Edições PAIGC, 1980, p. 32.

¹⁷ Voir note 3. Antonio Tomas (2007, p. 243) définit le PAIGC comme un prolongement de la pensée et de l'action de Cabral; Gérard Chaliand (1978, p. 86) affirme que l'indépendance de la Guinée-Bissau est 'primarily the work of Amilcar Cabral'.

¹⁸ Dont L. Pereira et L. Moita, *Guiné-Bissau : 3 anos de independência*, Lisboa, CIDAC, 1976 et C. Lopes, *Guinea-Bissau: From liberation struggle to independent statehood*, traduction de Michael Wolfers, Boulder, Colorado, Westview Press/ London and New Jersey, Zed Books, 1987

décidé de partir les mains libres pour saisir directement le 'concept' mis en avant par le PAIGC lui-même. Par concept du PAIGC je veux dire son approche de la question de la participation politique, que, une fois systématisée, j'appelle 'modèle'. Ce n'est donc pas à un concept tout prêt de la Science Politique que je confronte les deux gouvernements du PAIGC d'après l'indépendance, mais à des principes et pratiques mises en avant par le parti lui-même dans son expérience antérieure. Je pense qu'un tel choix, tout en me permettant d'échapper aux adaptations forcées, favorise la saisie des spécificités du cas de la Guinée-Bissau et de l'originalité de l'approche du PAIGC. Pourtant ce mouvement fait l'objet d'un 'retour' dans les conclusions finales, où l'effort est d'observer comment la trajectoire de la Guinée-Bissau s'insère dans celle du continent africain et donc ne lui est pas irréductible.

Il est certes difficile de parler de participation politique sans mentionner le concept de *démocratie*. Cependant, là on a affaire à un concept qui porte en soi un lourd placage normatif occidental, auquel l'on ne voudrait pas faire écho.¹⁹ La notion de 'démocratie révolutionnaire' et celle de 'démocratie nationale révolutionnaire' ont été utilisées par le PAIGC, par exemple, pour définir une conduite morale des militants révolutionnaires (voir partie 3, point 3.1., lettre D) et après pour définir le régime politique mis en place par le PAIGC. Avec cela je veux signaler la difficulté impliquée dans l'utilisation du terme 'démocratie'. Néanmoins, il est vrai que j'ai un avis, un jugement sur ce que je considère démocratique et anti-démocratique. Par 'démocratique' je comprends un régime où les gens ont une vraie et égale possibilité de s'exprimer et de participer aux décisions qui les concernent en tant que membres d'une collectivité. Je pense que cela est très difficile dans une société marquée par une grande inégalité sociale et/ou des rapports d'exploitation économique et d'oppression (d'âge, de genre, de race/ethnie ou autre) accentués. Ainsi, chaque fois que j'emprunterai le terme 'démocratique' ou 'démocratisation', ce sera en accord avec l'avis que viens d'exprimer.

Pour ce qui va de la notion de *développement*, d'une importance centrale pour les nouveaux Etats dans la période post-coloniale, j'adopte le point de vue exprimé par Sami Naïr: cet auteur rejette aussi bien le paradigme occidental de la modernisation, selon lequel développement vaut industrialisation et intégration dans le système politico-économique mondial, que le paradigme 'tiersmondiste' (théoriciens de la dépendance) et soviétique, lequel, malgré la rupture avec le centre impérial de l'économie mondiale (modèle non-capitaliste), prône lui aussi une industrialisation intensive. Dans ces deux paradigmes, affirme-t-il, le développement est identifié à l'infrastructure

¹⁹ Sans m'approfondir davantage dans la discussion, j'ai une résistance à mettre sur un pied d'égalité, sous le rotule d'*autoritaire* (opposé à celui de *démocratique*), des gouvernements de gauche comme celui du PAIGC, et de droite comme les dictatures militaires en Amérique Latine. Quoique ces régimes aient eu des caractéristiques en commun, surtout dans le champ de la suppression des libertés, une telle démarche me paraîtrait un peu trop simplificatrice de la réalité.

économique, et il est question de révolutionner l'économie par le haut. Tout en se positionnant contre une telle conception positiviste, Naïr nous appelle à prendre la société dans sa totalité, à imprimer dans la notion de développement un fort contenu social, à le voir comme démocratie réalisée, comme, en dernière instance, *intégration de la société*.²⁰ Pour que ce soit possible, insiste-t-il, il faut « une libéralisation radicale de la conflictualité sociale », il est nécessaire que les forces sociales concrètes l'impulsent.

En ce qui concerne les formes de solidarité dominantes dans la société guinéenne, elles seront explicitées dans la partie qui suit ('Eléments de société, d'histoire et de contexte internationale').

Le long de ma recherche j'ai trouvé, parmi le peu d'études académiques existants sur la Guinée-Bissau, différentes approches de cette réalité politique. Quelques auteurs (dont Patrick Chabal et Carlos Lopes) privilégient l'approche du matérialisme historique, cherchant donc à saisir la structure de classe de ce pays et interprétant les événements politiques (les conflits, par exemple) comme résultat d'intérêts de classe divergents. Joshua Forrest, à son tour, tout en proclamant que la vie politique de la Guinée-Bissau ne saurait être expliquée par une approche matérialiste, met en avant une analyse qui privilégie la dynamique des institutions, l'action individuelle, des conflits inter-personnels et inter-ethniques. Quoique je sois plutôt convaincue des présupposés de la méthode matérialiste historique, je ne suis pas toujours sûre qu'elle suffise quand il s'agit d'examiner une société non-occidentale comme celle de la Guinée-Bissau, où les formes de solidarité dépassent bien le cadre de la classe. Dans ce sens, il m'a semblé qu'une articulation des deux regards soit le chemin le plus productif pour l'explication de cette réalité.

²⁰ L'idée d'"intégration de la société" chez Sami Naïr est en opposition à la notion d'une société 'dédoublée' ou 'dualisée', caractéristique que l'on identifie, selon lui, dans la plupart des pays du 'Tiers Monde'. Dans les sociétés dualisées, l'on a affaire à une division générale de la société en deux amples groupes sociaux intégrant, d'un côté, les couches sociales intégrées au système politico-économique mondial (de l'aristocratie foncière en passant par les salariés jusqu'aux ouvriers « privilégiés »), ce qu'il appelle le *sous-système intégré*, et de l'autre côté la majorité de la population marginalisée du système productif, le *champ de marginalité*. Les premières partagent, mais pas forcément toujours, les valeurs des couches moyennes occidentales; les secondes survivent. Le développement ne se réalise que pour les premiers. Sami Naïr, « Chapitre III: Les limites de la démocratie », *Le différend méditerranéen – Essais sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du Tiers Monde*, Editions Kimé, Paris, 1992

1. POUR FAIRE CONNAISSANCE DE LA GUINEE-BISSAU: ELEMENTS D'HISTOIRE, DE SOCIETE ET DE CONTEXTE INTERNATIONAL

La Guinée-Bissau est un petit pays de 36.120km² (un peu plus grande que la Belgique) situé dans l'Afrique de l'Ouest. Baigné par l'Océan Atlantique, il est limité au nord par le Sénégal, et à l'est et au sud par la Guinée²¹. En 2005, sa population totalisait 1.6 millions d'habitants²².

Composée de nombreux peuples ayant des langues, des religions et des structures sociales distinctes, la région que l'on appelle aujourd'hui Guinée-Bissau a vécu partiellement sous le contrôle du vaste Empire du Mali entre les XI^e et le XVI^e siècles. Après un premier contact en 1446, le rapport avec le Portugal s'est résumé pendant de longues années aux comptoirs que celui-ci entretenait sur la côte pour l'échange commercial avec les chefs tribaux dans le cadre de la traite négrière. La région est devenue officiellement colonie portugaise en 1879. Les dispositions du Traité de Berlin l'obligeant, Portugal mena des combats ('campagnes de pacification') pendant 30 ans à la fin desquels l'intérieur de la Guinée se trouva maîtrisé (1936).²³

L'établissement en 1933 d'un régime fasciste au Portugal conduit par António de Oliveira Salazar a représenté un contrôle plus étroit sur les colonies²⁴. Le Gouverneur de chaque colonie, normalement un militaire choisi par le Ministre de l'Outre-Mer, y concentrait les pouvoirs législatif, financier et exécutif. L'exploitation économique est aussi devenue plus systématique, notamment les cultures forcées comme celle de l'arachide en Guinée-Bissau. Comme les Français, les Portugais ont établi un système de gouvernement colonial direct basée sur le principe de l'assimilation (voir plus bas). Selon Tordoff, l'administration portugaise, aussi bien dans la métropole que dans les colonies, se caractérisait par un fort autoritarisme et un contrôle bureaucratique étroit.²⁵

Au contraire de l'Angola et du Mozambique, la Guinée-Bissau n'a jamais été une colonie de peuplement. Les militaires à part, la population portugaise avant la guerre d'indépendance n'y a jamais totalisé plus de deux mille personnes – dont la plupart étaient des commerçants et des fonctionnaires. La Guinée-Bissau fut transformée en fournisseur de produits primaires pour la métropole, dont l'arachide (principal produit d'exportation), la noix de coco, l'huile de palmier et le bois. De lourds impôts et des cibles de production étaient utilisés comme formes d'augmenter la production, dont la commercialisation était entièrement monopolisée par la métropole. C'est ainsi

²¹ Désormais désignée uniquement comme 'Guinée-Conakry', en contraste avec Guinée-Bissau ou Guinée pour l'ancienne colonie portugaise.

²² Source: http://www.unctad.org/sections/ldc_dir/docs/ldcmisc20053_gbs_en.pdf, site consulté le 6 juillet 2009.

²³ Pour l'histoire de la colonisation portugaise en Guinée-Bissau, voir P. K. Mendy, "Portugal's civilizing mission in colonial Guinea-Bissau: rhetoric and reality", *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 36, n°1, Special issue: Colonial Encounters Between Africa and Portugal, 2003, p.35-58

²⁴ En Afrique, elles étaient cinq: Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert et Sao Tomé e Principe.

²⁵ W. Tordoff, *Government and Politics in Africa*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, Second

que, selon Patrick Chabal, les structures sociales et politiques des peuples guinéens n'ont pas été radicalement altérées par le colonialisme, l'économie traditionnelle subissant la plus grande transformation avec l'imposition de lourds impôts et l'obligation de cultiver des produits d'exportation.²⁶

Le système de l'*indigénat* instauré dans les colonies portugaises selon la logique coloniale de l'assimilation instituait une distinction juridique entre *indigènes* et *assimilados* (ou *civilizados*), les derniers jouissant des mêmes droits que les Portugais. Le pourcentage d'*assimilados* n'a néanmoins jamais dépassé 1% dans les colonies, figurant en Guinée-Bissau autour de 0,4%²⁷. En fait, les conditions établies pour en devenir un ne seraient, à l'époque, pas facilement atteintes même à l'intérieur du Portugal: maîtriser la langue portugaise, être âgé de plus de 18 ans, avoir un emploi et des ressources suffisantes pour approvisionner une famille, avoir assimilé les règles et coutumes de la culture portugaise en général, parmi d'autres. Exceptionnellement, les habitants des îles du Cap Vert, de par leur origine métissée, étaient tous considérés des *assimilados*, c'est-à-dire, des citoyens portugais. Le système de l'indigénat déterminait beaucoup de choses dans la vie individuelle et sociale. Le statut d'indigène impliquait, par exemple, en travail forcé et justifiait la négligence totale de la part de la métropole en ce qui concerne le développement économique et social des colonies. Il n'y avait ainsi pas d'éducation officielle pour les Africains, seulement pour les *assimilados*. On peut affirmer qu'avant l'indépendance pratiquement aucun Guinéen n'a fréquenté le lycée. Il est aussi estimé qu'avant la guerre d'indépendance seulement 14 Guinéens (dont quelques uns issus de familles cap verdiennes) avaient accédé à l'enseignement supérieur²⁸.

En ce qui touche la structure sociale de la Guinée-Bissau au moment immédiatement antérieur à la lutte armée, elle indiquait, d'emblée, une population majoritairement rurale.²⁹ On a

Edition, 1993, p. 33

²⁶ P. Chabal, « National liberation in Portuguese Guinea, 1956-1974 », *African Affairs*, v. 80, n° 318, 1981, p. 79. Encore selon cet auteur, dans un passage que je considère important pour la compréhension du contexte dans lequel s'est déroulée la lutte d'indépendance: « Unlike Angola and Mozambique, there had been in Guinea no white settlement, no large-scale land alienation, minimal forced labour and no rural displacement, no acute impoverishment of the countryside or rural proletarianisation. There were, in short, none of the hallowed 'objective pre-conditions' widely deemed to be the requisites for political consciousness *per se* although local resistance to the 'pacification' campaigns had been strong. Perhaps even more than in the rest of West Africa, allegiances were ethnic and religious, at most regional. » (p. 80).

²⁷ *Idem*, p. 78. Rosemary Galli définit les *assimilados* comme « an elite created by the colonial power for ideological and administrative purposes mainly from creole elements. » R. Galli, « The political economy of Guinea Bissau: Second Thoughts », *Africa: Journal of The International African Institute*, vol. 59, n° 3, 1989, p. 374

²⁸ *Idem*, p. 79. Parmi ces 14 personnes figurait Amílcar Cabral, qui, après avoir conclu ses études d'Agronomie à Lisbonne, travailla en Guinée pour le gouvernement portugais en tant qu'agronome.

²⁹ Amílcar Cabral, qui, en tant qu'agronome de l'Etat colonial dans les années 1950, avait été chargé du recensement agricole de la colonie de Guinée-Bissau, est considéré l'auteur d'une des études les plus complètes de la structure sociale de ce pays, et reste toujours une référence importante dans ce domaine. La partie de mon texte relative à la structure sociale de la Guinée a été fortement basée sur ses écrits. Voir A. Cabral, « Recenseamento agrícola da Guiné », « A agricultura da Guiné: algumas notas sobre as suas características e problemas fundamentais », « Estrutura social », *A arma da teoria – Unidade e Luta 1*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. (respectivement) 33, 43 et 101

estimé l'existence de 25 tribus ou peuples différents³⁰ habitant la campagne, dont les plus nombreux étaient les Balantas, les Fulas, les Manjacos, les Mandingas et les Papels. Ces peuples, quoique vivant tous de l'agriculture, avaient, comme on a dit plus haut, des traits culturels et des structures sociales assez hétérogènes. Ainsi, Cabral nous apprend que l'on trouvait dans une extrémité la société des Balantas, sans aucune forme d'organisation étatique, et dans l'autre les Fulas, qu'il a caractérisé comme un groupe 'semi-féodal', en gardant des réserves sur l'emploi du terme.³¹ Entre ces deux extrêmes il y avait une myriade de formes d'organisation sociale. Dans la société fula on observait la stratification sociale suivante: au sommet de la pyramide sociale il y avait les chefs tribaux, les 'nobles' et le clergé; en dessous venaient les artisans et les commerçants ambulants (appelés *dioulas*) et au bas de la pyramide, les paysans. Les chefs tribaux et les nobles détenaient des privilèges importants concernant l'utilisation de la terre et l'exploitation de la main-d'oeuvre paysanne - quoiqu'il n'y ait pas de propriété privée de la terre, sa distribution était à la charge des premiers, à qui les derniers devaient donner une partie de leur production. Les femmes fula, dépourvues de tout droit, participaient au travail agricole mais n'accédaient jamais à son produit; la polygamie était une institution très respectée. La société balanta, à son tour, est définie par Cabral comme 'dépourvue de stratification (sociale)', les décisions concernant la vie de la communauté étant à la charge du Conseil des Anciens. La terre y était propriété collective, chaque famille travaillant la parcelle nécessaire à sa subsistance. Les femmes participaient au travail dans les champs et étaient propriétaires du fruit de leur travail. Cabral signale également l'existence d'un groupe social minoritaire dans la campagne, représentant une 'transition', formé par les petits propriétaires africains. Selon lui, ce groupe a été très actif dans la lutte de libération. Dans les villes, Cabral distingue deux groupes: les européens (qui étaient inexistantes dans le milieu rural) et les africains. Les premiers étaient divisés en hauts fonctionnaires coloniaux et directeurs des entreprises coloniales (groupe assez isolé de tous les autres); fonctionnaires moyens, petits commerçants, et professionnels libéraux (correspondant à une petite bourgeoisie européenne), et finalement les ouvriers qualifiés. Parmi les africains des villes Cabral identifie un groupe formé par les fonctionnaires supérieurs et moyens et les professionnels libéraux (correspondant à la petite bourgeoisie africaine); ensuite celui des fonctionnaires inférieurs et des employés du commerce; puis ceux qu'il appelle les 'salariés', dans sa plupart des travailleurs qui n'avaient pas de contrat, soit au commerce, au port, au transport des marchandises, aux garages, entrepôts, petites usines et les travailleurs domestiques. Finalement, Cabral identifie deux sortes de 'déclassés': un groupe formé par les mendiants, chômeurs et prostituées, et un autre formé par des jeunes issus de la campagne

³⁰ Cf. le cens de la population guinéenne fait en 1950, cité par A. Cabral dans son recensement agricole, *op. cit.*, p. 34

³¹ Gérard Chaliand les définit comme 'an aristocratic society'. G. Chaliand, *Revolution in the third world*, Harmondsworth, Penguin Books, 1978, p. 77

(ayant donc un lien étroit avec ce milieu) qui passaient à habiter les villes, parfois dépendants économiquement de familiers qui y demeuraient. Ce dernier groupe, souligne Cabral, a joué un rôle assez important dans la lutte de libération. Dans la campagne, les principaux alliés historiques des Portugais avaient été les chefs Fulas (dont la société était, comme l'on a vu, la plus hiérarchisée), tandis que les Balantas (société sans Etat) sont le peuple qui a historiquement le plus résisté au colonialisme. L'adhésion au mouvement de libération nationale a suivi cette logique. Etant donné le très faible développement des forces productives, Cabral souligne encore l'inexistence en Guinée-Bissau d'une classe bourgeoise aussi bien qu'une classe prolétaire correspondantes à celles que l'on trouve en Europe. Les paysans de la Guinée ne constituaient pas, néanmoins, une *classe*, vu l'existence de rapports de domination à l'intérieur de cette couche sociale. Ainsi, la principale contradiction sociale à l'intérieur de la société guinéenne à la veille de la lutte d'indépendance était, selon Cabral, celle qui opposait les 'classes dirigeantes' des tribus hiérarchisées (surtout Fulas et Manjacos), puisqu'*auxiliaires de l'Etat colonial dans la sujétion des autres peuples*, et 'tous les autres' (paysans).³²

Pendant la période coloniale, vue la faible pénétration du capitalisme et des structures coloniales, l'ethnie est donc restée la principale forme de solidarité. Cela a été illustré par les témoignages de Cabral sur les difficultés que les militants du PAIGC ont trouvé pour mobiliser les paysans sur la base de l'anti-colonialisme. Dans les villes, pourtant, la proximité de la petite bourgeoisie africaine (très réduite) avec le colonisateur, et la perception des limites claires à son ascension sociale, a facilité la prise de conscience de cette couche sur le statut de colonisé (ce qui n'a pas empêché que 'la petite bourgeoisie révolutionnaire', comme la définissait Cabral, soit restée un groupe très réduit). Pendant la lutte pour l'indépendance, le PAIGC a surtout essayé de forger un sentiment d'unité nationale qui puisse l'emporter sur les clivages ethniques et de classe (le mouvement était composé notamment d'éléments de la petite bourgeoisie révolutionnaire – à la direction - et de paysans). Cet effort a eu un succès apparent jusqu'à l'indépendance, des blessures s'étant ouvertes après avec la perception d'un déséquilibre ethnique au pouvoir, concernant surtout l'opposition Guinéens X Cap Verdiens (ces derniers étant des métissés, comme l'on verra plus bas). Dans la période post-coloniale, la faiblesse de la nouvelle organisation politique (faible présence de l'Etat et du parti dans la campagne) et l'incapacité du régime de transformer les structures sociales

³² Etant donnée la nature rurale du pays, la principale contradiction sociale ne saurait pas se trouver dans les villes. Prenant le contexte global du colonialisme, en l'absence d'une classe bourgeoise autochtone, la principale contradiction existante opposait la bourgeoisie portugaise (responsable du colonialisme) et la population guinéenne en tant que 'nation-classe'. Pourtant et par conséquent, la contradiction centrale à l'intérieur de la colonie était celle entre *les auxiliaires de la bourgeoisie colonialiste* et 'le reste' de la population. Cabral insistait souvent que le combat du mouvement de libération se faisait contre la classe bourgeoise portugaise, et pas contre le peuple portugais, lui aussi exploité et opprimé par celle-là. A. Cabral, *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 111.

du pays ont résulté dans la perpétuation de son caractère rural, ainsi que dans le maintien des liens ethniques comme forme de solidarité prédominante dans la campagne. Dans les villes, par contre, et surtout à Bissau, le développement de l'Etat a signifié l'expansion de la petite bourgeoisie bureaucratique autochtone, classe privilégiée et qui détient le pouvoir politique effectif, assez écartée politiquement et socialement de la majorité rurale. Les Forces Armées guinéennes, issues des Forces Armées Révolutionnaires du Peuple (FARP) du PAIGC, dont les origines étaient majoritairement rurales, constituent un groupe social intéressant dans la mesure où les identités ethniques se préservent et cohabitent avec l'identité corporative. Ces deux formes de solidarité sont articulées lors des interventions armées dans la vie politique, comme à l'occasion du coup d'Etat de novembre 1980 dirigé par Nino Vieira contre le gouvernement du Cap Vertien Luiz Cabral.

Rosemary Galli³³ affirme que l'on ne peut pas parler d'un 'mode paysan de production agricole' en Guinée-Bissau, y en ayant en fait une grande diversité. Le riz constituant le principal aliment de subsistance et l'arachide la principale *commodity*, ces deux cultures, sommées à celle du maïs, totalisaient 85% de la production agricole en 1953³⁴ Concernant la religion, Patrick Chabal³⁵ indique qu'à peu près un tiers des Guinéens était musulman (surtout les Fulas et Mandingas) et que, les chrétiens demeurant assez rares, le reste pratiquait d'autres religions autochtones de type 'animiste'.

La Guinée-Bissau est restée la colonie africaine la plus négligée administrativement, politiquement et socialement par la métropole portugaise. Le développement économique et social y promu avant la guerre d'indépendance avait été pratiquement nul: pas de services sociaux, d'industrie, de chemin de fer ou de réseau de routes; pas de mécanisation dans l'agriculture; pas de marché interne. Plus de 90% de la population était illettrée. En 1963 on a compté 34 médecins dans le pays.³⁶

Le Cap Vert, formé de dix îles situées à plus de 500 km de la côte du Sénégal, n'était pas habité avant l'arrivée des Portugais. Son peuplement s'est fait doucement par des esclaves apportés

³³ "The political economy of Guinea Bissau: Second Thoughts", *Africa: Journal of The International African Institute*, vol. 59, n° 3, 1989, p. 373

³⁴ Cf. A. Cabral, « Recenseamento agrícola da Guiné », *A arma da teoria – Unidade e Luta 1*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 35. Le manque de diversité de cultures étant une conséquence directe des contraintes (commerciales et des taxes) subies par les agriculteurs sous le régime colonial.

³⁵ P. Chabal, "National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974", *African Affairs*, vol.80, n°318, 1981, p. 76

³⁶ Cf. B. Harrel-Bond et S. Forer, « Guinea-Bissau Part 1: The colonial experience », *American Universities Field Staff Reports*, n°17, Hanover, 1981 et P. Mendy, "Portugal's civilizing mission in colonial Guinea-Bissau: rhetoric and reality", *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 36, n°1, Special issue: Colonial Encounters Between Africa and Portugal, 2003, p. 49

du continent et par des colons blancs, travaillant fondamentalement dans le commerce négrier. Les mariages entre eux ont produit une population métissée à qui la métropole a attribué le statut d'assimilado. Ceci est à l'origine du fait que les Cap Verdiens aient accédé à l'éducation formelle³⁷ et aient constitué la couche lettrée de la société en Guinée-Bissau, travaillant dans l'administration coloniale³⁸. L'unité entre la Guinée-Bissau et le Cap Vert est une idée que le PAIGC a porté depuis sa fondation. Elle avait comme base l'identité historique, culturelle et 'de sang' entre les deux pays, la population métissée des îles étant un résultat du mélange entre la population noire issue du territoire guinéen et les colons blancs qui s'y installèrent, et les deux pays ayant eu une administration unique pendant une période donnée de l'histoire coloniale. Selon l'argumentation du PAIGC, qui se disait partisan de l'idéal de l'unité africaine mis en avant surtout par le leader nationaliste du Ghana, Kwame Nkrumah, l'unification de la Guinée-Bissau et du Cap Vert en un seul Etat était stratégique pour la conformation d'une économie plus diversifiée et forte, bénéficiant les deux territoires.³⁹ Cette idée fut pourtant abandonnée par le gouvernement de Joao Bernardo 'Nino' Vieira à partir de 1980, comme l'on verra plus bas. Dans ce travail je m'intéresserai fondamentalement à ce qui s'est passé en Guinée-Bissau, seul territoire qui a vécu la guerre anti-coloniale.⁴⁰ Comparer la manière dont la période post-coloniale s'est déroulée dans chacun de ces deux pays est un sujet assez intéressant, qui mériterait une étude spécifique.

En 1963, quand la lutte armée anti-coloniale menée par le PAIGC éclata à l'intérieur de la Guinée-Bissau, la plupart des colonies françaises et anglaises en Afrique avaient déjà obtenu leur indépendance politique, le Portugal y devenant la dernière puissance coloniale. A partir de 1958, an où l'idée de l'indépendance immédiate s'imposa parmi les élites politiques africaines⁴¹, l'on a vu la formation de gouvernements nationaux sous la direction des bourgeoisies locales (où il y en avait) ou des petites bourgeoisies autochtones.⁴² Parmi eux, quelques uns n'ont pas hésité sur le maintien

³⁷ Les données fournies par Tordoff sont assez parlantes en ce qui concerne l'écart entre Cap Verdiens et les autres colonies portugaises: selon cet auteur, les statistiques officielles révélaient un taux d'analphabétisme de 97.8% au Mozambique, de 96.7% en Angola, de 98.85% en Guinée-Bissau et de 78.5% au Cap Vert. W. Tordoff, *Government and Politics in Africa*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, Second Edition, 1993, p. 32

³⁸ Celle que l'on appelle la première génération du PAIGC était majoritairement issue de cette catégorie sociale des Cap Verdiens éduqués employés dans l'administration coloniale ou bien dans les entreprises portugaises en Guinée-Bissau: Amilcar et Luiz Cabral, Aristides Pereira etc.

³⁹ A. Cabral, *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 127 et "PAIGC Program", *Guinea-Bissau: toward final victory!* Selected Speeches and Documents from PAIGC, Richmond, Liberation Support Movement Information Center, 1974

⁴⁰ Des explications sur pourquoi il n'y a pas eu de lutte armée à l'intérieur du Cap Vert se trouvent dans A. Tomas, *O fazedor de utopias – Uma biografia de Amilcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007, p. 181-190 et P. Chabal, *Amilcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 104

⁴¹ Qui jusque-là s'étaient contentées à revendiquer des réformes dans la législation coloniale ou bien une association avec la métropole telle que celle proposée par De Gaulle en 1958. Yves Bénot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris, Editions François Maspero, 1969, p. 76.

⁴² Le premier cas comprenait des pays comme le Nigeria et la Côte d'Ivoire, cf. Bénot, *idem*, p.239-260.

de liens politiques et économiques étroits avec leurs anciennes métropoles (dont la Côte-d'Ivoire d'Houphouët-Boigny est le meilleur exemple)⁴³, tandis que d'autres, comme celui de la Tanzanie (avec Julius Nyerere), de la Guinée-Conakry (avec Sékou-Touré), du Ghana (avec Kwame Nkrumah) et du Mali (avec Modibo Keita) se sont efforcés, au moins en un premier moment, de rompre avec leurs anciens maîtres et de suivre une voie économique et politique indépendante, chose pour laquelle l'idée de l'unité africaine était essentielle. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), fondée en 1963 à Addis-Abeba, a été le cadre dans lequel la tentative de construction de cette unité a eu lieu, les clivages idéologiques entre gouvernements 'modérés' et 'radicaux' en constituant un des obstacles. La revendication du socialisme par un nombre significatif d'Etats, néanmoins, ne valait pas forcément une politique économique et sociale anti-capitaliste ou inspirée des principes marxistes, correspondant en fait à une grande diversité d'approches, comme le remarque Bénot.⁴⁴

L'importance de regarder le contexte africain pour mieux expliquer la trajectoire de la Guinée-Bissau ne nous libère pas d'examiner le cadre plus large de la conjoncture mondiale d'après la Seconde Guerre, dans lequel celui-là s'insère. Présentant une analyse que je trouve assez intéressante et pertinente pour la compréhension de mon sujet d'étude, Aijaz Ahmad, chercheur indien marxiste, affirme que les deux décennies qui ont suivi ce conflit international se sont caractérisés par trois processus de grande magnitude: Premièrement, la décolonisation de l'Asie et de l'Afrique (commençant par l'Inde en 1947 et atteignant une grande intensité en 1958 et 1962 avec les indépendances du Ghana et de l'Algérie). Il observe que cette première vague de décolonisations, assez hétérogène en termes idéologiques, aurait été suivie dans les années 1970 par une deuxième génération de luttes anti-coloniales – en Indochine et dans ce qu'il appelle le 'sud de l'Afrique' -, celle-ci ayant assumé un caractère plutôt socialiste.⁴⁵ Le deuxième processus témoigné par ces deux décennies aurait été l'ascension du socialisme, avec la Révolution Chinoise en 1949 annonçant la naissance d'un bloc de pays socialistes, la défaite française en Indochine en 1954, le caractère socialiste progressivement assumé par la Révolution Cubaine de 1959, l'expansion du

⁴³ Le Sénégal de Sédar Senghor et le Kenya de Jomo Kenyatta sont d'autres exemples. « C'est le signal de l'indépendance (formelle) de toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique noire, et c'est la fin de la Communauté gaulliste, qu'un système d'alliances inégales beaucoup plus souple va avantageusement remplacer. » et « Ceux qui obtiennent l'indépendance vers 1959-1960 à leur profit, sauf trois ou quatre exceptions dont Lumumba, vite assassiné, dissocient ces trois notions [indépendance, unité africaine et socialisme], et se satisfont d'une indépendance qui n'est plus qu'une adaptation du système de dépendance à une situation historique nouvelle. », Y. Bénot, *op. cit.*, p. 107 et 112

⁴⁴ Cf. Y. Bénot, *idem*, p. 169-262. Selon Tordoff, le socialisme pratiqué par la plupart des Etats qui s'en réclamaient était plutôt pragmatique et pas révolutionnaire, comme le cas de la Guinée-Conakry, de la Tanzanie, du Zimbabwe etc. W. Tordoff, *op. cit.*

⁴⁵ Aijaz Ahmad, *Linhagens do presente – Ensaios*, Sao Paulo, Boitempo Editorial, 2002, p. 26. Le 'sud de l'Afrique' d'Ahmad comprend évidemment toutes les colonies portugaises, quoique la Guinée-Bissau ne s'y trouve pas géographiquement.

mouvement communiste en Indonésie, Inde et dans les Philippines, la forte présence des partis communistes dans le sud de l'Europe, parmi d'autres déroulements qui « donnaient l'impression de promettre que la dynamique socialiste était en ascension, certainement dans les zones les plus pauvres de la planète, mais aussi aux marges de l'Europe occidentale, sous plusieurs formes. »⁴⁶ Ce que, selon lui, ces deux dynamiques mentionnées ont plutôt caché pendant longtemps, a été le pouvoir – qui se montrerait finalement décisif – de ce qui fut le troisième élément de la 'contradiction globale' des années post-guerre et qui a fini par déterminer même la relation entre décolonisation et révolution socialiste, ayant au même temps exacerbé énormément les crises internes des Etats et mouvements communistes: la croissance, unification et pouvoir technologique historiquement sans précédents du capitalisme lui-même,

avec des circuits complètement mondialisés de production et circulation, sans divisions coloniales et avec une modernisation progressive des technologies de voyage, transport et communications, avec des conséquences de grande portée pour la division internationale du travail, sans mentionner les technologies et l'efficacité des guerres impérialistes subséquentes – de destruction et de siège prolongé – contre les Etats et mouvements socialistes émergents dans les zones arriérées.⁴⁷

Dans ce cadre il y a l'inéligible transformation des Etats-Unis en première puissance du monde capitaliste et mondiale,

y inclus dans les zones que les vieux colonialismes avaient désoccupées, avec le pouvoir d'assimiler à sa propre hégémonie les Etats nationaux bourgeois nouveaux-indépendants et d'abord isoler, puis décisivement désorganiser, les pays plus pauvres qui avaient opté pour quitter le système d'Etats nationaux bourgeois en faveur d'une forme non-capitaliste de développement.⁴⁸

Ahmad observe que cette consolidation et expansion post-guerre du capitalisme, qui s'est reflétée aussi bien dans la capacité militaire impérialiste que dans l'économie corporative mondialisée, ont signifié que pendant cette période le capital aurait le pouvoir de condamner chaque pays qui oserait tenter d'introduire le socialisme (souvent n'ayant eu aucune expérience antérieure même d'une démocratie bourgeoise, sans mentionner un régime socialiste) à une perpétue économie de guerre, sous les conditions de rareté aiguë et de bas niveaux de développement social. Cette pression irrésistible aurait fort contribué à la transformation de ces pays en Etats de sécurité nationale, souvent isolés et paupérisés. Bref, cette coercition aurait beaucoup favorisé le processus de bureaucratisation qui a marqué les expériences du 'socialisme réel', avec toutes ses distorsions aux niveaux politique, économique et social.

Je m'arrête là pour ce qui va du contexte politique et économique plus large dans lequel s'est

⁴⁶ *Idem*, p. 27, toutes les citations d'Achmad ont été traduites par l'auteur.

⁴⁷ *Idem*, p. 28

⁴⁸ *Idem*, p. 29

déroulée la trajectoire de la Guinée-Bissau étudiée dans ce mémoire, pour conclure cette partie introductrice avec un résumé du processus d'indépendance de ce pays.

Trois ans après le début de la lutte armée en 1963, 60% du territoire guinéen était sous le contrôle de la guérilla, où se trouvait à peu près 50% de la population.⁴⁹ Au fur et à mesure que le territoire se vidait de troupes coloniales, le PAIGC procédait à sa réorganisation, établissant une nouvelle structure politico-administrative basée sur la participation populaire, des services sociaux d'éducation et de santé et même tout un nouveau système juridique.

Le régime fasciste au Portugal a tout fait pour éviter la décolonisation de ses territoires en Afrique, notamment parce que les conditions économiques de ce pays ne le permettraient pas d'entraîner un rapport néo-colonial avec les colonies, comme avait été le cas pour la France et la Grande-Bretagne.⁵⁰ Vers le début des années 1970, à peu près 20% du PNB du Portugal était utilisé dans l'effort de guerre en Guinée-Bissau⁵¹, dont l'émancipation entraînerait l'indépendance des colonies plus riches d'Angola et du Mozambique. Dans son insistance à préserver son empire, le Portugal fut politiquement et militairement aidé par les pays membres de l'OTAN.⁵² En 1968, avec la nomination à Lisbonne du Général Antonio de Spínola pour le poste de Gouverneur de la Guinée-Bissau, le Portugal a inauguré une contre-offensive marquée par une approche et des méthodes qui lui étaient assez inhabituelles, dont le programme 'Guinée Meilleure'. Celui-ci a signifié des réformes politiques et sociales inouïes d'amélioration des conditions de vie de la population encore sous le contrôle des troupes portugaises.⁵³ Pourtant, l'effort plus important résidait dans l'intensification de la guerre.

Déterminante pour la victoire du PAIGC a été l'activité considérable d'Amílcar Cabral dans le champ de la diplomatie.⁵⁴ Il savait que la reconnaissance de la communauté internationale était essentielle pour l'indépendance de la Guinée-Bissau. La mission spéciale de l'ONU qui a visité les zones libérées en 1972 a conclu qu'effectivement le PAIGC non seulement contrôlait mais aussi administrait les territoires libérés, y jouissant d'une incontestable légitimité et soutien populaire. Le

⁴⁹ Cf. Aquino de Bragança, *Amílcar Cabral*, coleção Pontos de Vista, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1976

⁵⁰ Cf., parmi d'autres, W. Tordoff, *op. cit.*, p. 33

⁵¹ Cf. B. Harrel-Bond et S. Forer, « Guinea-Bissau Part 1: The colonial experience », *American Universities Field Staff Reports*, n°17, Hanover, 1981. Les troupes portugaises y sont passées de 10.000 en 1962 à 25.000 en 1966 et puis à 35.000 en 1967, cf. Gérard Chaliand, *Revolution in the third world*, Harmondsworth, Penguin Books, 1978, p. 77

⁵² Cf. Harrel-Bond, *idem* et Chaliand, *idem*.

⁵³ Les politiques incluait la fin du système de l'indigénat, la distribution de riz, la construction de barrages, l'installation de nouveaux marchés, la construction de milliers de logements, la participation des autorités traditionnelles dans l'administration locale, la réalisation de deux 'Congrès des Peuples de la Guinée' pour dialoguer avec les chef tribaux... G. Chaliand, *op. cit.*, p. 80-81

⁵⁴ Dans ses nombreux voyages, Cabral a réussi à faire connaître internationalement la situation des colonies portugaises en Afrique et à délégitimer le colonialisme portugais. En plus de conférences dans des universités et des cercles politiques de plusieurs pays occidentaux, il a arrangé notamment une rencontre des leaders nationalistes de l'Afrique lusophone avec le Pape Paul VI et une audience avec le Congrès des Etats-Unis. Cf. G. Chaliand, *op. cit.* et A. Tomas, *op. cit.*

rapport de la commission recommandait la reconnaissance par tous les pays de la déclaration d'indépendance qui se ferait bientôt.⁵⁵ Plus tard dans la même année, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopta une résolution condamnant le colonialisme portugais et appelant ce pays à mettre fin à la guerre par le recul de ses troupes et le lancement de négociations.⁵⁶

L'absurdité de la guerre coloniale mise en évidence surtout par la nette défaite politique en Guinée-Bissau a beaucoup influencé la chute du régime fasciste au Portugal. Le coup d'Etat pacifique mené à Lisbonne le 25 avril 1974 par le Mouvement des Forces Armées (MFA) dans l'épisode que l'on a nommé la Révolution des Oeillets a mis fin à presque 50 ans de dictature dans la métropole, 'accélérant' aussi le processus de décolonisation.

⁵⁵ P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 124

⁵⁶ G. Chaliand, *op. cit.*, p. 83

2. LA PARTICIPATION POLITIQUE DANS LA GUINEE-BISSAU DU PAIGC (1960-1994)

2.1. L'approche du PAIGC pendant la lutte d'indépendance

Sous la devise 'Unité et Lutte', le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert se conçoit et se construit depuis peu après sa fondation⁵⁷ comme un mouvement à vocation de masses, et pas en tant que 'parti de cadres', d'une avant-garde⁵⁸. L'indépendance nationale est un but à être atteint par la lutte des masses et d'une manière progressive⁵⁹, l'alternative d'un coup d'Etat par un petit groupe de conspirateurs étant exclue. Pour Amilcar Cabral, la structure *plutôt* horizontale de la société autochtone (on a vu plus haut qu'il y avait des variations), ainsi que l'absence d'un pouvoir politique intégré par des éléments nationaux favorisait, dans la situation coloniale, la formation d'un ample front d'unité et de lutte, déterminant pour le succès du mouvement de libération.⁶⁰ Devant regrouper le maximum de gens de tous les groupes sociaux, ce front aurait forcément une majorité paysanne, en accord avec la structure sociale du pays.

⁵⁷ Entre 1956, l'an de la fondation du PAIGC, et 1959, le parti, très petit, a essayé de mener une lutte constitutionnelle-légale pour l'indépendance et de mobiliser politiquement les travailleurs urbains de Bissau. Toute initiative de dialogue étant toujours refusée par l'Etat colonial portugais, c'est après la répression brutale d'une grève des travailleurs du port de Bissau le 3 août 1959 (événement connu comme le « massacre de Pidjiguiti », où au moins cinquante travailleurs ont été tués) que Cabral décide que le parti doit partir en clandestinité et commencer à préparer la lutte armée - à être menée dans la campagne - depuis la Guinée-Conakry.

⁵⁸ Ce choix devient clair lorsqu'on lit le programme et d'autres documents du PAIGC, où l'on note un certain flou en ce qui concerne les définitions idéologiques et l'absence d'un alignement à un courant politique existant. La mise d'accent sur les aspects les plus concrets de la lutte et de la situation de la Guinée et du Cap Vert a, selon Patrick Chabal, pour beaucoup facilité la tâche de mobilisation politique de la population, ainsi que l'absorption par le PAIGC de la presque totalité des nationalistes et des organisations nationalistes alors existants en Guinée-Bissau. Voir P. Chabal, « National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974 », *African Affairs*, vol. 80, n°318, 1981, p. 75-99. Par ailleurs, il me paraît significatif que souvent on parle du PAIGC (ses propres membres inclus) comme un *mouvement* de libération nationale, ce qui reflète son caractère ample en ce premier moment. Cette conception d'un mouvement de masses ne dispensait pourtant pas l'affirmation de la nécessité d'une direction politique, d'une avant-garde dont l'importance s'accroîtrait après la conquête de l'indépendance politique – au moment d'approfondir l'indépendance nationale vers la fin de toute forme d'exploitation et de dépendance économique. Voir A. Cabral, « A arma da teoria », *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Lisboa, Editora Seara Nova, 1978, p. 209

⁵⁹ « Un autre principe lié à celui dont je viens de parler dit qu'on doit lutter sans nous dépêcher, lutter par étapes, développer la lutte progressivement, sans faire des grands sauts. Si vous faites attention, vous allez vous rendre compte que pas mal de luttes ont démarré en créant un Bureau politique, un Etat-Major etc; nous, on n'a pas démarré comme ça. Il y en a pas mal qui ont commencé par créer une armée de libération nationale; pas nous. Nous, on a démarré notre lutte comme quelqu'un qui balance une graine dans la terre, pour la voir pousser. On sème la graine, une petite plante pousse, pousse, pousse jusqu'à donner des fleurs et des fruits: ça, c'est le chemin de notre lutte, étape par étape, pas à pas, progressivement, sans des grands sauts. D'ailleurs, chaque étape signifie des plus grandes exigences envers notre travail, notre lutte(...) » Cabral, Amilcar, « O nosso partido e a luta devem ser dirigidos pelos melhores filhos do nosso povo », in *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 148 (toutes traductions sont de l'auteur, si le contraire n'est pas signalé).

⁶⁰ « So while on the one hand a vanguard leadership was indispensable for the struggle against colonialism, on the other hand it was crucial to forge unity among all those (sic) who effectively wanted independence. Through the mobilisation of the various social strata, and their integration into the process of liberation, PAIGC assumed the character of a national liberation movement – not in name, but as a concrete fact of struggle. », « Report of the Supreme Council of the Struggle, III Congress – Independence for Unity and Development », Bissau, State Papers and Party Proceedings, Series 1, Number 3, 1978, traduction non-officielle, p. 15

Les réflexions et plans d'Amilcar Cabral pour la Guinée-Bissau ne s'arrêtaient pourtant pas au moment de l'indépendance politique formelle. Selon ses convictions politiques, clairement basées sur l'étude de la situation des pays africains déjà indépendants, l'aspect principal de la lutte contre l'impérialisme était le combat contre le néocolonialisme. Pour lui, la vraie indépendance nationale ne saurait être autre chose qu'une révolution sociale, c'est-à-dire, l'élimination de tous les rapports de dépendance et d'exploitation, soient-ils impérialistes ou autochtones, dans les territoires guinéen et du Cap Vert⁶¹. Ainsi, il mettait en avant la nécessité d'aller au-delà de l'émancipation politique et de l'établissement d'un gouvernement autochtone, vers la construction d'un pays indépendant économiquement et d'une société égalitaire, formée d'hommes et de femmes 'nouveaux'.⁶² La réalisation d'un tel but étant conditionnée par la participation active des masses paysannes conscientes, le PAIGC cherche, depuis le début, à gagner le soutien actif d'une majorité de la population pour la lutte, et, plus tard, pour la construction de la 'nouvelle vie' dans les zones libérées. C'est ainsi que, à travers la lutte armée de libération, ce parti devient le responsable de l'insertion des masses guinéennes dans la vie politique, et qu'il devient possible de parler de 'participation politique' en Guinée-Bissau au sens moderne du terme – ses acteurs devenant des citoyens *de facto*, avant d'en devenir *de jure*.

Dans cette partie du travail je vais analyser comment le PAIGC aborde la question de la participation politique pendant la période de la lutte armée. Allant beaucoup au-delà de ce qui est écrit dans son programme, je mentionnerai des éléments de sa pratique qui me paraissent parlants en ce sens. La combinaison de tous ces aspects formeront ce que j'appellerai le « modèle de participation politique » du PAIGC, dont il n'y a de sens de parler qu'en raison de la centralité que cette question revêt dans l'expérience concrète de ce parti.

Avant de continuer, pourtant, il me paraît important d'éclaircir un point. Pour que l'on puisse parler d'un 'modèle du PAIGC', d'une approche du PAIGC, il faut que l'on se demande sur la nature du PAIGC lui-même. De quoi parle-t-on quand on dit 'le PAIGC de la lutte d'indépendance'? S'agit-il d'un collectif monolithique, homogène? En des grosses lignes, la littérature nous permet d'apprendre le suivant: 1) Qu'Amilcar Cabral en a été le principal fondateur, intellectuel, leader politique, stratège militaire et représentant; 2) Que la direction du parti était formée surtout de Cap Verdiens lettrés issus du milieu urbain, tandis que sa base sociale se composait surtout de paysans guinéens; 3) Que le parti n'avait pas un fonctionnement interne démocratique pendant la guerre

⁶¹ A. Cabral, « Party, State... », p. 208

⁶² Patrick Chabal définit les idées de Cabral comme socialistes, mais sans alignement à un ou autre courant existant à l'époque. P. Chabal, « The social and political thought... », p. 46

(dans le sens d'un pouvoir d'intervention des militants de base sur les politiques de la direction)⁶³.

A) Le programme du PAIGC des années 1960

Dans son programme⁶⁴, le PAIGC affiche tout d'abord sa volonté de « take power, *in Guinea by the Guinean people, and in the Cape Verde islands by the people of Cape Verde.* » (c'est moi qui souligne). Cette formulation un peu étrange est en conformité avec ce qui a été dit plus haut, sur la conception de prise du pouvoir par un mouvement de masses, en opposition à un coup d'Etat d'un groupe réduit.

Le troisième point de ce programme, qui aborde la fameuse question de l'unité des peuples de la Guinée et du Cap Vert, établit que « The form of unity between these two peoples (is) to be established by legitimate and freely elected representatives. » (p.11). Le principe d'élections libres est répété plus bas lors de la définition du gouvernement prôné par le parti: « General and free elections of the organizations in power based on direct, secret and universal ballot. » (p.11). Le gouvernement à établir est caractérisé comme *démocratique*: « Total elimination of the colonial administrative structure and establishment of a national democratic structure for the internal administration of the country. » (p.11 et 12).

Ensuite, dans la rubrique portant sur l'économie, le point 2 affirme: « (...) Economic activity will be governed by the principles of democratic socialism. ». Celle-là est la seule référence que l'on a trouvé, parmi les matériaux du PAIGC auxquels l'on a pu accéder, à l'idée de *socialisme démocratique*. On a des raisons pour croire qu'il s'agirait, là, d'une organisation socialisante de l'économie (planification, nationalisation, distribution des richesses) – principe que l'on trouvait dans la plupart des Etats africains indépendants - avec l'idée de la participation populaire dans sa gestion. Quoiqu'il en soit, l'insistance sur le terme *démocratique* est intéressante dans la mesure où elle donne l'impression d'une volonté de se distinguer aussi bien du référentiel de socialisme de l'Union Soviétique (fort marqué par le totalitarisme stalinien) que des 'socialismes' surtout rhétoriques des leaders africains.

Dans la partie VII, « Justice and Progress for All », le PAIGC énonce de manière claire le principe d'une société où l'opinion des gens soit prise en compte et leur participation effective dans la direction de la nation: « Trade union freedom and guarantees for their effective exercise.

⁶³ Ne pas confondre le manque de démocratie interne au parti avec l'administration participative des zones libérées, que l'on exposera plus bas.

⁶⁴ J'en cite une version en anglais publiée en 1974 par LSM (Liberation Support Movement) Information Center à Richmond, Canada, compilation de documents pour laquelle « PAIGC's cooperation has (...) been an essential element(...) » (p.5). PAIGC, «PAIGC Program», *Guinea-Bissau: toward final victory!* Selected Speeches and Documents from PAIGC, Richmond, Liberation Support Movement Information Center, 1974, p. 10-14

Effective participation and creative initiative of the popular masses at every level of the nation's leadership. Encouragement and support for mass organizations in the countryside and in towns, mainly those for women, young people and students. » (souligné par moi, p. 13).

Finalement, dans la partie VIII, « Effective National Defence Linked to the People », on a encore une fois la référence à la participation, cette fois-ci sous la forme de contrôle citoyen de l'Armée: « 1. Creation of the necessary means of effective national defence: army, navy and air force, *linked to the people and directed by citizens*. (...) 2. Democratic government within the armed forces. (...) 3. The whole people will have to participate in vigilance and defence against colonialism, imperialism and the enemies of its unity and progress. (...) ».

La lecture de ces extraits du programme du PAIGC d'avant l'indépendance nous permet donc d'observer la défense d'un modèle de démocratie où la participation politique se ferait sous trois formes: la représentation dans les institutions de l'Etat, la libre participation à des associations telles que syndicats et organisations de masse, et ce que l'on appelle 'la participation effective à chaque niveau du leadership de la nation'. D'une manière générale, ce programme est assez marqué par l'idée que les gens doivent pouvoir participer aux affaires de la nation - quoiqu'une définition plus précise de cette troisième forme de participation soit absente. Ce principe est indiqué de manière emblématique par les termes *effective participation and creative initiative*. Finalement, l'insistance, qui en va dans le même sens, sur le fait que les forces armées doivent être *linked* et *directed by citizens* montre que l'idée du contrôle populaire sur le pouvoir est effectivement un principe de fond pour le parti.

Le programme original du PAIGC, tout en étant clair sur ses objectifs généraux, est aussi assez bref. Le manque de détails sur ce que l'on comprend par 'socialisme démocratique', 'participation effective' dans les affaires de la nation etc ne nous permet pas trop d'avancer dans notre analyse, faisant de ce document plutôt une charte de principes. Par la suite, je vais mentionner d'autres aspects de la politique du PAIGC qui, en plus de confirmer les maximes énoncées dans le programme, nous apporteront beaucoup plus d'éléments sur le 'modèle' que l'on est en train de saisir.

B) L'accent sur la formation politique, la conduite morale et l'éducation formelle des militants

Depuis que Cabral et le PAIGC se décidèrent à abandonner l'action institutionnelle à Bissau pour organiser la lutte armée dans la campagne, la priorité de Cabral devint la formation politique des militants. Les années 1960-1963 furent une période de préparation pour la lutte armée, dans laquelle des nombreux jeunes venus à Guinée-Conakry de l'intérieur de la Guinée-Bissau et de l'étranger pour y prendre part ont reçu des cours de formation politique et de l'entraînement

militaire. Pendant toute la période de la guerre, la formation politique des militants a été prise en charge par Cabral personnellement. L'accent était mis sur la nature politique de la lutte armée (à venir ou déjà en cours), ainsi que sur la nécessité de montrer aux paysans d'une manière intelligible le caractère bénéfique de l'indépendance. Pour Patrick Chabal⁶⁵, une des raisons du succès du PAIGC réside dans la qualité de ses cadres, caractéristique qui reflète directement le leadership de Cabral. Chabal nous rappelle que la plupart des militants était des « dedicated but illiterate young villagers or city dwellers with no political knowledge or even consciousness, little experience of political agitation and even less understanding of war. »⁶⁶. Leur entraînement consistait d'un peu d'histoire de la Guinée et du Cap Vert, de l'explication du mécanisme colonial et de la nécessité de l'indépendance, « with the most detailed preparation for the work of political mobilisation they would have to carry out in the countryside »⁶⁷.

Surtout à partir du premier congrès du PAIGC à Cassaca (1964)⁶⁸, Cabral passe à insister sur l'importance de la conduite morale des militants. Dans leur rapport quotidien avec les populations des villages, l'honnêteté, la proximité, le respect, la transparence devaient rester des principes suprêmes. Ne rien cacher concernant le déroulement de la lutte et cultiver un rapport d'égalité entre militants et population était indispensable⁶⁹.

Au-delà de la formation politique et humaine, le PAIGC s'est efforcé pour fournir de l'éducation formelle à ses militants, les envoyant pour faire des études dans des universités étrangères qui leurs offraient des bourses. Ceci était fait dans le souci de préparer les futurs cadres techniques dont la Guinée-Bissau indépendante aurait fort besoin, vu que la plupart de la population était illettrée et les gens ayant une formation supérieure étaient pratiquement inexistant.

Il me paraît que l'on peut envisager cet accent mis sur la formation politique, humaine et

⁶⁵ P. Chabal, "National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974", *African Affairs*, vol. 80, n°318, 1981, p. 86

⁶⁶ *Idem*

⁶⁷ *Idem*

⁶⁸ Le Congrès de Cassaca eut lieu à Cassaca en février 1964, 13 mois après le début de la guerre. Considéré d'une importance fondamentale pour la suite et le succès de la lutte, il a été l'occasion d'une importante restructuration militaire et politique du parti; de la consécration du principe de la prééminence du politique sur le militaire; de la conception des zones libérées en tant qu'Etats dans l'Etat; et d'une intense discussion sur la conduite morale des militants. Nombreuses étaient les dénonces de militants qui, après avoir expulsé les troupes portugaises d'une région donnée, devenaient des vrais 'seigneurs de guerre' ou se portaient comme des nouveaux chefs tribaux. Subjuguant de manière arbitraire la population locale (torture et assassinat de villageois qui s'opposaient à leur autorité, exploration sexuelle de femmes) et se refusant à se soumettre aux ordres du parti, ces jeunes militants ont révélé la nécessité urgente de mieux structurer le parti de manière à réduire la dispersion et le manque de contrôle sur les groupes armés. Le Congrès de Cassaca a été le théâtre pas seulement de discussions et de résolutions sur la question de la conduite morale, mais aussi du jugement des militants contre lesquels il y avait des preuves. Voir Antonio Tomas, *O fazedor de utopias – Uma biografia de Amílcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007, p. 176 et P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 81

⁶⁹ Voir A. Cabral, « Luta do povo, pelo povo, para o povo », in *A Arma da Teoria – Unidade e Luta 1*, Lisboa, Seara Nova, 1978, p. 158.

technique des militants comme un aspect de la philosophie politique du PAIGC selon laquelle la participation active aussi bien des militants que de la population constituait une condition pour la victoire. En ce qui concerne les premiers, la formation politique leur permettait de ne pas se réduire à des exécuteurs mécaniques de tâches dictées par la direction du parti. Dans leur mission de mobiliser politiquement et gagner la confiance des populations des villages, mais aussi dans la guerre et surtout lors de la réorganisation de la vie dans les zones libérées, les militants du parti faisaient face à des situations fort exigeantes, dans lesquelles toute leur créativité et capacité humaine étaient demandées. La formation politique contribuait donc à la création de militants capables d'analyser des situations, de se responsabiliser de tâches diverses et d'occuper des postes divers, brisant ainsi un peu la distance qui sépare normalement la direction de la base et favorisant l'apparition de nouveaux dirigeants.

Concernant l'insistance sur la conduite morale des membres du PAIGC, elle témoigne d'un souci d'éliminer toute méfiance des villageois envers le parti et tout rapport hiérarchique qui pourrait se créer entre militants et population, les premiers incarnant des nouveaux chefs après l'expulsion des Portugais. Pour Cabral c'était question de construire des rapports horizontaux, d'égalité entre militants et villageois, dans le but, encore une fois, de gagner le soutien du plus grand nombre à la lutte. Les principes qui devraient guider la posture des militants face à la population (et entre eux mêmes) ont été résumés par Cabral sous le terme de *démocratie révolutionnaire*. On reviendra ultérieurement à son examen.

Patrick Chabal⁷⁰ comprend cette obsession de Cabral pour la formation des militants dans le cadre de l'analyse que celui-ci faisait de la révolution guinéenne en rapport avec la structure sociale du pays. Comme on a dit plus haut, en l'absence d'une classe prolétaire significative (et aussi d'une bourgeoisie nationale) et concevant la paysannerie comme la force *physique* principale de l'indépendance, mais pas la classe révolutionnaire de la société guinéenne⁷¹, Cabral affirme que le pouvoir ne pourrait se trouver, après l'indépendance, que dans les mains de la seule classe sociale capable de manipuler les instruments de l'appareil d'Etat: la petite-bourgeoisie africaine. Sa tendance 'naturelle' étant pourtant d'aspirer à devenir classe dominante et de tourner le dos aux intérêts de la majorité de la population, l'approfondissement de la révolution (c'est-à-dire, de la *vraie* indépendance nationale) dépendrait fortement de la conscience révolutionnaire et de la

⁷⁰ P. Chabal, « The social and political... », p. 31-56

⁷¹ L'analyse de Cabral sur le caractère non-révolutionnaire de la paysannerie en Guinée-Bissau s'expliquait par plusieurs facteurs: sa dispersion en tribus extrêmement hétérogènes et le manque de conscience globale que ses membres pouvaient avoir sur la colonisation, du à leur faible contact avec le colonisateur et à la forme d'exploitation qu'ils subissaient - purement commerciale et à travers les impôts, c'est-à-dire, une forme indirecte. Cette situation avait comme résultat la prédominance des formes de solidarités ethniques dans la campagne. Cette thèse se serait confirmée, selon Cabral, par les énormes difficultés rencontrées par le PAIGC pour mobiliser les paysans.

fermeté idéologique et morale de l'avant-garde politique. Ce souci de Cabral avec la formation d'une élite politique révolutionnaire, dont le besoin se doit à une structure de classes défavorable à une révolution sociale, marche côte à côte avec l'idée d'un mouvement de masses. Il n'y a donc pas, chez Cabral, de contradiction entre l'accent mis sur la participation politique active des paysans et la nécessité de former une élite politique consciente, ces deux éléments faisant partie d'une tactique globale basée sur l'analyse d'une réalité spécifique.

Quant à l'éducation morale des militants du PAIGC, Chabal l'aborde sous encore un autre angle: le caractère profondément humaniste du socialisme de Cabral.

His reluctance to define the nature of socialism in independent Guinea in other than very general terms was matched by his ceaseless efforts to train and influence party cadres. Ultimately, for Cabral, both the meaning of revolution, and the orientation towards socialism, would be determined by men rather than by ideological formulas. Revolution and socialism were moral rather than instrumentally political questions, and the success of the revolution would be measured by the human calibre of the party leaders, as well as by the improvement of the living conditions of ordinary men and women. Thus, the human and moral attributes of the party cadres were more important assets in the socialist transformation of society than the adherence to a so-called proletarian ideology (...).⁷²

C) Le rôle de la mobilisation politique dans la campagne

La première tâche des militants formés par Cabral était la 'mobilisation politique' des paysans, ce qui voulait dire les convaincre de la nécessité de lutter contre le colonialisme portugais. L'objectif était d'obtenir leur soutien, de préférence actif, pour la lutte armée. Ce travail de mobilisation politique dans chaque village était envisagé par le PAIGC comme une condition nécessaire pour le déclenchement de la lutte armée dans le village et ses alentours, devant donc obligatoirement le précéder.

Selon Chabal et Chaliand⁷³, la stratégie de Cabral, pour qui la clé du succès de la lutte politique était dans la conquête du soutien actif de la population à travers la mobilisation politique, contrastait radicalement avec la théorie du *foco* défendue par quelques révolutionnaires latino-américains à la suite de la révolution cubaine. Chabal estime que ce choix, tout comme celui pour la formation politique des militants, s'explique par le principe défendu par Cabral de la suprématie du politique sur le militaire.⁷⁴

⁷² *Idem*, p. 46

⁷³ Gérard Chaliand compare en cet aspect la tactique de Cabral avec les conceptions 'spontanéistes' de Frantz Fanon et la théorie du *foco* de Che Guevara: « Far from overestimating peasant spontaneity in the manner of Fanon or Guevara, Cabral patiently built up a political support structure within the population, (...). The case in Guinea-Bissau is in this respect comparable to the Chinese and Vietnamese strategies. » G. Chaliand, *Revolution in the third world*, Harmondsworth, Penguin Books, 1978, p. 77

⁷⁴ Amílcar Cabral a mené une bataille permanente dans ces années pour que la dimension militaire de la lutte ne s'impose pas sur sa dimension politique, demeurant au contraire sous le contrôle de celle-ci. Il répétait souvent que les combattants du PAIGC étaient des 'militants armés', et pas des militaristes. Pour tout le paragraphe et la note de

La méthodologie appliquée par les militants, qui l'avaient apprise, répétée et débattue lors des séances de formation politique à Conakry, impliquait en gagner d'abord la confiance de l'*homem grande*, l'autorité traditionnelle de la tribu, dont le soutien s'avérait indispensable pour le travail politique avec la collectivité concernée. Le militant expliquait l'importance de la lutte nationaliste en se centrant sur des problèmes quotidiens très concrets des villageois, et jamais sur des idées abstraites.⁷⁵

Pour plusieurs raisons, la mobilisation politique dans la campagne n'a jamais été une tâche facile à accomplir et est resté un des objectifs prioritaires pendant toute la guerre⁷⁶. Chabal⁷⁷ assure, pourtant, que le succès militaire obtenu par le PAIGC dans les années 1963 et 1964 ne saurait être possible sans le soutien et la participation de la population, ce qui prouve l'efficacité de ce travail politique.

Voici donc un autre aspect de l'approche politique du PAIGC qui touche la question de la participation: la préoccupation à obtenir le soutien conscient d'une majorité de la population comme condition pour la continuation de la guerre. Ce principe est également lié à ce que j'appelle la conviction révolutionnaire de Cabral: ce ne serait pas la peine de conquérir le pouvoir d'Etat pour le voir se concentrer à nouveau dans les mains d'une nouvelle élite dominante. Seulement une population politiquement consciente et engagée serait capable de 'prendre en main les rênes de sa vie' pendant et après la guerre, et mener des transformations structurelles.

D) Les quatre principes du parti

Les 'quatre principes du PAIGC' (*critique et auto-critique, direction collective, centralisme démocratique et démocratie révolutionnaire*) ont été formulés par Cabral à la suite du Congrès de Cassaca dans un effort d'éviter les problèmes qui avaient marqué le fonctionnement du PAIGC dans les premiers moments de la lutte. Leur but était donc de mieux encadrer le comportement des militants aussi bien que la vie interne du parti. Les idées mises en avant par eux me paraissent parlantes de l'abordage de l'organisation de la participation politique.

Le texte « *Aplicar na pratica os principios do Partido* »⁷⁸ est la transcription d'un exposé fait

bas de page voir P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 68 et 81

⁷⁵ Cf. P. Chabal, *op. cit.*, p. 71

⁷⁶ Cabral a maintes fois parlé des difficultés de la mobilisation. « Nous connaissons pourtant par expérience propre tous les problèmes qu'on a eu pour les inciter à la lutte. En Guinée, sauf pour quelques zones et quelques groupes qui nous ont, depuis le début, accueilli favorablement, on a du, contrairement aux Chinois, les gagner féroceement. ». Amílcar Cabral cité par Antonio Tomas, *O fazedor de utopias – Uma biografia de Amílcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007, p. 165

⁷⁷ P. Chabal, « National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974 », *African Affairs*, vol. 80, n°318, 1981, p. 87.

⁷⁸ A. Cabral, « *Aplicar na pratica os principios do Partido* », *A pratica revolucionaria – Unidade e Luta II*, Lisboa,

par Cabral aux militants du PAIGC sur la signification pratique de ces quatre principes. On passe à leur examen, un par un.

Premièrement, le principe de la *critique* et de l'*autocritique* vise, selon Cabral, à la résolution des contradictions internes au parti. Chaque militant doit avoir l'opportunité de critiquer, de donner son avis sur le travail et le comportement des autres, et doit aussi accepter la critique venant d'autrui comme une contribution pour l'amélioration de sa propre action. La critique représente l'intérêt actif du militant à la vie du parti et à l'amélioration de son travail, devant donc toujours être une critique constructive. Elle doit aussi être accompagnée de l'autocritique, « preuve de notre propre envie d'aider à nous mêmes dans le but d'améliorer notre pensée et notre action ». Ainsi, le parti doit:

Développer chez chaque militant, responsable et combattant l'esprit de l'autocritique: la capacité de chacun de faire une analyse concrète de son travail, de distinguer ce qui va bien et ce qui ne va pas, de reconnaître ses propres fautes et d'en découvrir les causes et les conséquences. (...) Une autocritique sincère n'exige pas forcément d'absolution: c'est un engagement auprès de notre conscience pour ne plus commettre des erreurs; c'est accepter nos responsabilités face aux autres et mobiliser toutes nos capacités pour faire mieux et plus. S'autocritiquer, c'est se reconstruire, pour mieux servir.⁷⁹

En seconde place, le principe de la *direction collective* est défini par Cabral de la manière suivante:

Tout faire pour que les organes dirigeants du parti puissent fonctionner réellement, pas sur la base d'une, deux ou trois personnes, mais de tous ces membres, hommes et femmes.
(...) Diriger collectivement, en groupe, c'est étudier les problèmes ensemble pour en trouver la meilleure solution, c'est prendre des décisions ensemble, c'est tirer profit de l'expérience et de l'intelligence de chacun et de tous pour mieux diriger, commander. (...) Diriger collectivement, c'est donner à chaque dirigeant l'opportunité de penser et d'agir, exiger qu'il prenne les responsabilités qui le concernent, qu'il ait de l'initiative, qu'il manifeste avec détermination et liberté sa capacité créative, qu'il serve bien au travail de l'équipe, qui est le produit des efforts et de la contribution de tous.⁸⁰

Il continue:

Nous devons, par contre, lutter contre l'esprit de comodisme, le désintérêt, la crainte des responsabilités, la tendance à être d'accord avec tout, à obéir aveuglément, sans penser.
(Nous devons) Combattre l'esprit de '*régulo*', de chef traditionnel, de *patron* ou de '*capataz*' entre les responsables. Mais aussi combattre l'esprit de *vassal*, de *sujet* au service du chef, d'*employé consciencieux*, de *domestique* ou de « boy » entre les responsables et les militants. (...) La direction collective doit renforcer la capacité de direction du Parti et créer des conditions concrètes pour valoriser ses membres.⁸¹

Le troisième principe, celui du *centralisme démocratique*, n'est pas conçu différemment du

Editora Seara Nova, 1977, p. 161.

⁷⁹ *Idem*, p. 162. Si le contraire n'est pas indiqué, toutes les traductions sont de l'auteur.

⁸⁰ *Idem*

⁸¹ A. Cabral, *idem*, p. 163. Les termes en italique sont soulignés dans le texte original de Cabral; ceux entre guillemets (sauf pour 'boy') indiquent que je n'ai pas réussi à en trouver une traduction adéquate. Le terme *régulo* peut indiquer un chef, un roi ou un noble d'une tribu – bref, celui qu'y détient le pouvoir politique. Un *capataz* est quelqu'un qui est payé par un chef pour défendre les intérêts privés de celui-ci, quoique cela puisse signifier en termes d'actions.

principe léniniste, c'est-à-dire: les décisions importantes ne peuvent être prises par la direction du parti qu'après qu'il y ait eu une ample discussion dans les organismes de base, et donc tout en tenant en compte l'avis de la majorité. Une fois prises, pourtant, ces décisions doivent faire l'objet d'application par la totalité des militants.

Une brochure dactylographiée nommée « Notes des cours de politique » du 'Centre de Perfectionnement des Enseignants' du PAIGC localisé à Conakry explique:

Mais pour que l'on puisse en effet appliquer intégralement ce principe, il est nécessaire que nous maintenions notre base (militante) continuellement mobilisée dans son travail d'écoute des masses; il est nécessaire que nous activions la vie politique dans tout le territoire; que nous encourageons le débat non seulement sur tous les grands problèmes qui concernent notre vie et notre lutte mais aussi, au niveau local, sur les problèmes qui concernent le quotidien des populations. Nous pensons, à ce propos, que le fonctionnement réel et régulier des Conférences des différents échelons serait un pas très important dans le sens de l'effort d'accomplissement du principe de centralisme démocratique.⁸²

Cabral, dans « Aplicar na pratica os principios do Partido », affirme:

Afin de pratiquer le centralisme démocratique chaque jour mieux, nous devons être attentifs aux aspirations et à l'avis des masses populaires en ce qui respecte chaque problème important de notre vie et de notre lutte; nous devons faire fonctionner tous les organismes de base du Parti et tous les organes de direction; nous devons développer la critique et l'autocritique et valoriser chaque jour les responsables et les dirigeants qui remplissent leur devoir. Le centralisme démocratique est une école de discipline, de respect de l'avis d'autrui, de démocratie et de capacité à appliquer les décisions prises.⁸³

Le dernier principe, la *démocratie révolutionnaire*⁸⁴, est peut-être celui qui nous dit plus de choses sur la nature du PAIGC telle que l'a conçue Amilcar Cabral. Présenté au cours de politique du parti comme « toute une éthique, la morale révolutionnaire »⁸⁵, ce principe détermine un rapport d'égalité et de respect entre militants, dirigeants et population. Parmi les quatre, c'est celui qui concerne plus directement le rapport entre militants et population. La pratique de la démocratie révolutionnaire doit marquer tous les aspects de la vie du parti, impliquant donc tout un tas de choses:

Ne rien cacher aux masses populaires, ne pas mentir, combattre le mensonge, ne pas cacher les difficultés, les fautes et les insuccès, ne pas croire à des victoires faciles, ni aux apparences. La démocratie révolutionnaire exige que nous combattons l'opportunisme, la tolérance face aux fautes, les excuses sans fondement, les amitiés et la camaraderie basées sur des intérêts opposés à ceux du parti et du peuple, l'habitude de croire qu'il y ait des responsables irremplaçables dans leurs postes. Pratiquer et défendre la vérité, toujours la vérité face aux militants, aux responsables, au peuple, quelles que soient les difficultés que la connaissance de la vérité puisse causer. La démocratie révolutionnaire exige que le militant n'ait pas peur du responsable, que le responsable ne craigne ni le militant ni les masses. Il exige que le responsable vive au milieu du peuple, devant et derrière le peuple, qu'il travaille pour le Parti au service du peuple.

⁸² PAIGC, "Apontamentos das aulas de politica", Centro de Aperfeiçoamento de Professores, Conakry, 1966, sans numéros de page.

⁸³ A. Cabral, *op. cit.* p. 163

⁸⁴ Là-dessus, voir aussi A. Cabral, « Os principios do Partido e a pratica politica – A democracia revolucionaria », *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Lisboa, Editora Seara Nova, 1978

⁸⁵ PAIGC, *op. cit.*, sans numéro de page.

L'importance de ce passage pour notre discussion m'oblige à le reproduire presque entièrement:

Dans le cadre de la démocratie révolutionnaire, le pouvoir vient du peuple, de la majorité, et personne ne doit craindre la perte du pouvoir. Le dirigeant doit être l'interprète fidèle de la volonté et des aspirations de la majorité révolutionnaire, et pas le propriétaire du pouvoir, le seigneur absolu qui se sert du Parti au lieu de servir le Parti. Dans le cadre de la démocratie révolutionnaire, nous devons éviter la démagogie, les promesses que nous ne pouvons pas tenir, l'exploitation des sentiments du peuple et les ambitions opportunistes. Nous devons agir selon les réalités, donner à chacun la possibilité d'avancer et de vérifier, par sa propre action et par celle des autres, que le Parti est une oeuvre de tous et que nous tous appartenons au Parti, qui est l'instrument créé par notre peuple pour la conquête de sa liberté et pour la construction de son progrès. Dans le cadre de la démocratie révolutionnaire et dans les conditions concrètes de notre lutte, nous devons augmenter la force du peuple chaque fois plus, avancer courageusement vers la conquête du pouvoir par le peuple, vers la transformation radicale de la vie de notre peuple, vers une étape dans laquelle les armes et les moyens de défense seront entièrement dans les mains du peuple. Ne pas craindre le peuple et l'amener à participer de toutes les décisions qui le concernent – ça, c'est la condition fondamentale de la démocratie révolutionnaire, que nous devons réaliser peu à peu, selon le développement de notre lutte et de notre vie.⁸⁶

La formulation de ces quatre principes témoigne d'un clair effort de la part de Cabral dans le sens de forger une certaine *culture* à l'intérieur du PAIGC, en ce qui concerne les rapports entre les militants et entre militants et population. Ces principes, en fait, il les aimerait voir guider les rapports entre tous les gens de la Guinée indépendante, comme une espèce de nouvelle culture révolutionnaire des hommes et femmes « nouveaux » de la société guinéenne. Comme on a vu chez Chabal plus haut, Amilcar Cabral se préoccupait avec le 'calibre' humain du parti, qu'il tenait pour déterminant pour la victoire de son projet. Dans ce sens, les deux aspects les plus marquants des quatre principes sont: 1) la valorisation du protagonisme de chaque militant et 2) le souci de faire participer le plus grand nombre aux prises de décisions (ou bien de prendre en compte l'avis de la majorité). Pour Cabral, il était question de briser toute forme d'hierarchie en ce qu'elle représenterait l'annulation politique ou la limitation de la contribution de ceux qui sont en bas. L'insistance sur l'horizontalité de tous les rapports n'est pas en contradiction avec l'existence de fonctions définies ou d'une direction dans le parti; elle témoigne de l'intention de Cabral de ne pas reproduire, dans le PAIGC et par conséquent dans la Guinée indépendante, des relations de soumission comme celles trouvées et dans la société coloniale et dans quelques tribus. La capacité individuelle de chaque membre est fort valorisée, et les militants sont censés être des individus actifs, capables de penser de manière indépendante et critique, de formuler et de diriger.

Dans l'intervention citée, on peut aussi remarquer que Cabral définit le PAIGC comme *l'instrument créé par notre peuple pour la conquête de sa liberté et pour la construction de son progrès*. Cette caractérisation du PAIGC comme une création du peuple guinéen, bien qu'évidemment une assertion visant à la légitimation du parti, est intéressante et on l'a trouve dans

⁸⁶ A. Cabral, « *Aplicar na pratica os principios do Partido* », *A pratica revolucionaria – Unidade e Luta II*, Lisboa, Editora Seara Nova, 1977, p.163 et 164

des nombreux matériaux. Elle renvoie au fait qu'il a été effectivement le PAIGC le responsable de l'insertion des masses guinéennes dans la vie politique et à leur transformation en citoyens. Dans cette même ligne, Cabral précise que le but du parti est la conquête du pouvoir *par le peuple* pour le déposer *dans les mains du peuple*, confirmant donc le caractère de masses de la lutte menée et le principe de la souveraineté populaire comme base du régime à être construit après l'indépendance.

Bref, les quatre principes du PAIGC sont des éléments qui composent une philosophie politique particulière qui, en ce qui concerne la question de la participation politique, est marquée par le souci de faire participer le plus grand nombre à la vie politique, la démocratisant au maximum.

E) L'accent sur la participation politique des femmes

Une question sur laquelle Amilcar Cabral a beaucoup insisté à l'intérieur du PAIGC fut la participation politique des femmes. Elles devraient pouvoir militer côte à côte avec les hommes au sein du parti, dans la guerre et dans l'organisation des zones libérées. Elles devraient pouvoir, par ses propres mérites, occuper les positions de direction politique, et son travail politique devrait être critiqué sans distinction par rapport à celui des hommes.

Dans cet effort, que l'on pourrait appeler « modernisateur », Cabral se heurtait à une forte résistance de la part des militants, la plupart issue des populations vivant dans la campagne, dont les sociétés, en général, réservaient une place subjugée aux femmes. Les textes issus des nombreux séminaires de formation politique organisés par Cabral révèlent son effort de briser, par l'argumentation, cette résistance, qui prenait la forme de comportements sexistes dans le quotidien de la vie politique du parti⁸⁷.

D'après Antonio Tomas⁸⁸, biographe de Cabral, le PAIGC a toujours été le théâtre d'un conflit entre deux modes de vie et de pensée: le 'moderne' et le 'traditionnel'. La mentalité traditionnelle (ou *tribale*) correspondait à la majorité des combattants du PAIGC, jeunes paysans sortis des tribus, sans formation scolaire et ayant eu très peu de contact avec la culture du colonisateur. La mentalité moderne était celle des fondateurs du parti, majoritairement des Cap Verdiens scolarisés, quelques uns porteurs de diplômes universitaires, qui avaient servi, en tant que fonctionnaires, l'administration coloniale. Selon Tomas, Cabral a mené une lutte importante au sein du parti afin d'imprimer cette 'mentalité moderne' chez les militants. Néanmoins, il n'a jamais été question d'imposer des valeurs en tant que norme du jour au lendemain, mais de les faire passer à

⁸⁷ Voir, par exemple, A. Cabral, « O nosso partido e a luta devem ser dirigidos pelos melhores filhos do nosso povo », *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Lisboa, Editora Seara Nova, 1978

⁸⁸ A. Tomas, *op. cit.*, p. 177

travers la persuasion, peu à peu, au fur et à mesure de la lutte. Celle-là a toujours été, d'ailleurs, la posture adoptée par le PAIGC à l'égard des valeurs, croyances et normes des différentes communautés avec lesquelles il avait relation⁸⁹.

L'égalité entre hommes et femmes dans la société était donc un principe de son programme⁹⁰, et le PAIGC a essayé de le faire appliquer: dans les écoles organisées par le parti à l'intérieur des zones libérées et à l'étranger, un effort spécifique était fait dans le sens de former un maximum de filles avant qu'elles n'atteignent l'âge de se marier et soient obligées par la famille à la vie domestique. Un quota obligatoire pour les femmes au niveau du pouvoir local des zones libérées (comité de *tabanca*) fut établi, et leur participation devrait être également assurée dans les milices responsables de la défense locale.⁹¹

Il est aussi intéressant de mentionner que trois parmi les six premières lois approuvées par l'Assemblée Nationale Populaire en 1973 touchaient la question de genre: élimination du concept d'enfant illégitime, reconnaissance du mariage laïque et légalisation du divorce.

F) La vie dans les zones libérées

L'organisation de la vie dans les zones libérées constitue un des aspects les plus significatifs de l'expérience du PAIGC pendant les années de la guerre. Elle figure certainement aussi parmi les expériences politiques les plus intéressantes des luttes de libération nationale⁹², puisqu'il y a été question de fonder un vrai « Etat » autonome dans le territoire guinéen en guerre. Pour Cabral, notamment, il fallait que les bases de la nouvelle société fussent lancées pendant, et pas après la lutte d'indépendance. Le PAIGC y a eu l'opportunité d'en faire un vrai laboratoire d'organisation étatique, passant de mouvement subversif à parti au pouvoir⁹³. La manière dont il l'a fait me paraît assez représentative de ses idées à l'égard de la participation politique⁹⁴. Dans ce sens, donc, on

⁸⁹ « The PAIGC took a gradualist approach, believing that fundamental change would come about only as people came to understand why it was needed – whether the changes were taking up arms, relinquishing polygamy, or working collectively. The PAIGC also believed that any attempt to impose rapid change would only jeopardize their support among the peasants. The emphasis of 'political education' was in achieving consensus within local communities. » B. Harrel-Bond et S. Forer, « Guinea-Bissau Part 2: The liberation struggle », *American Universities Field Staff Reports*, n° 22, Hanover, 1981, p. 12

⁹⁰ Le principe de l'égalité entre les sexes figure aussi bien dans son programme que dans la Constitution de 1973.

⁹¹ Cf. P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 118

⁹² La structure politique et sociale que le PAIGC a consolidé dans les zones libérées a été, selon G. Chaliand, « unique among African national liberation movements ». *Op. cit.*, p. 82

⁹³ Depuis très tôt (après le Congrès de Cassaca, en 1964) les organes du PAIGC dans les zones libérées sont devenus aussi des organes d'Etat, accumulant donc les deux fonctions. Cf. PAIGC, « Apontamentos das aulas de politica », Centro de Aperfeiçoamento de Professores, Conakry, 1966

⁹⁴ Luisa Teotônio Pereira et Luis Moita, dans leur oeuvre qu'ils présentent comme un 'reportage politique' militante sur la Guinée-Bissau, décrivent l'expérience des zones libérées comme « l'embryon d'une nouvelle société fondée sur le travail collectif et sur l'ample participation populaire » (L. Pereira, L. Moita, 1976, p. 56, traduction de l'auteur)

considère que l'organisation de la vie dans les zones libérées possède un fort caractère programmatique.

Conçu au premier Congrès du parti à Cassaca (1964), le projet des zones libérées est décrit de la manière suivante par A. Tomas⁹⁵:

Dans sa genèse il y avait la nécessité de combler le vide laissé par l'administration coloniale dans les régions que les Portugais, comme résultat des actions de la guérilla, se sont retrouvés dans l'obligation d'abandonner. Si, en principe, le souci était d'approvisionner les populations, surtout celles du sud du pays, avec les ressources basiques en termes de santé et d'éducation, au fil des années ces zones allaient devenir des vrais républiques à l'intérieur de la Guinée. Désormais, l'action de la guérilla serait orientée, entre autres choses, à la gestion et à la protection de ces zones, qui seraient administrées par des organes locaux élus par le parti, les plusieurs comités d'administration, avec des divisions telles que justice, santé et éducation. Sous-jacente à cet arrangement, surtout en ce qui concernait la justice, il y avait l'idée de soumettre au contrôle des civils pas seulement les militaires, mais surtout les autorités traditionnelles. C'est-à-dire, instaurer le « politique », la logique du parti, en détriment aussi bien de la force des armes que de la tradition.

D'après Chabal, le développement d'une infrastructure sociale et politique dans les zones libérées était la seule alternative à la 'militarisation' du nationalisme.⁹⁶ Bien sûr, il était aussi question pour le PAIGC de gagner durablement le soutien des populations rurales pendant la guerre.

Ainsi, dans la mesure où les combattants du PAIGC expulsaient les troupes portugaises, on procédait à l'aménagement des territoires. L'accent était mis sur la décentralisation et le contrôle citoyen des nouvelles structures administratives.

Au niveau de l'organisation politique et administrative des zones libérées, l'unité administrative de base était la *tabanca*, c'est-à-dire, le village. Chaque *tabanca* élisait un comité de cinq personnes, dont au moins deux femmes. Les villages se regroupaient en secteurs, chacun ayant son comité de secteur. Plusieurs secteurs formaient une zone, à laquelle correspondait un comité de zone. Un ensemble de zones formait une région, supervisée par son comité régional, et au plus haut niveau il y avait les comités inter-régionaux, vu que le territoire avait été divisé en trois inter-régions. Chaque comité était responsable devant le niveau supérieur, et l'inter-région était directement responsable face à la direction du parti.⁹⁷

Le comité de *tabanca* constituait donc la colonne vertébrale de la nouvelle organisation politique⁹⁸. Librement élus, ses membres à la fois représentaient les habitants du village et mettaient

⁹⁵ A. Tomas, *op. cit.*, p. 176 (traduction de l'auteur)

⁹⁶ P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership...* p. 82

⁹⁷ Cf. B. Harrel-Bond et S. Forer, « Guinea-Bissau Part 2: The liberation struggle », *American Universities Field Staff Reports*, n° 22, Hanover, 1981, p. 12; PAIGC, "Apontamentos das aulas de politica", Centro de Aperfeiçoamento de Professores, Conakry, 1966, s. p. et P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002, p. 105. Chabal précise que l'idée derrière la nouvelle organisation administrative était à la fois de décentraliser au maximum pour permettre de la flexibilité et de l'initiative et de garder le contrôle sur le parti dans son ensemble, afin d'éviter le problème de la distance entre les combattants et la direction du parti qui avait marqué le début de la lutte armée.

⁹⁸ Pour Chabal (1983, p. 193), une variante du 'comité de village' de la Guinée-Bissau constitue un élément de toutes

en oeuvre la politique du parti. Ils avaient des fonctions bien définies: le président s'occupait du fonctionnement général du comité, ainsi que de la production agricole; le vice-président était responsable de la sécurité et de la défense locale; le troisième membre se chargeait de la santé, de l'éducation et d'autres services sociaux; le quatrième s'occupait du ravitaillement des forces armées ainsi que de leur hébergement lors qu'elles s'arrêtaient au village; et le cinquième était responsable du recensement de la population et du registre civil. Les membres du comité gardaient leurs postes jusqu'à qu'ils veuillent démissionner ou bien que les habitants ne les trouvent plus appropriés pour la tâche.⁹⁹ Chabal souligne que le bon fonctionnement des comités de *tabanca* était crucial. Ils fournissaient l'infrastructure administrative essentielle pour la gestion des zones libérées et pour la participation des villageois dans l'effort de guerre (l'alimentation des troupes et le transport de l'équipement de guerre, de nourriture et d'autres provisions étaient sous la responsabilité des habitants).¹⁰⁰ Chabal¹⁰¹ observe encore que, malgré son indépendance par rapport au PAIGC, dans la réalité les comités de *tabanca* y étaient étroitement liés - ce qui ne serait pas anormal dans une situation de guerre. Son succès, fondamental pour la victoire du PAIGC, ne saurait être expliqué que par le travail intensif de mobilisation politique mené par le parti aussi bien avant que pendant la guerre, et par l'introduction d'un système démocratique largement accepté à l'issue du Congrès de Cassaca.¹⁰²

Au niveau du secteur (ensemble de villages) il y avait un lien structurel entre les comités de village et le parti. Cinq représentants élus dans les villages travaillaient ensemble avec un comité du PAIGC pour le secteur, composé lui aussi de cinq membres. Le comité de secteur avait comme fonction et de coordonner l'action des comités de village et de leur donner de la représentation auprès de la direction du parti. Les tâches du comité de secteur étaient pareilles à celles du comité de village, chaque représentant de village devant opérer en étroite collaboration avec son partenaire.¹⁰³ La collaboration à ce niveau était donc cruciale pour le fonctionnement de la structure telle que l'avait conçue Cabral, laquelle devrait, comme l'on a dit, permettre la plus grande flexibilité au niveau local et, au même temps, le contrôle du parti sur l'ensemble de la nouvelle organisation.

Un nouveau système de justice fut construit au fil des années. Au début, les milices populaires locales ont pris en charge la résolution de disputes au niveau du village. Néanmoins, à

les 'guerres populaires' (*people's wars*, voulant dire révolutions) victorieuses.

⁹⁹ P. Chabal, *Amílcar Cabral, Revolutionary Leadership...*, p. 108

¹⁰⁰ *Idem*

¹⁰¹ P. Chabal, « Party, State, and Socialism in Guinea-Bissau », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 17, n°2, 1983, p. 193

¹⁰² P. Chabal, *Amílcar Cabral...*, p. 108

¹⁰³ *Idem*, p. 109

partir de 1964 après le Congrès de Cassaca, avec la révélation d'une série d'abus commis par des militants armés contre la population et avec la création du comité de *tabanca* au niveau local, son commissaire politique s'en est responsabilisé. La justice y appliquée avait pour base un mélange des principes soutenus par le PAIGC avec le code autochtone. L'an 1966 a vu l'instauration d'un Code de Justice Militaire qui avait comme but le règlement des relations entre militaires et civils¹⁰⁴. A partir de 1969 on a commencé à mettre en place dans les zones libérées un système judiciaire plus complet et formel, basé sur des tribunaux populaires au niveau de la *tabanca* ou bien du secteur. Ces tribunaux, dont les trois juges étaient élus par la population, ne jugeaient que des cas civils et la loi y administrée était basée sur le code autochtone de la majorité des habitants du village¹⁰⁵. Des tribunaux au niveau régional, composés par des membres du parti et des représentants des villages, se chargeaient des cas plus graves et pouvaient émettre des arrêts qui allaient jusqu'à quatre ans de détention (visant surtout la réhabilitation de la personne et sa ré-intégration à la société). Le plus haut tribunal, au niveau national, était le Tribunal de Guerre. Il se composait de quatre membres du PAIGC et un représentant de la population locale, et jugeait soldats et membres du PAIGC accusés de crimes. La peine capitale s'appliquait aux cas de trahison, espionnage et sabotage¹⁰⁶.

Selon Patrick Chabal, on estime que ce système fonctionnait assez bien, ayant le taux de crimes chuté après l'introduction des tribunaux populaires. Il évalue¹⁰⁷:

Certainly it gave the villagers a sense of control over their own lives which they had lost under colonial rule. The courts, together with the village committees and the local defence forces, brought the villagers a substantial measure of autonomy at a time when the party was in process of greater centralisation. The *modus vivendi* thus established maintained a certain balance between party rule and popular control.

En ce qui touche le ravitaillement des villages, celui-ci fut assuré par ce que l'on a appelé les « Magasins du Peuple », qui ont remplacé le système commercial colonial¹⁰⁸. La création de six Magasins du Peuple fut une des premières mesures du PAIGC, en 1964, le système s'étant répandu après. Les magasins faisaient partie d'une stratégie de boycott de l'économie coloniale, la 'guerre économique' étant envisagée par Cabral comme déterminante pour le développement de la lutte¹⁰⁹: les paysans y pouvaient échanger leurs excédents de production contre d'autres produits de première

¹⁰⁴ Cf. cité par L. Pereira et L. Moita (1976, p.33), le préambule de ce Code postulait: « La présente loi, qui est révolutionnaire, laisse une large marge de décision concernant l'application des peines. Pourtant, les responsables ne devront jamais oublier que l'un des principes majeurs de notre lutte, l'objectif le plus élevé pour lequel nos Forces Armées se battent, est celui du respect pour la personne humaine, dont la protection est, en fin de compte, un des buts de ce document. » (traduction de l'auteur)

¹⁰⁵ Selon Chabal, Cabral soutenait l'avis que les villageois devaient contrôler la justice de manière indépendante du parti le plus souvent possible. P. Chabal, *Amilcar Cabral*,..., p. 121

¹⁰⁶ Cf. B. Harrel-Bond, *op. cit.*, p. 13

¹⁰⁷ P. Chabal, *op. cit.*, p. 122

¹⁰⁸ Le commerce inéquitable imposé aux paysans était une des principales sources de revenus de la métropole en Guinée-Bissau, à côté des impôts.

¹⁰⁹ Cf. B. Harrel-Bond, *op. cit.*, p. 13, et P. Chabal, *Amilcar Cabral*,..., p. 112

nécessité dans des termes plus équitables que ceux offerts par les Portugais, et dans un système libre de taxation. En fait, le système d'échange y était le troc, ce qui obligeait les paysans à produire (vu que l'obtention d'articles dépendait d'avoir quelque chose à offrir) et évitait que les Portugais ruinent le système¹¹⁰.

Un système d'éducation fut également instauré dans les zones libérées. On a déjà parlé de l'importance attribuée par Cabral à l'éducation des militants du PAIGC; ce souci était le même pour les zones libérées.¹¹¹ En outre, il y avait chez le PAIGC une préoccupation très réaliste avec la formation des nouveaux cadres du futur Etat de la Guinée indépendante: alphabétiser et éduquer la population, plus qu'un principe, était une urgence.

Etant donnée l'inexistence de toute politique d'éducation pour la population africaine dans le cadre de la colonisation portugaise, le travail du PAIGC dépassait de loin la simple construction d'écoles: toute structuration, contenu, méthodologie, matériel scolaire et enseignants ont du être 'inventés'. Au début, les cours se tenaient dans la forêt, afin de protéger les enfants des attaques de bombes: les constructions consistaient de structures temporaires faites de bambou et de chaume. Souvent, la guerre leur obligeait de tout déplacer – la structure, les enseignants et les élèves - vers des régions plus profondes de la forêt. Malgré ces conditions, on estime qu'en 1964-1965 il y avait déjà quatre mille élèves dans environ cinquante établissements.¹¹²

En plus des difficultés matérielles et du manque d'enseignants, la question de la langue à être utilisée dans le nouveau système s'est révélée un problème: les nombreuses langues autochtones n'avaient pas d'orthographe établie, et le Créole non plus. Je reproduis ensuite une intéressante citation présente dans le travail de Harrel-Bond¹¹³, dans laquelle un membre du PAIGC décrit la situation:

Creole is the language used in first-year classes. Later on, since there is no system of spelling for Creole – it is only a spoken language – the transition is made to Portuguese. But not all of our pupils can even speak Creole when they come to us. Some have to learn it first, which comes pretty quick at their age. So it is not only a question of teaching them but of dealing with a language problem, trying to help the child make a successful transition from Creole to Portuguese – which is not so simple. Would it have been better to create spelling systems for the local languages and then teach the people to read and write in them? We mulled this question over and then decided that it would be preferable to make Creole the spoken *lingua franca*, as it were, and Portuguese the written administrative language. Since Creole is actually an Africanized version of Portuguese, several different forms are spoken: the Creole spoken by our people who live in the towns is very Portuguese, for example, whereas the dialect spoken out in the country is profoundly Africanized – deep Creole you might call it.

¹¹⁰ A. Tomas, *op. cit.*, p. 206

¹¹¹ « He (Cabral) regarded political education as the development of a political 'consciousness', not as indoctrination. Above all, he believed that the experience of the nationalist struggle and of life in the liberated areas must form the basis of the political education of the PAIGC. He rejected the idea of educating the young Guineans according to an abstract socialist ideology. », P. Chabal, *Amilcar Cabral*,..., p. 117

¹¹² Cf. P. Chabal, *Amilcar Cabral*,..., p. 115

¹¹³ B. Harrel-Bond, *op. cit.*, p. 14. Le but de cette citation est de partager avec le lecteur la dimension de l'entreprise du PAIGC dans la construction de la nouvelle vie dans les zones libérées.

Dans les écoles primaires des villages, les enfants avaient cours pendant deux années, après lesquelles ils devaient partir dans des internats, eux aussi construits par le parti et situés à l'intérieur du pays. En 1970 ils étaient au nombre de six. Au début, la priorité y était donnée aux enfants devenus orphelins à cause de la guerre et à ceux dont les parents luttèrent dans la guerre. Après, l'objectif majeur des internats est devenu la formation de cadres pour le parti et des futurs fonctionnaires de l'Etat guinéen. Ces institutions étaient obligées d'être auto-suffisantes et de se gérer de manière totalement autonome par les élèves et les enseignants, ce qui signifiait par exemple cultiver les aliments destinés à la nourriture de tous. Finalement, il y avait aussi la très disputée Ecole Modèle du PAIGC, localisée à Conakry. Fondée en 1964, elle ouvrait des portes aux universités de Dakar et de Conakry, ou bien à des bourses d'étude à l'étranger offertes au parti par les pays du bloc de l'Est. Son fonctionnement se basait également sur le principe du partage entre élèves et enseignants des responsabilités d'administration, ainsi que de l'articulation avec le travail productif. Barbara Harrel-Bond¹¹⁴ nous rappelle que, dans une période de treize ans, le PAIGC a éduqué, sous les conditions chaotiques de la guerre, plus de gens que les Portugais ne l'avaient fait en cinq siècles.

Le seul établissement scolaire qui offrait une formation directement politique était le Centro de Instrução Politico-Militar (CIPM), voué à l'entraînement et à l'éducation des 'militants armés' des FARP – Forces Armées Révolutionnaires du Peuple. Celles-ci, conçues par le parti comme une milice armée et pas comme une armée traditionnelle, n'avaient pas d'hierarchie militaire. Par ailleurs, les soldats se relayaient entre lutter dans la guerre et accomplir des tâches 'civiles', spécialement dans la production. Leur éducation consistait d'une formation scolaire basique, de la formation politique, de la discipline militaire et de l'entraînement pour le travail dans l'agriculture.¹¹⁵

Finalement, dans le domaine de la santé, le PAIGC a voulu construire un système qui pourrait devenir la base des services médicaux de la Guinée-Bissau indépendante, et qui devrait être utile aussi bien aux soldats en guerre qu'aux populations rurales. D'installation assez difficile par sa demande en termes matériels et humains¹¹⁶, ce système se concentrait sur l'éducation pour la santé et l'entraînement de personnel médical. En 1971, le PAIGC avait construit neuf hôpitaux, dont huit avaient la supervision constante d'un médecin étranger formé (en régime de bénévolat)¹¹⁷. Des infirmières et techniciens paramédicaux y recevaient de la formation en service. Tel que les écoles, les 'bâtiments' des hôpitaux étaient construits de manière à pouvoir être déplacés facilement lors

¹¹⁴ *Idem*

¹¹⁵ Cf. Harrel-Bond, *op. cit.*, p. 14 et Chabal, *op. cit.*, p. 118.

¹¹⁶ Chabal relate qu'en 1964 le PAIGC n'avait un seul médecin. P. Chabal, *op. cit.*, p. 119

¹¹⁷ Cf. P. Chabal, *idem*.

d'attaques portugaises. Au niveau des secteurs (groupes de villages) il y avait aussi des postes sanitaires, gérés par des infirmières et des para-médecins. Selon le PAIGC, leur nombre monta de 28 en 1968 à 117 en 1971.¹¹⁸ Les villages, finalement, étaient visités par des brigades mobiles, qui se concentraient sur l'éducation basique pour la santé et essayaient d'opérer avec le 'spécialiste de la santé' autochtone. Un membre du comité de *tabanca* se chargeait de travailler avec les brigades et d'améliorer, dans leur absence, l'infra-structure sanitaire basique.¹¹⁹

Selon Harrel-Bond¹²⁰:

La philosophie derrière les programmes d'éducation et de santé du PAIGC différait beaucoup de celle qui est courante en Occident. Enseignants et personnel médical étaient en contact permanent avec la population. La responsabilité qu'ils avaient assumé d'éduquer les villageois sur les objectifs du PAIGC impliquait en leur démontrer que ces objectifs ne se résumaient pas à des idées. Les paysans n'avaient pas besoin de sortir de chez eux pour rencontrer un professionnel qui ignorait leur réalité quotidienne et leurs conditions de vie dans les villages.

Le programme mené dans les zones libérées était conçu dans le but de promouvoir une compréhension théorique chez les paysans sur la nécessité de se libérer de l'oppression coloniale: en gros, que le développement social et économique intégral ne serait possible qu'après la défaite du colonialisme portugais. Un autre but principal du PAIGC était la création rapide d'institutions alternatives qui auraient une importance immédiate dans la vie des gens et dans la résolution de leurs problèmes. Ainsi, les théories du PAIGC ont commencé à devenir des réalités concrètes. Par conséquent, les expériences des gens dans les zones libérées ont engendrées des fortes attentes à l'égard de la vie dans une Guinée-Bissau indépendante.

A la fin de la guerre, l'ambition du PAIGC était de généraliser les structures politiques fondées dans les zones libérées, qui lui avaient permis d'assurer aussi bien les tâches administratives que la mobilisation politique¹²¹. Le principe de la décentralisation du pouvoir avec l'organisation au niveau local me paraît un des aspects les plus intéressants de l'expérience des zones libérées. Ce modèle, impliquant une participation massive des paysans dans la reconstruction de la vie sociale sur des nouvelles bases, a constitué une clé du succès politique du PAIGC. Cela s'est du, selon Chabal, à la manière dont le parti, les forces armées et les comités de village ont réussi à travailler ensemble, harmonie sur laquelle Amilcar Cabral insistait souvent. Cette coopération ne saurait être possible sans la politique de contrôle partisan des forces armées, ainsi que de respect envers les villageois et d'effort d'améliorer leurs conditions de vie.¹²²

Or, il est intéressant de remarquer, encore une fois avec Patrick Chabal, l'absence chez le PAIGC d'un mécanisme de contrôle démocratique de la base (des militants) sur les dirigeants. Selon cet auteur, il ne pourrait pas être autrement dans un contexte de guerre.

It would be inaccurate to suggest that the PAIGC operated like a 'democratic party' although it is clear that

¹¹⁸ Mentionné par Chabal, *idem*.

¹¹⁹ B. Harrell-Bond, *op. cit.*, p. 15

¹²⁰ *Idem* (traduction de l'auteur)

¹²¹ P. Chabal, « Party, State, ... », p. 193

¹²² P. Chabal, *Amilcar Cabral, Revolutionary Leadership...*, p. 109

popular participation at the lower party level had an impact on policy making and implementation. Although there always was - (...) - a risk that the leadership might operate with scant regard for the lower echelons of the party, it seems that during the war the PAIGC was relatively successful in avoiding a slow drift away from its political principles.¹²³

Il faut souligner que l'expérience des zones libérées n'a eu lieu que dans la campagne, les centres urbains étant restés sous le contrôle des troupes portugaises jusqu'à la fin du conflit. Les populations urbaines – surtout celle de Bissau, historiquement marquée par l'influence du style de vie de la métropole - ont été, d'ailleurs, le support politique principal du Portugal pendant la guerre. C'est pour cela que Chabal affirme que la forme de l'Etat post-colonial guinéen serait directement influencée par le succès du PAIGC en établir des nouvelles structures politiques dans les centres urbains. Sa tâche consisterait à traduire son expérience rurale dans un appareil politique viable capable de lier les villes et la campagne et de mener les politiques du parti.

G) Les élections de 1972

En 1971 Amilcar Cabral proposa au Comité Exécutif de la Lutte (CEL) du PAIGC la réalisation d'élections dans les territoires libérés. D'après lui, les élections étaient nécessaires pour donner de la légitimité au gouvernement qui allait proclamer l'indépendance du pays, et pour assurer plus de contrôle démocratique sur les institutions politiques établies par le PAIGC dans les zones libérées.¹²⁴ A travers le vote, les habitants des zones libérées choisiraient des conseillers régionaux, qui, à leur tour, éliraient une assemblée nationale responsable de nommer un gouvernement et proclamer l'indépendance.

Les élections eurent lieu pendant l'année de 1972. La méthodologie adoptée fut la liste unique, ce qui faisait que, comme l'observe Chabal¹²⁵, le processus de nomination des candidats eût plus d'importance que le vote en urne. Les habitants ont ainsi choisi leurs candidats, dont la nomination fut ensuite approuvée par le PAIGC. Une campagne massive d'explication sur les élections fut menée pendant huit mois au cours de l'année 1972, et le vote en suffrage universel eut lieu dans la seconde moitié de l'année, s'étendant sur quelques semaines. La grande majorité des candidats ayant été élue, un total de 273 conseillers régionaux durent ensuite choisir parmi eux 91 membres pour siéger dans l'Assemblée Nationale Populaire (ANP). En plus, 5 députés furent élus directement par le syndicat UNTG (Union Nationale des Travailleurs de Guinée), 3 par

¹²³ *Idem*, p. 110

¹²⁴ *Idem*, p. 124. Dans cette même page, Chabal cite Cabral: « The operation of such institutions within the framework of developing a new society in the liberated areas demands greater representation from the population, not only in the study of solutions to the problems of the nationalist struggle, but also in the effective control of the party decisions which affect them. »

¹²⁵ *Idem*, p. 125

l'organisation étudiante, et finalement 21 furent désignés par le parti pour représenter les zones encore sous domination portugaise. Au total, l'ANP comptait 120 membres.¹²⁶

Pour Patrick Chabal, il est légitime de poser de nombreuses questions sur la validité et le caractère démocratique et libre de ces élections. « It is obvious », examine-t-il, « that the value and validity of the elections did not rest, as it does in liberal democracies, with the free exercise of a personal choice in the privacy of the polling booth. » L'aspect le plus significatif serait, comme l'on a dit plus haut, la procédure de nomination des candidats. Et là-dessus cet auteur nous rappelle que la proportion de candidats appartenant au parti était juridiquement limitée à un tiers du total de la liste. Cette règle a été rigide respectée, et le parti se serait dans la réalité peu ingéré dans le processus de choix. Les candidats auraient été, donc, soit choisis soit acceptés par la majorité des villageois. Le succès obtenu avec la réalisation d'élections libres, conclut Chabal de manière assez pertinente, se doit moins aux procédures électorales en elles-mêmes qu'à la nature du PAIGC, le soutien qu'il avait acquis dans les zones libérées et le rapport qu'il avait développé avec la population à travers les structures politiques qu'il avait établies.¹²⁷

L'objectif de Cabral avec les élections était donc d'assurer des mécanismes de contrôle populaire des futures institutions politiques nationales *avant* l'indépendance, de manière à préserver la ligne politique adoptée à l'égard des structures politiques des zones libérées, dont la priorité était la participation populaire au niveau local. L'avis de Patrick Chabal est que les élections de 1972 doivent être perçues comme le premier effort d'établir une séparation et un équilibre entre parti et Etat¹²⁸. Par 'démocratie révolutionnaire', Cabral entendait un régime politique dans lequel le contrôle démocratique du parti révolutionnaire serait institutionnellement encadré. « Although he viewed the party as the driving force of the revolution, he believed that a socialist transformation of society was not possible without popular support as expressed through democratic institutions. »¹²⁹

Même avec la mort d'Amilcar Cabral en janvier 1973¹³⁰ le calendrier établi pour la déclaration unilatérale d'indépendance n'a pas été changé. Elle a eu lieu le 24 septembre 1973 à Boé, dans l'est du pays, lors de la première séance de l'Assemblée Nationale Populaire. Trois semaines plus tard, plus de 60 Etats avaient reconnu le nouveau gouvernement. Après la chute du

¹²⁶ *Idem*

¹²⁷ *Idem*, p. 126

¹²⁸ Basil Davidson a un avis pareil sur les intentions de Cabral par rapport à la nécessité de séparation entre parti et Etat ainsi que de contrôle démocratique sur les institutions politiques de la Guinée indépendante. B. Davidson, « On revolutionary nationalism: the legacy of Cabral », *Latin American Perspectives*, v. 11, n° 2, Unity and Struggle: Reassessing the thought of Amilcar Cabral, 1984, p. 35-36

¹²⁹ P. Chabal, *op. cit.*, p. 127

¹³⁰ Cabral fût abattu le 20 janvier 1973 à Conakry par une conspiration formée entre des militants insatisfaits du PAIGC et le pouvoir colonial. Les autorités portugaises leur avait promis la transmission du pouvoir politique en Guinée-Bissau contre la liquidation du leader, la destruction du mouvement de libération et la sauvegarde du Cap Vert en tant que colonie portugaise. Cf. Aquino de Bragança, *Amilcar Cabral*, coleção Pontos de Vista, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1976, p. 22-34

régime fasciste au Portugal en avril 1974, le nombre d'Etats qui l'ont reconnu était monté à plus de 80. Pas un seul gouvernement de l'Occident ne l'a pourtant fait avant que le gouvernement portugais le fit, le 10 septembre 1974.

H) La Constitution de 1973

La première Constitution de la Guinée-Bissau indépendante fut approuvée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale Populaire lors de sa première séance le 24 septembre 1973 à Boé, c'est-à-dire, quand la guerre d'indépendance n'était pas encore achevée. Les députés étaient issus, comme l'on a dit, de l'élection réalisée en 1972 dans les zones libérées, la première dans l'histoire du peuple guinéen.

Chabal affirme, tel qu'il a été dit plus haut, que Cabral concevait la réalisation d'élections et la formation d'une Assemblée Nationale avant la prise de contrôle totale de l'Etat par le parti comme une manière d'assurer la légitimité politique de cette institution et son autonomie par rapport au parti. Malgré cela, on a décidé d'analyser la Constitution de 1973 comme un dernier aspect de l'approche du PAIGC d'avant l'indépendance, et pas en tant que document expressif des gouvernements qui l'ont suivi. Cela se justifie par le contexte dans lequel cette première Loi Fondamentale fut conçue: moment décisif de la guerre, le PAIGC figurant à la direction du mouvement de libération nationale depuis 10 ans et ayant libéré une grande partie du territoire du pays, et les zones libérées étant réorganisées comme un nouvel Etat selon les principes du parti. Approuvée par des députés élus indirectement par la population dans les zones contrôlées par le parti, les idées présentes dans la Constitution sont fortement marquées par l'influence de celui-là, émanant directement de son projet.

Selon ce document¹³¹, « l'Etat se fixe comme objectif la libération complète de la Guinée et du Cap Vert du colonialisme, leur unification dans un seul Etat en accord avec la volonté populaire, et l'édification d'une société qui puisse créer les conditions politiques, économiques et culturelles nécessaires à la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes les formes de sujétion de la personne humaine aux intérêts dégradants au profit d'individus, de groupes ou de classes (art. 3). »¹³².

La Constitution établit la prééminence politique du PAIGC et souligne « le rôle important

¹³¹ Les informations et citations contenues dans cette partie sont issues de André Durieux, « La Constitution de la République de Guinée-Bissau », *Les institutions organiques de 1975 du Cap Vert et de 1973 de la Guinée-Bissau*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 1980. Il s'agit d'un résumé commenté de la Constitution. La lecture du texte originel de la Constitution (contenu dans L. T. Pereira et L. Moita, 1976, p. 164) confirme la fidélité des citations de Durieux.

¹³² A. Durieux, *idem*, p. 15

que doivent jouer au sein de l'Etat les forces populaires. » Elle affirme qu'en Guinée-Bissau « le pouvoir est exercé par les masses travailleuses liées étroitement au parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC). ». Encore dans la Section I, *Des fondements et objectifs*, Durieux cite: « La réalisation des objectifs fixés exige une mobilisation complète des masses populaires et leur large participation dans l'élaboration de la politique de l'Etat. Le parti stimule la création et le développement d'organisations de masse démocratiques.

Le PAIGC est la force politique dirigeante de la société. Il est l'expression suprême de la volonté souveraine du peuple. Il décide de l'orientation politique de la politique de l'Etat et assure sa réalisation par les moyens correspondants (art. 4 à 6). »¹³³

Dans la Section II, *Des droits, libertés et devoirs fondamentaux*, l'on trouve que « Tout citoyen a le droit de participer à la vie de l'Etat et de la société. Afin de réaliser les objectifs de la Constitution, l'Etat garantit le droit à la co-gestion, incluant le droit du citoyen de s'adresser à tous les organes de l'Etat en formulant suggestions et plaintes. Ces organes ont le devoir de les prendre en considération. »¹³⁴

Ensuite, la Section III, *L'organisation du pouvoir politique*, annonce que « Le pouvoir politique est exercé par les organes de l'Etat élus et contrôlés par le peuple et formés en accord avec sa volonté pour réaliser les objectifs de la Constitution. Les représentations populaires sont les organes suprêmes de l'Etat (art. 23). Les organes représentatifs du peuple de l'Etat de la Guinée-Bissau sont l'assemblée nationale populaire et les conseils régionaux. »¹³⁵ L'Assemblée Nationale Populaire est définie comme « l'organe suprême du pouvoir de l'Etat. Il lui appartient de voter lois et résolutions (art. 28) ». Et encore: « Elle délibère sur les questions fondamentales de politique interne et extérieure de l'Etat, et contrôle l'application de la ligne politique économique, sociale et culturelle définie par le parti. »¹³⁶ L'ANP doit se réunir, en session ordinaire, au moins une fois par an. Tout citoyen ayant 18 ans au jour des élections peut être élu, sachant qu'il échoit au parti la responsabilité de la sélection des candidats.

L'analyse des passages cités nous permet de percevoir l'identification de deux acteurs responsables de la définition des destinées de la nation, les « forces populaires » (également définies par « masses travailleuses », « peuple », « souveraineté populaire » et « citoyen », et disposant d'organes représentatifs) et le PAIGC. L'importance attribuée à la participation des « forces populaires » constitue un principe que l'on reconnaît dans d'autres documents du PAIGC, comme son programme; c'est une idée qui traverse tout son discours. En ce texte constitutionnel, ce principe

¹³³ A. Durieux, *idem.*, p. 15 et 16

¹³⁴ A. Durieux, *idem.*, p. 17

¹³⁵ A. Durieux, *op. cit.*, p. 18

¹³⁶ A. Durieux, *op. cit.*, p. 19

est réaffirmé à plusieurs reprises: « le rôle important que doivent jouer au sein de l'Etat les forces populaires. »; « le pouvoir est exercé par les masses travailleuses »; « La réalisation des objectifs fixés exige une mobilisation complète des masses populaires et leur large participation dans l'élaboration de la politique de l'Etat »; « Tout citoyen a le droit de participer à la vie de l'Etat et de la société. Afin de réaliser les objectifs de la Constitution, l'Etat garantit le droit à la co-gestion »; « Le pouvoir politique est exercé par les organes de l'Etat élus et contrôlés par le peuple et formés en accord avec sa volonté pour réaliser les objectifs de la Constitution. »¹³⁷. Quoique, encore une fois, on ne précise pas comment se déroulera concrètement cette participation (sauf pour les organes représentatifs), qui reste donc dans la sphère des principes, on note qu'il y a là une cohérence évidente avec la philosophie exprimée par le parti pendant toute la période précédant l'indépendance.

Ce qui est nouveau, dans ce texte, c'est une apparente contradiction entre le principe de la souveraineté populaire et la prééminence du parti, ce qui n'est pas, en fait, présenté comme quelque chose de contradictoire, mais comme une coïncidence, une superposition naturelle. Bref, le texte constitutionnel établit: souveraineté populaire = PAIGC. Il s'ensuit qu'il n'y aurait pas (il ne peut pas y avoir) de la participation populaire dans la vie politique hors du cadre idéologique et organisationnel du PAIGC (« le pouvoir est exercé par les masses travailleuses *liées étroitement* au parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC). ». D'après la Constitution, à la fois la participation populaire est fondamentale « dans l'élaboration de la politique de l'Etat », le pouvoir politique s'exerçant « par les organes de l'Etat élus et contrôlés par le peuple et formés en accord avec sa volonté (...) », les représentations populaires étant « les organes suprêmes de l'Etat » ET le PAIGC « est l'expression suprême de la volonté souveraine du peuple », responsable de l'orientation politique de la politique de l'Etat et de sa réalisation. Pour le dire autrement, la Constitution établit effectivement que le dernier mot appartient au PAIGC.

Cette apparente contradiction entre souveraineté populaire et prééminence du parti semble s'approfondir mais finalement se résout de la même manière dans la partie concernant l'ANP. Après être définie comme « l'organe suprême du pouvoir de l'Etat » qui « délibère sur les questions fondamentales de politique interne et extérieure de l'Etat », son pouvoir se réduit à « contrôle(r) *l'application* de la ligne politique économique, sociale et culturelle *définie par le parti* » (souligné par moi). En plus, la sélection des candidats à l'assemblée est aussi une attribution du parti. Il en reste, donc, que la prééminence politique dans l'Etat appartient au PAIGC et pas à une volonté générale issue de disputes basées sur la libre expression et participation politique populaire¹³⁸.

¹³⁷ Dans cette dernière citation il s'agit de la participation politique à travers les organes représentatifs. Mais là aussi on voit l'insistance sur le contrôle citoyen de ces organes: « élus *et contrôlés* par le peuple » (c'est moi qui souligne).

¹³⁸ La suprématie du parti à l'égard de l'ANP est confirmée dans une explication donnée par le cadre du PAIGC José

Cela conclu, pourrait-on affirmer que la Constitution est en contradiction avec les principes soutenus par le parti jusque là? Oui, d'une certaine façon. L'élément qui est au centre de cette contradiction est justement l'ascendance du parti unique sur la souveraineté populaire, malgré le discours valorisant de la participation. Quoique le programme du parti examiné plus haut ne nous fournisse pas d'informations précises sur la question de l'équilibre de pouvoir entre parti et Etat, ainsi que sur le degré de participation populaire au sein de l'Etat indépendant, l'organisation politique et administrative des zones libérées était fortement marquée par le principe de participation et d'autonomie par rapport au parti (même si l'influence politique de celui-ci était évidemment énorme). Ces mêmes principes, on l'a vu avec Chabal, ont caractérisé les élections de 1972 qui ont débouché sur la Constitution. Par ailleurs, la structure politique engendrée dans les zones libérées, qui a constitué la première forme assumée par l'« Etat » guinéen indépendant, n'est pas prévue dans la Constitution.

C'est encore une fois Patrick Chabal qui apporte une contribution intéressante à ce débat. Selon lui, comme l'on a vu, Amilcar Cabral était favorable à une séparation politique et constitutionnelle entre le parti et l'Etat après l'indépendance, raison pour laquelle le PAIGC a organisé les élections de 1972. Dans la structure de l'Etat post-colonial envisagée par Cabral, le parti devrait être responsable devant l'ANP. Chabal a raison quand il dit que l'influence de l'ANP sur un gouvernement du PAIGC dépendrait en dernière instance de la nature du rapport de pouvoir entre l'appareil partisan et sa base sociale, majoritairement rurale, ainsi que du rapport entre Etat et population. Puisque son soutien politique historique était issu des zones libérées, il serait probable (mais pas sûr) que le PAIGC serait obligé d'accepter « les règles du jeu » pour ne pas perdre sa principale source de soutien. Il continue:

One may wonder whether, despite Amilcar Cabral's good intentions and the promising start made by the organisation of local elections in 1972, the aims of revolutionary democracy (or *a linha de Cabral*, as its often called) were not inherently contradictory and whether, therefore, the structure of the post-colonial state as it emerged at independence would not inevitably lead to the problems which have now (1983) become apparent. In hindsight the questions seem fully justified. *The key issue here concerns the apparent contradictory nature of a political system in which democracy (poder popular) is considered essential while the party is given a political and constitutional supremacy*¹³⁹ (souligné par moi).

Araujo aux auteurs de *Guiné-Bissau, 3 anos de independência*. Voir Pereira et Moita, *Guiné-Bissau...*, p.30. En outre, dans le compte-rendu du Conseil Supérieur de la Lutte (CSL) au III Congrès du PAIGC en 1977, on défend l'idée selon laquelle en Guinée et Cap Vert l'Etat est né comme un *instrument au service du parti pour l'accomplissement de son programme* (c'est moi qui souligne), mais qu'il doit y avoir de la séparation entre les deux entités pour que chacune puisse bien remplir ses fonctions. "Report of the Supreme Council of the Struggle, III Congress – Independence for Unity and Development", Bissau, State Papers and Party Proceedings, Series 1, Number 3, 1978, traduction non-officielle, p. 46

¹³⁹ P. Chabal, *op. cit.*, p. 195

Pour cet auteur, donc, l'ambition politique de Cabral avait un élément de contradiction à ce niveau, mais cette contradiction reflétait son intention de créer un équilibre, même que précaire, entre parti et Etat, dans un contexte socio-historique assez défavorable à une révolution:

On the one hand, he did not believe that the peasantry was revolutionary and yet he wanted to grant them a system of political representation in which they would be the majority. On the other hand, he knew that a nationalist party led by the petty bourgeoisie could not be expected to be automatically revolutionary and yet he saw no alternative in entrusting it with the task of transforming itself into a vanguard party. To say, therefore, that Cabral's aims were contradictory is merely to recognise the reality with which he was confronted, given that there was not in Guinea what political scientists would call a revolutionary situation¹⁴⁰.

La doctrine présente dans la Constitution de la Guinée-Bissau, comme affirme Lars Rudebeck¹⁴¹, ne correspond bien sûr pas à celle de la démocratie libérale occidentale. Elle serait plutôt, pour cet auteur, une variante d'une doctrine dite Marxiste-Léniniste adoptée par de nombreux Etats à l'époque selon laquelle le parti du peuple est envisagé comme la force dirigeante de la nécessaire transformation de la société vers le socialisme et la démocratie. L'idée de séparation entre parti et Etat en Guinée-Bissau ne remettrait pas du tout en question la suprématie du parti. Chabal donne suite à cette réflexion en disant que, tout comme Julius Nyerere en Tanzanie, Cabral ne croyait pas que démocratie et suprématie du parti étaient des choses incompatibles; l'important était l'existence de démocratie à l'intérieur du parti. Les citoyens devraient être en position de l'influencer et de le contrôler démocratiquement.¹⁴²

Conclusion: le modèle de participation politique du PAIGC comme réponse à un contexte donné et condition pour la victoire du front unique et de la révolution en Guinée-Bissau

Après avoir examiné plusieurs aspects qui ont marqué la pratique politique du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert avant l'indépendance de ces pays, on peut essayer de dégager quelques conclusions concernant le sujet qui nous intéresse, voire l'approche de ce parti sur la question de la participation politique. Premièrement, il ne reste plus de doutes sur le fait que celle-ci occupait une place importante parmi les préoccupations du PAIGC. Le 'modèle de participation politique' mis en avant de manière plus ou moins organisée par ce parti et dont la systématisation est un des buts du présent travail comprend différentes actions et principes qui traduisent justement cette préoccupation. Ces actions et principes, que l'on a exposé tout au long du point 3.1., sont notamment: la conception de la libération nationale comme un but à être atteint par

¹⁴⁰ *Idem*

¹⁴¹ Cité par Chabal, *idem*, p. 128

¹⁴² *Idem*

la lutte de masses; la conception du soutien populaire au mouvement comme une condition pour le déclenchement de la lutte armée à l'intérieur du pays (impliquant dans le travail de *mobilisation politique* des paysans); l'accent sur le caractère politique de la lutte en détriment de sa dimension militaire (approche qui favorise une participation consciente des objectifs politiques plutôt que la conquête du pouvoir par la seule force des armes pouvant mener à son ultérieure militarisation et concentration); l'importance attribuée à la formation politique et technique des militants; l'exigence d'une conduite morale impeccable des militants vis-à-vis de la population; l'accent sur la participation politique des femmes; 'les quatre principes' du PAIGC (critique et autocritique, direction collective, centralisme démocratique et démocratie révolutionnaire, expressifs d'une valorisation du protagonisme de chaque militant et du souci de faire participer le plus grand nombre aux prises de décisions); les principes qui ont inspiré la manière dont les zones libérées ont été réorganisées (décentralisation et participation populaire) et, finalement, la réalisation d'élections en 1972 et les idées qui en étaient sous-jacentes (nécessité d'établir, avant la prise du pouvoir par le PAIGC, des mécanismes de contrôle populaire sur ce pouvoir).

Une question s'impose: qu'est-ce qui était derrière cet ensemble de principes et actions? La valorisation de la participation politique populaire par le PAIGC, traduite dans les aspects que l'on vient de mentionner, ne correspondait pas à une préoccupation de nature purement éthique. Dans le cadre de l'analyse que faisait Cabral sur la situation socio-économique de la Guinée-Bissau, une participation politique ample correspondait à la fois aux nécessités concrètes de la lutte de libération telle que la concevait le PAIGC, et était un préalable pour la réalisation d'un projet politique qui dépassait l'indépendance formelle.

Concernant la lutte de libération nationale, étant donnée l'absence de développement des forces productives pendant toute la période coloniale et donc d'une classe bourgeoise autochtone ainsi que d'une classe salariée significative, et constituant la petite-bourgeoisie urbaine la seule classe capable de prendre conscience de l'exploitation coloniale (vu son contact direct avec le colonisateur et les limites de son assimilation à cette 'classe') et d'hériter le pouvoir politique (puisque la seule à savoir manipuler l'appareil d'Etat), Cabral voyait la lutte anti-coloniale comme un conflit opposant la 'nation-classe' et le colonisateur. Dans ce cas, la tactique adéquate pour vaincre le colonialisme ne saurait être que le front unique (sous la direction du PAIGC, qui en ce moment revêt plutôt un caractère de *mouvement* politique). Seulement une lutte englobant toutes les couches sociales et soutenue par la majorité de la population serait capable d'expulser un colonisateur si persévérant, qui ne s'est jamais montré prêt à une issue négociée. La structure politico-administrative démocratique instaurée dans les zones libérées avant l'indépendance a

effectivement assuré le soutien populaire au PAIGC et a signifié, avec la formation intensive des cadres, un effort pour faire face à la difficile situation dans laquelle se retrouverait le pays après le départ des Portugais. Le contournement de la pénurie de l'état de sous-développement et de la tendance à la concentration du pouvoir dans les mains d'une élite politique devrait se faire avec un maximum de gens éduqués et une population auto-organisée ayant un haut degré de conscience politique.

Néanmoins, l'indépendance politique formelle n'était envisagée que comme la première étape d'une lutte plus importante, celle contre le néo-colonialisme et les rapports d'exploitation qui s'établiraient à l'intérieur du pays après l'émancipation, avec le développement des forces productives. Pour ce nouveau combat, qui opposerait les masses travailleuses rurales et urbaines contre la nouvelle classe dominante autochtone (originaire de la petite-bourgeoisie non-révolutionnaire), il faudrait se doter d'un parti révolutionnaire dirigé par une avant-garde unie et ferme idéologiquement. Appuyé sur les masses conscientes, il assurerait l'approfondissement de l'indépendance politique vers l'indépendance économique et une société égalitaire. La conscience politique de la population rurale forgée pendant l'expérience pratique de la lutte de libération nationale, surtout dans l'organisation des zones libérées, jouerait un rôle important dans cette deuxième étape de la lutte.

On s'aperçoit enfin que la conscience critique et le protagonisme politique populaire, bases du modèle de participation mis en avant par le PAIGC pendant la lutte de libération, faisaient partie d'une tactique qui, tout en essayant de contourner les conditions objectives données, était envisagée par Cabral comme la condition et pour la victoire du front unique contre le colonisateur, et pour celle de son projet politique révolutionnaire.

2.2. La participation politique dans la Guinée-Bissau indépendante

I. Le gouvernement de Luiz Cabral (1974-1980)

A) Les intentions: procéder à la 'reconstruction nationale' à travers une ample 'mobilisation populaire', visant l'indépendance économique et la fin de l'exploitation

L'indépendance politique conquise, la priorité du PAIGC devient la « reconstruction nationale », c'est-à-dire, bâtir toute l'infra-structure du nouvel Etat national selon les principes politiques établis dans la Constitution de 1973, et récupérer l'économie dans le but de surmonter le sous-développement.

Le contexte où se retrouvait la Guinée-Bissau après la guerre se caractérisait par une forte chute de la production agricole, avec des champs détruits¹⁴³ et désertés¹⁴⁴, et par une grande perte de bétail. La capitale Bissau était politiquement hostile au PAIGC¹⁴⁵. A cette situation s'ajoutait l'état de pénurie et de sous-développement qui avait marqué les siècles de colonisation portugaise.

Face à un tel contexte, le PAIGC décide de faire appel à la « mobilisation populaire » pour « les tâches de la reconstruction »¹⁴⁶.

Le gouvernement de Luiz Cabral¹⁴⁷ (président du Conseil d'Etat et chef du PAIGC en Guinée-Bissau) annonce avoir comme but majeur l'indépendance économique et la fin de toute forme d'exploitation à l'intérieur du pays. Entendant suivre le programme du PAIGC qui prévoyait le processus d'approfondissement de la révolution, les leaders, depuis peu sans Amilcar Cabral, appellent la nouvelle étape 'la période de transition'. La subordination de l'économie aux besoins de la population impliquerait en une politique dirigiste de la part de l'Etat, avec planification économique et propriété étatique des moyens de production, des ressources naturelles et des services essentiels.

Depuis le début, le PAIGC affirme vouloir profiter de l'expérience des zones libérées dans la nouvelle organisation socio-politique nationale. Cela signifierait combiner l'interventionnisme étatique dans l'économie avec une politique de décentralisation régionale et d'auto-organisation locale, qui devraient traverser pratiquement tous les domaines de la vie sociale (santé, éducation, production, etc).

Ce que le PAIGC passe alors à appeler la « mobilisation populaire pour les tâches de la reconstruction nationale » doit donc être compris aussi bien dans le cadre politique qu'économique dans lequel se trouvait le pays à la fin de la guerre. Comme on a déjà dit, l'expérience des zones libérées a constitué une pièce clé pour la victoire du mouvement de libération – la valorisation de la

¹⁴³ Le napalm avait été largement utilisé par l'armée portugaise pendant la guerre, ainsi que des herbicides, des bombes de plusieurs types et l'incendie de cultures et de villages. A partir du final des années 1960, le Portugal déclara la 'guerre totale' et décida que ses attaques aériennes ne feraient plus la distinction entre cibles civiles et militaires.

¹⁴⁴ Ceux qui se sont réfugiés dans les pays voisins, la Guinée-Conakry et le Sénégal, comptaient, à la fin de la guerre, 13% de la population totale. Cf. P. Chabal, *Party, State,...*, p. 197

¹⁴⁵ Bissau est restée pendant toute la guerre un fief du pouvoir colonial, n'étant occupée par le mouvement de libération qu'après la transmission officielle de la souveraineté. A cause des bombardements dans la campagne, des milliers de personnes se sont acheminées vers Bissau le long du conflit. La ville se retrouvait, en 1974, complètement dépendante économiquement du Portugal. Concentrant 15% de la population du pays, la capitale était devenue un annexe de la métropole. Le besoin de conquérir politiquement sa population et la tentative d'assister à ses besoins économiques insoutenables feraient de Bissau un défi politique majeur pour le nouveau gouvernement.

¹⁴⁶ Je reproduis entre guillemets les termes couramment utilisés par le PAIGC à l'époque.

¹⁴⁷ Né le 10 Avril 1931 à Bissau, le demi-frère d'Amilcar Cabral avait été, avec celui-ci, un des fondateurs et des plus importants dirigeants du parti pendant la lutte. Métissé comme Amilcar Cabral, il faisait partie du 'groupe des Cap Verdiens'. Un tel clivage entre Guinéens et Cap Verdiens, ou entre noirs et métissés, toujours féroce combattu par Amilcar Cabral, gagnerait de l'importance après l'indépendance, jusqu'à la scission du PAIGC entre PAIGC et PAICV (Parti Africain de l'Indépendance du Cap Vert), et l'abandon du projet de l'unité après le coup d'Etat de Novembre 1980. Luis Cabral décéda le 30 mai 2009 à Lisbonne.

participation politique populaire, principe soutenu et pratiqué par le parti, lui a assuré le soutien massif des populations rurales. Il s'agit donc d'un atout dont on veut naturellement profiter pour la période - qui s'annonce critique - de la reconstruction. Mais c'est aussi la situation économique extrêmement difficile du nouvel Etat qui impose un littéral partage du travail de reconstruction parmi toute la population, la contribution de tous devenant la seule manière de faire fonctionner la nouvelle structure qui doit être mise en place.

Bref, il me paraît que l'intention officielle d'encourager la participation active des citoyens dans cette nouvelle phase correspond surtout, à part la valorisation de ce principe et la place privilégiée qu'il occupait dans la 'tradition' politique du PAIGC, à un besoin structurel dans le contexte de pénurie. Le cas de la politique d'éducation en est fort emblématique.

Luisa Pereira et Luis Moita (1976, p. 118) résument les principes qui régissent la méthodologie des écoles de la Guinée-Bissau en 1976 de la manière suivante: liaison à la communauté, liaison à la production et gestion démocratique. L'intention annoncée est d'en finir avec l'éducation élitiste des temps coloniaux, marquée par la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, et de former des élèves étroitement connectés à la réalité de leur peuple¹⁴⁸. Le contact élèves-population des *tabancas* doit se faire de manière régulière. La politique de l'auto-suffisance des écoles, qui avait marqué le temps de la guerre, continue en vigueur: chaque internat a son champ agricole et ses animaux, où travaillent ensemble enseignants et élèves. Ainsi, le double objectif de l'auto-suffisance alimentaire et l'apprentissage du travail productif s'accomplit. L'absence de l'élève au travail productif a le même poids de l'absence à un cours théorique quelconque, de manière à mettre théorie et pratique sur le même pied. Dans le même sens de lier l'école à la production et la théorie à la pratique, les écoles urbaines ont des séjours prévus dans la campagne. En ce qui concerne la gestion démocratique des écoles, troisième principe souligné par Pereira et Moita, elle se fait de deux formes: le partage entre enseignants et élèves des responsabilités respectant le fonctionnement quotidien des institutions (des équipes sont organisées pour prendre en charge de manière alternée les tâches concernant tous les aspects de la vie collective, de la cuisine jusqu'au ménage et le rangement des salles de cours) et la co-gestion au niveau de la direction de l'institution, composée de manière collégiale par enseignants et élèves.

Voici donc un exemple de comment le parti compte sur la contribution de tous pour construire le système d'éducation.

Dans le domaine de la santé on met également en place de services dépendants de la participation citoyenne. Luisa Pereira et Luis Moita en définissent les grandes orientations par les

¹⁴⁸ Ces objectifs sont confirmés dans le document officiel du Commissariat d'Etat pour l'Education Nationale et la Culture "A Educação na Guiné-Bissau, 1976", *Estudos Afro-Asiaticos*, Universidade Candido Mendes, n°1, 1978

termes suivants: décentralisation des services, attention à la médecine préventive, participation des masses dans la résolution de leurs problèmes, liaison avec les organes de base du parti, formation de cadres et coopération internationale¹⁴⁹. Les difficultés matérielles déterminent le choix pour la construction de petites unités hospitalières et des 'postes sanitaires' un peu partout dans le pays en détriment de grands hôpitaux centraux. Aussi, le système de distribution de médicaments se fait à travers la 'pharmacie du village', présente dans chaque *tabanca* ou quartier de ville, sous la direction du chargé de la santé au comité de base du parti. A Bissau, les maternités fonctionnent dans des maisons sélectionnées et louées par la communauté de chaque quartier avec le financement de l'Etat. En plus des pharmacies de *tabanca*, l'organe local du parti se charge de tout ce qui est campagne d'éducation pour la santé. De fait, les comités locaux constituent l'intermédiaire entre l'Etat et la population et c'est donc eux qui assurent la mobilisation populaire nécessaire « pour les tâches de la reconstruction ».

Pour la récupération du secteur agricole, dans le but d'augmenter la production et des produits d'exportation et des cultures de subsistance, ainsi que de la diversifier, le gouvernement de Luiz Cabral annonce l'intention d'encourager des formes de travail collectif comme les coopératives de travailleurs, parmi d'autres mesures.

Dans un premier moment juste après la conquête de l'indépendance, le gouvernement du PAIGC jouit d'une forte légitimité¹⁵⁰, résultat de son succès à la direction de la lutte. Cette légitimité constitue un avantage lors de la difficile mise en place des structures du nouvel Etat, où tout est à faire et les conditions matérielles sont précaires. Comme l'on a vu, un des défis majeurs du PAIGC, selon Chabal, était de traduire son expérience rurale du temps de la lutte dans des nouvelles structures politiques capables de lier ville et campagne et d'appliquer sa ligne politique. La proximité temporelle avec la période de la guerre résulte que les structures politiques y engendrées sont encore vivantes et que la population - surtout celle issue des zones libérées – démontre un degré relativement élevé de conscience politique¹⁵¹.

Or, une analyse de la question de la participation politique dans la période post-indépendance ne saurait se passer de l'examen des rapports entre parti et Etat et parti-société. Qu'en pensait-t-il encore le gouvernement de Luiz Cabral?

¹⁴⁹ L. T. Pereira et L. Moita, *op. cit.*, p. 126

¹⁵⁰ « ..., il nous paraît indiscutable que le peuple guinéen sente le Parti comme quelque chose à lui. (...) » L. Pereira, L. Moita, *op. cit.*, p. 28. « The assumption of national power in Guinea-Bissau in late 1974 by the PAIGC - (...) - provoked genuine, widespread euphoria among most of the Guinean people. », J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1992, p. 45

¹⁵¹ Cf. témoignage de L. Pereira et L. Moita (1976): « Contrairement aux régimes anti-populaires qui se basent sur l'obscurantisme et la dépolitisation, la Guinée-Bissau possède des cadres fort politisés et un peuple ayant un degré de conscience politique relativement élevé. » (p. 24)

B) Les rapports parti-Etat et parti-société

Comme l'on a fait noter plus haut, la Constitution approuvée en 1973 lors de la déclaration unilatérale d'indépendance par le PAIGC établit la prééminence politique du parti sur les institutions représentatives (Assemblée Nationale Populaire et conseils régionaux). La 'participation populaire' dans la vie politique de l'Etat, quoique figurant comme un principe de fond pour le parti, n'a pas ses formes spécifiées dans ce document. On sait pourtant que l'intention du PAIGC à la sortie de la guerre était de la faire fonctionner au niveau local, à l'image de l'organisation des zones libérées.¹⁵²

Le document *Vencer a batalha da ideologia*¹⁵³, qui contient un rapport du secrétaire général du parti, Aristides Pereira, à la II réunion ordinaire du Conseil Supérieur de la Lutte (CSL)¹⁵⁴ du PAIGC en juin 1980, aussi bien que la résolution finale issue de cette réunion, constitue une source intéressante d'information sur la conception du rapport Parti-Etat et Parti-société soutenue par les dirigeants du PAIGC à l'époque.¹⁵⁵

Dans le rapport d'Aristides Pereira, on observe premièrement la confirmation du principe de la prééminence du parti sur l'Etat. Dans la discussion sur l'organisation du parti, Pereira aborde la nécessité de créer le Secrétariat du CSL qui, au-delà d'être un mécanisme permanent d'agglutination au niveau supra-national (Guinée-Bissau-Cap Vert), « est, sinon, également indispensable à l'exercice de la fonction d'*orientation et contrôle* que le parti doit effectivement exercer à l'égard de nos deux états en tant qu'entité dirigeante et force motrice du processus de construction de l'unité. »¹⁵⁶ (c'est moi qui souligne).

Encore sur le contrôle du parti des activités de l'Etat, Pereira affirme:

Dans la période en analyse il est aussi remarquable une plus grande affirmation du Parti en tant que force dirigeante de notre société, avec une intervention croissante des organes nationaux de direction dans les affaires étatiques. A ce propos, nous jugeons devoir souligner la pratique saine de la présentation de rapports par les départements de l'Etat aux Conseils Nationaux et les séances de travail des Comités

¹⁵² Dans son compte-rendu au III Congrès du PAIGC, le Conseil Supérieur de la Lutte affirme que la Constitution de 1973 a « préservé la nature des institutions qui existaient dans les zones libérées ». "Report of the Supreme Council of the Struggle, III Congress – Independence for Unity and Development", Bissau, State Papers and Party Proceedings, Series 1, Number 3, 1978, traduction non-officielle, p. 45

¹⁵³ Aristides Pereira, *Vencer a batalha da ideologia*, II Reuniao Ordinaria do Conselho Superior da Luta do PAIGC: Relatorio do Secretario-Geral do Partido Camarada Aristides Pereira; Resolucao Final, Bissau, Edicoes PAIGC, 1980

¹⁵⁴ Le CSL constituait théoriquement la plus haute instance de pouvoir dans le parti; les décisions du quotidien, pourtant, étaient à la charge du CEL – Conseil Exécutif de la Lutte –, qui se réunissait plus souvent.

¹⁵⁵ Pour ce qui est des idées du PAIGC sur le rapport parti-Etat pendant le gouvernement de Luiz Cabral, on conseille également la lecture du compte-rendu du CSL au III Congrès du PAIGC (1977), chapitre « The State »: "Report of the Supreme Council of the Struggle, III Congress – Independence for Unity and Development", Bissau, State Papers and Party Proceedings, Series 1, Number 3, 1978, traduction non-officielle, p. 45-52

¹⁵⁶ *Idem*, p. 8

Permanents avec les responsables de ces départements pour débattre des questions politiquement importantes liées à leurs activités.¹⁵⁷

Il est question, là, de renforcer la responsabilité de l'Etat face au parti.¹⁵⁸ Nous verrons pourtant qu'une des caractéristiques du gouvernement de Luiz Cabral a été un progressif écart des organes de l'Etat par rapport au PAIGC, avec le renforcement du pouvoir de la bureaucratie centrale et son autonomisation par rapport au parti.¹⁵⁹

Or, l'on a vu dans la partie précédente que le projet politique d'Amilcar Cabral pour la Guinée indépendante, à la base de la réalisation d'élections en 1972, était justement de rendre le parti responsable face à l'Assemblée Nationale Populaire¹⁶⁰ (dont la composition refléterait la majorité sociale paysanne), et pas le contraire, et d'établir un équilibre entre pouvoir du parti et institutions représentatives.

Dans son rapport, Aristides Pereira parle aussi de l'importance de la création d'organisations de masse de jeunes et de femmes au niveau supra-national.¹⁶¹ Dans le contexte de la reconstruction nationale, leur mission serait d'assurer l'unité politique autour de cet objectif.¹⁶² Selon lui, l'existence d'organisations fortes et profondément enracinées dans les masses populaires est une condition essentielle pour la *participation effective et consciente* de celles-ci en tant qu'*acteur du processus historique*. Seulement là seraient-elles suffisamment fortes pour devenir « l'élément de stabilité indispensable pour le succès de la mission que s'est imposé le parti », c'est-à-dire, changer les deux pays « dans le sens du progrès et de la justice. »¹⁶³ (c'est moi qui souligne).

L'examen de cette affirmation peut mieux se faire si on la divise en deux parties.

Première partie: *l'existence d'organisations fortes et profondément enracinées dans les masses populaires est une condition essentielle pour la participation effective et consciente de celles-ci en tant qu'acteur du processus historique*. Dans cette assertion, très forte d'ailleurs, on observe encore une fois l'énonciation par le parti de sa conception du processus historique comme quelque chose qui doit être protagonisée par les masses populaires organisées, les organisations de

¹⁵⁷ *Idem*, p. 9

¹⁵⁸ La même préoccupation concernant le rapport parti-Etat est exprimé dans le compte-rendu du Conseil Supérieur de la Lutte au III Congrès du PAIGC. Voir "Report of the Supreme Council...", p. 46

¹⁵⁹ Cf. J. Forrest, « Guinea-Bissau since independence: a decade of domestic power struggles », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 25, n°1, 1987, p. 97-98

¹⁶⁰ « While constitutionally and in practice the PAIGC would remain the dominant political force in Guinea-Bissau, the structure of the post-colonial state which Cabral envisaged was designed to make the party accountable to the elected NAP. That the elections took place before the PAIGC assumed complete control of the state was evidently because Cabral believed that it was the most politically efficacious manner of granting political legitimacy to an institution (NAP) which might otherwise have had little power in a one-party state. This was the outstanding feature of the Guinean state at independence. » (P. Chabal, *Party, State...*, 1983, p. 194)

¹⁶¹ Elles existaient déjà en Guinée-Bissau: Juventude Africana Amilcar Cabral (JAAC, organisation de jeunesse) et União Democrática de Mulheres (UDEMU, organisation de femmes).

¹⁶² La même idée par rapport au rôle des organisations de masse est défendue dans 'The mass organizations', in "Report of the Supreme Council...", p. 52

¹⁶³ A. Pereira, *op. cit.*, p. 13

masses pouvant et devant servir à cette fin.

Deuxième partie: *Seulement là seraient-elles suffisamment fortes pour devenir « l'élément de stabilité indispensable pour le succès de la mission que s'est imposé le parti », c'est-à-dire, changer les deux pays « dans le sens du progrès et de la justice. »* Ici, on a soudain l'impression que les masses populaires passent au fond de la scène, pour laisser l'action principale au parti. L'objectif des organisations de masses serait en fait d'assurer la stabilité au régime du PAIGC, c'est-à-dire, de fonctionner comme des appuis pour que le gouvernement puisse accomplir sa mission.¹⁶⁴ Cette seconde assertion n'est pas trop rassurante pour ce qui concerne l'autonomie politique de ces organisations. Une autre phrase ensuite le confirme:

On est obligé de constater qu'il faut, avec urgence, donner aux départements partisans spécialement chargés, au niveau national, de *l'orientation et du contrôle* de ces organisations, de la capacité – traduite en cadres et ressources compatibles avec l'importance de leur tâche.¹⁶⁵ (c'est moi qui souligne)

Il en va de même pour les syndicats¹⁶⁶, dont le rôle est défini en première place de la manière suivante:

The trade unions play a decisive role in our struggle for economic independence, by promoting discipline in labour relations, patriotic emulation at work, increases in production and productivity, and particularly by safeguarding socially-owned property.¹⁶⁷

Leur fonction de défendre les intérêts des travailleurs est aussi accompagnée de celle d'élever leur niveau politique, idéologique, culturel et professionnel, tâche à accomplir 'in close collaboration with the Party and with the State bodies'.¹⁶⁸

Avant de passer à quelques conclusions, je voudrais encore mentionner des idées, à mon avis significatives, défendues par Pereira dans son rapport aux membres du CSL.

Pas moins important pour *l'effective intervention des masses dans la gestion de leurs propres problèmes et de ceux de la société* sont les autres organisations sociales et de participation populaire. L'expérience vécue a démontré l'important rôle qu'elles peuvent jouer, dans le cadre de notre démocratie nationale révolutionnaire.¹⁶⁹ (c'est moi qui souligne)

¹⁶⁴ Dans le compte-rendu du CSL au III Congrès du PAIGC, l'idée que 'the mass organizations give valuable assistance to the Party' apparaît dans le cadre d'une relation dialectique entre parti et masses populaires rendue possible grâce à l'action des organisations de masses: 'It is through them that the Party strengthens its links with the mass of the people, whose feelings and problems it must know if it is to develop its activity to the full. These organizations also have an important role in the educational process through which our Party seeks to create 'the New Man'.' "Report of the Supreme Council..." , p. 52

¹⁶⁵ *Idem*, p. 14. La relation parti-organisations de masses est résumée dans le compte-rendu de 1977: « organic independence and autonomy of the organisation, and political leadership and control by the Party. » , "Report of the Supreme Council..." , p. 52

¹⁶⁶ Dont le plus important était l'Uniao Nacional dos Trabalhadores da Guiné (UNTG).

¹⁶⁷ « Report of the Supreme Council... » , p. 53

¹⁶⁸ *Idem*, p. 54

¹⁶⁹ A. Pereira, *op. cit.*, p. 14

Ici on parle de commissions d'habitants, caractérisées comme cellules de base de 'pouvoir populaire', destinées à rendre effective la participation des populations dans la résolution de leurs problèmes quotidiens. On donne comme référence les comités de *tabanca* du parti, qui avaient exercé pendant la lutte un pouvoir d'administration locale. Aussi les milices populaires sont citées, « institution de passé glorieux dans notre lutte et qui est destinée à jouer un rôle décisif dans la mobilisation de notre peuple pour la défense de ses conquêtes. » (p.14)

Ce document nous fournit donc plus d'informations sur l'idée qu'a le PAIGC en ce moment de la participation politiques des masses. Le vide que l'on a remarqué dans le texte de la Constitution est ici comblé: la participation populaire doit se faire au niveau des organisations de masses, des syndicats et dans les commissions d'habitants (de quartier ou de village). Pereira leur attribue deux rôles principaux: 1) assurer la cohésion populaire autour du PAIGC pour la réussite de la reconstruction nationale et 2) permettre aux masses de résoudre leurs problèmes quotidiens.

Un autre aspect remarquable de ce document est l'utilisation fréquente et alternée de deux termes: *participation* et *contrôle* (tel que l'on a souligné dans les différentes phrases)¹⁷⁰.

L'examen du document en question, combiné avec nos réflexions antérieures, nous permet d'esquisser les conclusions suivantes:

- 1) Dans le cadre aussi bien de la place que ce principe occupe historiquement dans la tradition politique du PAIGC que du contexte de pénurie dans lequel doit se construire le nouvel Etat guinéen, la participation politique populaire est abordée comme quelque chose de désirée par le gouvernement de Luiz Cabral.
- 2) Cette participation politique, d'après ce que l'on a pu noter jusque-là, se fait plutôt au niveau du parti (organisations de masses, syndicats, comités locaux) que de l'Etat.
- 3) La forme de participation prévue par le PAIGC pour son régime politique n'est pas n'importe laquelle, mais celle encadrée dans les structures organisées par le parti et en accord avec la ligne idéologique officielle¹⁷¹.
- 4) La seule forme de militantisme prévue par le parti pouvant jouir d'une certaine autonomie est celle qui se rapporte à la résolution de problèmes assez concrets de la vie quotidienne de la population, au niveau donc du quartier et du village.

Ces conclusions sont provisoires et se basent sur le discours des membres du gouvernement

¹⁷⁰ Cette observation est en conformité avec l'analyse que L. Pereira et L. Moita ont fait de l'action du PAIGC en 1976, selon laquelle il y a une 'oscillation entre le dirigisme et la démocratie de base'. L. Pereira et L. Moita, *op. cit.*, p. 28

¹⁷¹ Cela est d'autant plus vrai qu'à la page neuf Aristides Pereira parle de « l'identification et du dévoilement d'un groupe fractionniste trotskiste infiltré dans le parti ».

de Luiz Cabral. Tout en restant au niveau du discours, on passe maintenant à l'examen d'autres aspects de cette période qui illustrent comment la question de la participation politique populaire a été traitée.

C) La formation politique

Bientôt le PAIGC se rend compte que l'éducation et la formation politique aussi bien de la population que des militants dans les principes du parti revêtent une importance au moins aussi grande dans la période post-indépendance, pour l'effort de reconstruction, que pour la conquête de l'indépendance. *On observe donc une continuité en ce qui concerne la mise d'accent sur l'éducation et la formation politique*, qui doivent désormais être promues simultanément par le système d'éducation formel, les organisations de masses, les organes de base du parti et les moyens de communication de l'Etat et du parti.¹⁷²

On a déjà évoqué l'orientation générale du gouvernement de Cabral à l'égard de l'éducation. Je voudrais pourtant encore faire référence à un projet spécifique qui me paraît pertinent pour notre discussion: celui de l'éducation pour adultes et de la suppression de l'analphabétisme. La population guinéenne étant majoritairement illettrée, le ministère de l'éducation nationale crée un Département pour l'Education des Adultes, pour lequel il sollicite la contribution du pédagogue brésilien Paulo Freire. Celui-ci était l'auteur d'une méthode éducative pour adultes issus de milieux pauvres nommée 'Pédagogie de l'Opprimé', qui prônait un apprentissage basé sur le vécu quotidien (la réalité sociale) de l'élève, vers une prise de conscience sur sa condition d'opprimé, ainsi qu'un rapport d'égalité, d'échanges et de co-responsabilité entre enseignants et élèves. Il s'agissait donc d'une conception qui visait, à travers le processus d'apprentissage et notamment de l'alphabétisation, rendre élèves et enseignants des sujets actifs, critiques et engagés dans la lutte politique pour la transformation de la réalité sociale. Dans le même sens, le Commissariat d'Etat pour l'Education affirme, dans un document officiel de 1976¹⁷³, que la population de Guinée-Bissau doit prendre en charge son destin et devenir protagoniste de sa propre histoire. L'alphabétisation y est conçue comme un instrument dont la population va s'utiliser pour transformer son pays (cette idée est exprimée telle quelle dans ledit document). C'est encore le Commissariat, dans ce même document, qui nous apprend qu'en l'année en question, les ressources destinées à l'éducation correspondaient à 18% du budget de l'Etat.

¹⁷² Une longue réaffirmation de l'importance de la formation politique des militants en cohérence avec les principes de Cabral se trouve dans le compte-rendu du CSL de 1977. « Report of the Supreme Council... », p. 58-59

¹⁷³ Commissariado de Estado da Educação Nacional e Cultura da Republica de Guiné-Bissau, "A Educação na Guiné-Bissau, 1976", *Estudos Afro-Asiaticos*, Universidade Candido Mendes, n°1, 1978

Je pense que ces informations fournissent de nouveaux éléments pour le débat sur la conception de la participation politique pendant le premier gouvernement du PAIGC. La valorisation de l'éducation, la mise d'accent constante sur la nécessité d'élever le 'niveau culturel' de la population et le choix d'une méthode pédagogique vouée à l'émancipation individuelle et collective à travers l'acquisition d'un regard critique sur la réalité constituent, selon moi, un élément de continuité par rapport à la philosophie du parti d'avant l'indépendance.

On passe maintenant à la question de l'information dans le gouvernement de Luiz Cabral. Dans une conférence promue par le Commissariat d'Etat pour l'Information et la Culture en mars 1979¹⁷⁴, Mario de Andrade cite des discours du président Luiz Cabral dans lesquels celui-ci souligne l'importance de la politique d'information du parti et de l'Etat pour la formation politique et civique des citoyens, ainsi que pour la formation de 'l'homme nouveau'. Mario de Andrade, commissaire d'Etat pour l'Information et la Culture, va encore plus loin: pour lui, les moyens de communication ont, dans tout le Tiers Monde et dans la Guinée-Bissau spécialement, la fonction de, au-delà de diffuser l'information,

participer et faire participer les hommes et les peuples dans la bataille pour le droit à l'indépendance aux niveaux politique et économique, dans la bataille pour le développement. Par-delà le fait (ni simple, ni innocent d'ailleurs) de transmettre des nouvelles, il s'agit de façonner, d'intervenir dans la formation des hommes, dans la perspective de la reconstruction nationale et du développement harmonieux. (p. 35; c'est moi qui souligne)

Luiz Cabral, dans son discours d'ouverture de la seconde séance de l'ANP, défend l'idée selon laquelle le peuple doit être au courant de tout ce qui se passe dans le pays, où qu'il se retrouve, et aussi de tout ce qu'il se passe dans le monde,

(...) Pour qu'il surgisse ce militant nouveau, chaque jour plus avancé (sic), que l'on prétend faire, former, pour la réalisation intégrale des principes de notre Parti, et du rêve, du message que le camarade Amilcar Cabral nous a laissé.¹⁷⁵

Dans cette même conférence du Commissariat d'Etat pour l'Information et la Culture, Mario de Andrade récapitule la trajectoire du journal *Nô Pintcha*, premier organe écrit d'information de l'Etat de Guinée-Bissau. Selon lui, la période la plus riche du journal avait été celle des années 1975-1976, où une grande importance était attribuée à la participation des lecteurs dans les débats d'intérêt publique. La 'proximité populaire', d'après lui, influençait nettement « l'atmosphère de combativité et d'intervention critique que le journal donne à voir en 1975 et 1976 ».¹⁷⁶ Le journal enquête l'opinion de personnes de différents milieux sociaux aussi bien sur des questions concrètes

¹⁷⁴ M. de Andrade, *Reflexões sobre a política nacional de informação*, Bissau, Edições Nô Pintcha, 1979

¹⁷⁵ *Idem*, p. 27

¹⁷⁶ *Idem*, p. 19

du quotidien et des sujets polémiques, que sur les thèmes d'intérêt national¹⁷⁷.

Dans la conclusion de son intervention, Mario de Andrade résume ainsi ses idées:

Nous considérons les organes d'information comme un puissant *facteur de mobilisation des masses populaires* et continuons à lutter pour un *journalisme d'intervention et de participation*. En donnant la parole aux populations, en leur sollicitant constamment la collaboration et en créant les conditions pour qu'elles soient aussi productrices des émissions radiophoniques, par exemple, en utilisant enfin la *critique constructive comme arme de mutation révolutionnaire*, nous pensons que nous sommes dans la bonne voie d'une pratique démocratique de l'information.¹⁷⁸ (c'est moi qui souligne)

L'examen de ces interventions nous permet d'observer que l'information gagne le sens, dans la conception des cadres du gouvernement, de formation politique de la population. Quoiqu'il s'agisse d'une formation politique au sens large du terme, il est possible d'en dégager deux éléments principaux - ou, si l'on veut, dégager les deux rôles qui sont attribués, par le discours officiel, à la politique d'information: premièrement, celle-ci doit contribuer à la formation d'individus critiques et actifs politiquement, et leur encourager à participer aux débats d'intérêt public (*facteur de mobilisation des masses populaires*, selon Andrade). Cette idée est bien exprimée dans la dernière intervention de Andrade (la dernière citation). En seconde place, l'information est responsable de façonner les consciences politiques dans le sens désiré par le parti, vers la création de ce que l'on conçoit par l'"homme nouveau" (*intervenir dans la formation des hommes*, comme l'on a vu plus haut). Il y a là, donc, l'indication d'un double objectif, bien exprimé par Andrade par les expressions *participer et faire participer les hommes et journalisme d'intervention et de participation* (c'est-à-dire, qui à la fois intervient dans la formation des hommes et les incite à participer). Pour le dire autrement, dans la Guinée-Bissau du PAIGC l'information a pour rôle à la fois de *créer* les hommes et de les *faire créer*.

S'agit-il d'une conception contradictoire? Dans quelle mesure pourrait-il y avoir une vraie liberté de création et de critique si celle-là devrait être exercée dans les principes qui sont ceux du parti, ou si l'individu critique est celui dont la mentalité a été façonnée par l'idéologie du parti? Ce sont des questions qui se posent forcément, mais dont la réponse n'est pas indispensable en ce moment.

Ce que ces documents nous permettent de conclure, c'est 1) une conception et de l'éducation et de l'information comme des moyens de forger des citoyens critiques et participatifs; 2) sous-jacente à la notion de 'citoyen critique' ou de 'l'homme nouveau' il paraît y avoir surtout l'adhérence à l'idéologie du parti-Etat et la contribution pour la réalisation de son projet de reconstruction

¹⁷⁷ Voici quelques questions posées par le journal à ses lecteurs: « Y-a-t-il des conditions pour la pratique des sports? », « Que pensez-vous de la nouvelle année scolaire? », « Y-a-t-il une musique propre à notre terre? », « Êtes-vous satisfait avec les Magasins du Peuple? », « Trouvez-vous la vie chère? » (de Andrade, 1979, p. 20)

¹⁷⁸ *Idem*, p. 39

nationale.

D) Le gouvernement de Luiz Cabral par-delà les intentions annoncées: les bilans

Jusqu'ici, on a travaillé avec des documents officiels du gouvernement Cabral et avec ses projets pour la Guinée-Bissau indépendante. Il faudra désormais passer à l'analyse de ce qui s'est vraiment passé, et on le fera à travers l'étude des bilans réalisés par différents auteurs, pour finalement obtenir un panorama plus complet de comment la question de la participation politique y a été vécue.

Le premier élément de bilan autour duquel existe un consensus parmi des nombreux auteurs, dont Patrick Chabal¹⁷⁹, Joshua Forrest¹⁸⁰ et Carlos Lopes¹⁸¹, porte sur la distance entre le discours et la pratique du gouvernement à l'égard de la priorité accordée à la campagne¹⁸². Cet élément me paraît assez significatif, vu que la grande majorité de la population guinéenne s'y trouvait et que le mouvement de libération y avait sa base sociale fondamentale. Ces faits font que la question de la priorité à la campagne et à l'agriculture, au départ de nature économique, devienne une question essentiellement politique. L'intention de former des coopératives de production et de moderniser l'agriculture n'avait pas abouti, ayant la production agricole même chuté à partir de 1977¹⁸³. Le fiasco de la politique agraire a été accompagné par le fait que les leaders du parti se sont effectivement concentrés à Bissau¹⁸⁴, pris par la grande demande de cadres qualifiés dans l'administration centrale, par la nécessité de gagner les secteurs urbains qui étaient restés sous contrôle portugais pendant la guerre, et attirés par les bénéfices matériels de cet espace.¹⁸⁵ Le résultat, selon Forrest, a été « a growing lack of contact between cadres and the general populace, a rapid decline of grass-roots mobilisation activities, and a physical and institutional distancing of the

¹⁷⁹ P. Chabal, « Party, State... »

¹⁸⁰ J. Forrest, *op. cit.* Une bonne partie des idées défendues par Joshua Forrest dans cet article se basent sur des interviews réalisées par l'auteur en Guinée-Bissau.

¹⁸¹ C. Lopes, *Guinea-Bissau: From liberation struggle to independent statehood*, traduction de Michael Wolfers, Boulder, Colorado, Westview Press/ London and New Jersey, Zed Books, 1987

¹⁸² Le programme du PAIGC depuis l'époque d'Amílcar Cabral prônait une politique de développement basée sur le développement de l'agriculture, afin de poursuivre l'indépendance économique. Le III^e Congrès du parti en 1977 a confirmé l'intention d'investir prioritairement dans le secteur agricole et d'orienter la politique industrielle aux besoins de celui-là. Néanmoins, plusieurs raisons, dont le manque d'études scientifiques, de personnel qualifié et de coordination à l'intérieur de l'Etat, ainsi que les pressions des créanciers étrangers et de la petite bourgeoisie bureaucratique de Bissau pour des investissements dans l'industrie ont fait que la politique agraire du gouvernement Cabral soit une catastrophe, et qu'en 1980 le pays n'ait même pas atteint l'autosuffisance alimentaire. Pour une critique de la politique économique agricole du gouvernement du PAIGC, voir Rosemary Galli, "The political economy of Guinea Bissau: Second Thoughts", *Africa: Journal of The International African Institute*, vol. 59, n° 3, 1989, p. 371-380

¹⁸³ Cf. P. Chabal, *op. cit.*, p. 199

¹⁸⁴ Cf. J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1992, p. 46

¹⁸⁵ Cf. P. Chabal, *op. cit.*, p. 198

Party from the peasantry. »¹⁸⁶ L'absence de canaux de communication entre paysans et gouvernement¹⁸⁷ a fait que la croissante insatisfaction des premiers avec la politique agricole officielle¹⁸⁸ ait contribué à la configuration de l'atmosphère politique propice au coup d'Etat de novembre 1980.

Une autre caractéristique du gouvernement Cabral que l'on a déjà mentionné brièvement fut l'affaiblissement du parti par rapport à l'Etat. Malgré l'intention de départ du PAIGC d'exercer un contrôle total sur les activités du gouvernement en formation (la plupart des Commissaires d'Etat – c'est-à-dire, des ministres – était des hauts dirigeants du PAIGC, et des comités de secteur ont été créés dans le but de superviser les activités des Commissariats, fonctionnant donc comme des unités administratives parti-gouvernement), les Commissariats sont progressivement devenus des enclaves de pouvoir bureaucratique autonomes, voués à consolider leur autorité¹⁸⁹ et à attirer de manière individuelle des ressources financières étrangères.¹⁹⁰ L'obtention de financement auprès des agences de développement était, selon Forrest, cruciale pour l'établissement de pouvoir administratif par les ministres, puisqu'elle leur permettait de distribuer des postes et des salaires de manière patrimonialiste, renforçant ainsi la loyauté intra-départementale.¹⁹¹ J. Forrest cite également l'expansion de la bureaucratie d'Etat (multiplication de Commissariats et de départements à l'intérieur des Commissariats), qui n'était pas accompagnée de plus d'efficacité étatique (achèvement de projets).¹⁹²

Notamment, l'obtention de ressources monétaires venues de l'extérieur apportait aussi bien de l'indépendance économique que du pouvoir bureaucratique aux ministres, leur permettant de s'isoler et du parti et des autres ministères. A cela contribuait le fait qu'une grande partie des fonctionnaires à Bissau avait été formé par le gouvernement colonial, et n'était ni membre ni

¹⁸⁶ J. Forrest, « Guinea-Bissau since independence... », p. 100.

¹⁸⁷ J. Forrest utilise le terme « de-linkage » pour exprimer ce processus: la période post-coloniale aurait été marquée par « a widening 'de-linkage' of the leadership from the ordinary citizenry ». J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict...*

¹⁸⁸ Le mécontentement des paysans se devait, parmi d'autres raisons, à l'instauration d'impôts aux niveau national à partir de 1977, aux politiques agraires décevantes, au monopole étatique du commerce agricole, à la disparité des bénéfices accordés à Bissau et à la campagne et à la disparité dans la distribution du riz importé après la sécheresse de 1977-1979. Le sentiment de négligence par rapport à la campagne y était assez répandu.

¹⁸⁹ Cf. Forrest, *op. cit.*, p. 45

¹⁹⁰ Cf. Forrest, « Guinea-Bissau since independence... », p. 98

¹⁹¹ *Idem.* Dans *Guinea-Bissau: Power, Conflict...*, Forrest ajoute: « Patron-client ties were developed between party leaders and their extended families, personal friends, ethnic group members and lower-level party men as a means of building trustworthy personal support on which to base their intra-party drives for power. Officials realized that if they were to augment their power and their control over bureaucratic resources or even simply to remain in their positions, they would have to rely on these informal sectarian groups, as no meritocratic rules existed to facilitate a more procedural method of gaining upward mobility. » (p. 55).

Carlos Lopes, à son tour, parle de la difficulté des militants de la deuxième génération du PAIGC (ceux d'origine paysanne), catapultés de la lutte dans la campagne à des postes de prestige dans le gouvernement, de concilier et de distinguer pouvoir et politique publique, parti et Etat, exposés aussi à l'influence de la mentalité de la petite bourgeoisie bureaucratique de Bissau. C. Lopes, *Guinea-Bissau: From liberation struggle...*, p. 128

¹⁹² J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict...*, p. 49

sympathisant du PAIGC. C'est ainsi que « an increasing functional and organisation separation between the Party and the Government ensued, with the Ministries expanding their bueraucratic hegemony and control over the nation's wealth. »¹⁹³

Joshua Forrest mentionne encore l'expansion de la corruption à l'intérieur de l'appareil d'Etat vers la fin des années 1970 comme une illustration du progressif écart entre les activités des fonctionnaires et les intérêts des citoyens ordinaires. Entre 1977 et 1980 quelques dizaines de fonctionnaires auraient été délogées de leurs postes ou même arrêtées pour des activités illégales telles que la vente de marchandise de l'Etat à des marchands locaux, commerce illégal en général et transfert d'argent public vers des comptes privés à l'étranger.¹⁹⁴

Pour Carlos Lopes, auteur guinéen qui s'intéresse à la question nationale et à la formation de l'Etat en Guinée-Bissau, la concentration des cadres du PAIGC dans l'appareil d'Etat, accompagnée de la détérioration du débat politique à l'intérieur du parti ont contribué à la 'prédominance de l'Etat'. Le domaine où cela se faisait le plus évident était, selon lui, celui de la sécurité: la police échappait complètement au contrôle partisan, étant gérée de manière autonome et individuelle par des leaders du gouvernement.¹⁹⁵

En ce qui concerne la relation parti-société, on a remarqué antérieurement que la seule forme de participation politique prévue par le PAIGC était celle qui se faisait dans les instances mises en place par le parti lui-même (comités de base, organisations de masses, syndicats) et qui fonctionnaient de fait comme des points d'appui de celui-là au sein de la population. Ces instances dites de participation populaire s'occupaient de la propagande du parti et du gouvernement, de l'éducation politique des masses et de l'encouragement à la participation aux tâches de la reconstruction nationale. A leur tour, manquant d'attention de la part des dirigeants et de mécanismes de liaison avec le pouvoir central à Bissau, les instances politiques de base héritées des zones libérées (comités de village et de secteur) n'ont pas fonctionné de manière adéquate après l'indépendance. Bref, dans la mesure où elles ne constituaient pas des arènes de dispute politique et ne jouissaient ni d'autonomie idéologique ni d'accès au pouvoir central, les instances censées d'encadrer la participation populaire n'ont pas constituées, dans le gouvernement de Luiz Cabral, des canaux de communication entre parti et société.

L'idée de 'de-linkage' employée par Forrest pour caractériser le rapport entre Etat et population en Guinée-Bissau dans la période 1974-1980 se serait manifestée à travers les phénomènes suivants: la croissance d'une bureaucratie inefficace, des élections contrôlées par le parti, des structures hiérarchiques aussi bien dans le parti que dans le gouvernement, le faible

¹⁹³ J. Forrest, « Guinea-Bissau since independence... », p. 98

¹⁹⁴ J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict,...*, p. 54

¹⁹⁵ C. Lopes, *op. cit.*, p. 128

soutien aux comités de village et aux organisations de masses, et une police nationale active.¹⁹⁶

Pour conclure, ces premiers aspects de bilan du gouvernement Cabral indiquent un éloignement progressif entre aussi bien le PAIGC et la population (processus de 'de-linkage' selon Forrest), qu'entre le gouvernement et la société (manque d'*accountability*)¹⁹⁷ et finalement aussi entre le PAIGC et le gouvernement.

Un autre aspect du bilan politique qui me paraît important d'être mentionné regarde ce que Forrest nomme les croissantes divisions ethniques, responsables pour le renforcement de la tension politique au niveau national. Selon cet auteur, la guerre, au contraire de ce qu'avait cru Amilcar Cabral, n'avait pas été capable d'éliminer l'hostilité entre les membres de l'ethnie Balanta et les Cap Verdiens¹⁹⁸. Cette hostilité avait son origine dans la période coloniale, pendant laquelle les Cap Verdiens, différemment des Guinéens, avaient reçu le statut de *civilizados* et accédaient ainsi au système d'éducation formel. Cela leur permettait, par conséquent, d'occuper la plupart des postes dans l'administration coloniale en Guinée-Bissau, ce qui a fait qu'ils soient regardés par quelques Guinéens comme les agents de l'exploitation coloniale. Par ailleurs, les Cap Verdiens étaient majoritaires dans la direction du parti.¹⁹⁹ Vers 1980, très peu parmi les Balanta avaient des postes importants soit dans le parti, soit dans le gouvernement ou l'Armée, malgré leur rôle central dans la lutte de libération. Ce déséquilibre ethnique au pouvoir a fort contribué au développement des conditions politiques pour le coup d'Etat. Forrest ajoute que la frustration était aussi présente parmi d'autres groupes ethniques, pour qui la distribution des postes après l'indépendance n'avait pas été juste non plus.

De fait, la question complexe de savoir quelle forme allait prendre l'Etat guinéen après l'indépendance n'avait pas été pensée à fond ni par Amilcar Cabral, ni par le parti après sa mort²⁰⁰. L'ignorance des cadres du PAIGC dans le domaine de l'administration étatique et l'impossibilité de réformer l'appareil d'Etat d'un seul coup les ont obligé à partir du cadre administratif et juridique existant, c'est-à-dire, celui de l'Etat colonial. Or, pour Carlos Lopes, celui-là était notamment et surtout un *appareil tributaire de la logique coloniale*, ce qui faisait que sa structure en marche influençait par elle-même la politique, ou le contenu idéologique de la politique appliquée par le

¹⁹⁶ J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict...*, p. 47

¹⁹⁷ Cf. J. Forrest, *idem*, p. 45

¹⁹⁸ Chabal en a un avis tout à fait différent: selon lui, une des réussites du PAIGC pendant la guerre avait été la cohésion créée et préservée entre Cap Verdiens et Guinéens, recrues ruraux de différentes origines ethniques et activistes issus aussi bien de la classe moyenne urbaine que de la classe ouvrière. P. Chabal, *Party, State...*, p. 191

¹⁹⁹ En 1976, la plus haute instance politique du PAIGC – la Commission Permanente du Comité Exécutif de la Lutte – était composée de sept membres, dont trois Cap Verdiens et deux Guinéens d'origine cap verdienne. Cf. J. Forrest, *op. cit.*, p. 56

²⁰⁰ Cf. C. Lopes, *op. cit.*, p. 81 et J. Forrest, *op. cit.*, p. 46

PAIGC. En plus de cela, et plus grave: cette situation a mis le PAIGC dans une position de forte dépendance de la bureaucratie de l'Etat colonial, qui n'était pas forcément sympathisante du parti.²⁰¹ Carlos Lopes relate que la petite bourgeoisie bureaucratique a pu effectivement prendre contrôle de l'appareil d'Etat malgré le PAIGC.²⁰² Contrôlant concrètement l'application des politiques publiques et n'ayant pas *commis suicide*, la petite bourgeoisie a non seulement influencé la 'performance' du gouvernement du PAIGC (dans le sens de la non-application de son programme), mais fut aussi capable d'imposer ses valeurs culturelles et politiques, voire d'exercer l'hégémonie idéologique dans la société.²⁰³ Or, les cadres du PAIGC ne se sont pas réduits à des victimes de cette situation: d'après Lopes, les militants issus du milieu urbain petit bourgeois, retournant victorieux après plus de dix ans de lutte et de sacrifices dans la campagne, se sont réadaptés à leur ancien style de vie, au confort 'mérité', entraînant enfin une relation de complicité de classe avec la petite bourgeoisie hostile au PAIGC. Ainsi, cette configuration sociale et politique serait à l'origine de l'érosion des valeurs du mouvement de libération et de la non-application du projet politico-économique du PAIGC pendant les premières années de l'indépendance²⁰⁴.

C'est toujours Lopes qui souligne, dans son analyse du gouvernement du PAIGC jusqu'à 1987, l'incohérence globale de celui-ci par rapport à son discours et à son programme. La progressive centralisation du pouvoir depuis 1974 en serait la meilleure preuve.²⁰⁵ Les deux dernières années du gouvernement de Luiz Cabral auraient été marquées par la répression de l'opposition politique aussi bien à l'extérieur du parti qu'à son intérieur. Un exemple de comment les dirigeants du PAIGC s'étaient éloignés de leur base sociale serait le fait qu'entre 1977 et 1979 la seule activité publique organisée par celui-ci fut la commémoration des 20 ans du massacre de Pidjiguiti.²⁰⁶

Mais qu'en était-il de la vie à l'intérieur du PAIGC pendant ces années? La difficulté d'y voir

²⁰¹ Forrest définit les pratiques qui ont caractérisé l'administration coloniale comme « corruption, departmental growth, and a strict hierarchical chain of command ». J. Forrest, *idem*.

²⁰² Une telle situation avait été prévue par Amílcar Cabral, qui répondait à ce souci par les politiques d'éducation et de formation mises en place par le parti pendant la lutte. La petite bourgeoisie, seule classe capable de manipuler l'appareil d'Etat après la décolonisation, serait en ce moment confrontée à deux options: ou bien suivre le chemin de la plupart des pays africains indépendants, c'est-à-dire, devenir la classe dominante (bourgeoise même) d'un pays submergé dans des rapports néo-coloniaux, ou bien *commettre suicide* en tant que classe, voire se défaire de sa mentalité petite-bourgeoise pour incarner les intérêts des masses travailleuses du pays et assurer l'approfondissement de la révolution sociale. Vue l'improbabilité de l'hypothèse du *suicide de classe*, le combat révolutionnaire devrait, selon Cabral, être mené par un mouvement de libération qui devrait devenir de plus en plus *parti*, révolutionnaire, cohésif et doté d'une direction ferme idéologiquement. Voir A. Cabral, « A arma da teoria », *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p. 212.

²⁰³ Lopes rappelle que cette couche sociale monopolisait les capacités techniques et scientifiques qui lui permettaient d'avoir accès à toute information, ainsi que *le contrôle des stratégies de développement*, élément crucial pour le succès du projet du PAIGC. Voir C. Lopes, *op. cit.*, p. 123.

²⁰⁴ Cf. C. Lopes, *op. cit.*, p. 90.

²⁰⁵ *Idem*, p. 120. Selon lui, la concentration de pouvoir est synonyme de méfiance, de manque de cohésion politique et d'unité idéologique au sein du parti.

²⁰⁶ *Idem*, p. 128.

clair s'explique justement par une certaine oblitération du parti derrière l'Etat, celui-là ayant eu beaucoup de mal à trouver sa place et à évoluer à côté de ce dernier.²⁰⁷ Lopes souligne l'indéfinition des structures partisans dans un contexte de forte augmentation du nombre d'adhérents, ce qu'il considère un problème central. Le dirigisme l'aurait progressivement emporté par rapport à la démocratie de base dans ses instances – on rappelle qu'à partir de 1976 dans la plupart des comités, surtout à Bissau, les membres étaient nommés, et pas élus²⁰⁸. Cet auteur (mais pas seulement lui) insiste aussi sur la question de la fragilité idéologique des militants du PAIGC, qui s'est révélée avec la transformation totale de contexte après la conquête de l'indépendance, et a été à l'origine de nombre de problèmes.²⁰⁹ Par exemple, le concept de 'démocratie nationale révolutionnaire', utilisé par le parti pour définir le régime politique en construction, était assez vague et coexistait avec plein d'autres idées contradictoires portées par les militants. La fragilité idéologique accompagnée de pragmatisme excessif, le manque de cohérence politique, de discipline et d'organisation à l'intérieur du PAIGC ont été, selon Lopes, responsables de la démobilisation politique qui a suivie l'indépendance.²¹⁰

Le gouvernement de Luiz Cabral a été brusquement interrompu le 14 novembre 1980 par un coup d'Etat militaire dirigé par Joao Bernardo Vieira, lui aussi membre du PAIGC et héros de l'indépendance, au nom de la fidélité à la *linha de Cabral* (la ligne politique de Cabral).

Conclusion: La préservation du modèle de participation politique du PAIGC au niveau du discours et sa non-reproduction dans la réalité

La bibliographie nous montre, enfin, que le premier gouvernement de la Guinée-Bissau indépendante, malgré un discours fort valorisant de la participation politique populaire (et donc cohérent avec la philosophie et la pratique du PAIGC du temps de la lutte), n'a pas réussi ni à mettre en oeuvre un régime où celle-ci pourrait jouer un vrai rôle, ni même à lancer les bases d'un régime politique doté de mécanismes de résolution de conflits et d'un degré significatif d'*accountability*. La

²⁰⁷ *Idem*, p. 132. Dans la page 143, l'auteur rajoute: « Under Luiz Cabral's regime theoretical discussion of the kind of state the party should build had no outlet; the state almost entirely ceased to be subject to party instructions. »

²⁰⁸ Cf. L. Pereira et L. Moita, *op. cit.* En outre, Forrest fait remarquer que le vrai pouvoir de décision dans le parti était assez concentré dans les mains des 8 membres de la Commission Permanente, la seule instance qui se réunissait quotidiennement.

²⁰⁹ J. Forrest relate que peu de membres du PAIGC avaient étudié à fond l'oeuvre de Cabral et intériorisé ses idées. J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, conflict,...*, p. 46

²¹⁰ Je voudrais observer que je n'ai pas trouvé d'information dans la bibliographie concernant la mise en place réelle des projets d'éducation dont on a parlé dans la partie antérieure, ni sur la situation des moyens de communication pendant la période 1974-1994. Pourtant, les données sur les autres domaines de la vie sociale et politique nous permettent d'imaginer que, au moins à partir des dernières années de la décennie 1970, la liberté d'expression dans la presse a été progressivement réduite.

participation populaire désirée par le parti concernait la résolution des problèmes concrets de la vie quotidienne au niveau local, mais pas les grands débats qui pourraient remettre en question le modèle politico-économique prôné par le PAIGC. La participation aux organisations de masses et syndicats – encouragée dans les discours des membres du gouvernement et du parti – avait comme but principal de construire une cohésion sociale autour de l'effort de reconstruction nationale tel qu'elle était conçue par le PAIGC, toute tentative de remise en cause de sa ligne politique étant vouée à l'exclusion. Les instances administratives de fonctionnement plus horizontal (c'est-à-dire, plus participatives) qui avaient marquée l'expérience des zones libérées n'ont pas été reproduites après l'indépendance, malgré l'intention en contraire annoncée. L'Assemblée Nationale Populaire, organe de la démocratie représentative du régime qui devrait, selon le projet d'Amilcar Cabral, signifier davantage de contrôle populaire sur le parti, a joué entre 1974 et 1980 un rôle surtout symbolique, visant à la légitimation du gouvernement du PAIGC.²¹¹ Le fait qu'elle se soit réunie très rarement²¹² et seulement pour donner des avis favorables aux décisions prises par le parti le prouve. Même l'idée-clé de décentraliser l'administration dans le but de permettre plus d'autonomie aux régions était en contradiction avec le fait que le président du Conseil d'Etat régional était nommé par le gouvernement. Tout cela a été favorisé, comme l'on a vu, par un processus de corrosion des principes idéologiques du mouvement de libération à partir de la prise du pouvoir, lié à sa dépendance de la petite bourgeoisie devenue toute-puissante au sein de l'administration publique, et à la fragilité idéologique des militants du PAIGC. Finalement, le progressif écart et autonomisation de la bureaucratie étatique par rapport au PAIGC a signifié une distance encore plus grande entre la population et les activités de l'Etat, celle-là ne pouvant se faire entendre que (et à peine) dans les comités de base du parti.

On conclut donc que, malgré la vaste légitimité possédée par le PAIGC à la sortie de la guerre et à un climat politique favorable à la mobilisation populaire dû à l'enthousiasme apporté par la victoire, le gouvernement de Luiz Cabral, confronté à des énormes difficultés matérielles et à une multiplication de contradictions et de conflits de différentes natures²¹³, n'a pas été capable de mettre en place des vrais canaux de communication ni entre gouvernement et population, ni entre parti et population²¹⁴, fait qui a été à l'origine du soutien populaire au coup d'Etat de Nino Vieira.

²¹¹ Cf. Forrest, *idem*, p. 50

²¹² Entre sa création en 1972 et l'an 1976, l'ANP s'est réunie trois fois seulement: la première en 1973 pour la proclamation unilatérale de l'indépendance nationale et l'approbation de la Constitution, la seconde en avril-mai 1975 et la troisième en avril-mai 1976. Cf. L. Pereira et L. Moita, *op. cit.*, p. 31.

²¹³ Joshua Forrest les caractérise comme « profound struggles for power among competing institutions, leaders, and ethnic groups ». Ils auraient marqué la scène politique guinéenne depuis la mort d'Amilcar Cabral en 1973. Voir J. B. Forrest, « Guinea-Bissau since independence... », p. 96

²¹⁴ Ni entre parti-gouvernement et à peine à l'intérieur même du parti.

II. Le gouvernement de « Nino » Vieira (1980-1994)

A) Introduction: pour un retour à la 'ligne de Cabral'

Le gouvernement de Joao Bernardo Vieira²¹⁵, ou « Nino » Vieira, a débuté le 14 novembre 1980 par le renversement de Luiz Cabral dans un coup d'Etat mené par l'Armée et qui a été fêté aussi bien à Bissau que dans la campagne²¹⁶.

Selon Joshua Forrest, le coup d'Etat de 1980 ne saurait être compris qu'en tant que résultat d'une combinaison de facteurs développés au long des années qui ont suivi l'indépendance. Dans ce sens, les conflits de pouvoir de nature institutionnelle (gouvernement *versus* PAIGC), ethnique (Balanta *versus* Cap Verdiens) et interpersonnelle (Cabral *versus* Vieira)²¹⁷, tous informés par des legs historiques et des symbolismes et intensifiés par la croissante aliénation économique et politique de la paysannerie par rapport au parti et au gouvernement (mais pas par rapport à l'armée) expliqueraient le coup.

Prestigieux commandant militaire de l'ethnie Papel, Vieira prétendait représenter les ethnies guinéennes (et donc les intérêts des paysans) exclues du pouvoir par le gouvernement de Cabral, et jouissait donc d'un fort soutien chez les soldats Balanta.²¹⁸ Nombreuses étaient ses allégations lors de la prise du pouvoir: selon lui, son prédécesseur avait mis de côté les institutions démocratiquement élues et avait tenté d'exercer, à travers la machine partisane, un contrôle total sur l'appareil d'Etat. Encore plus grave, le gouvernement aurait transformé le processus de construction d'une démocratie révolutionnaire en une dictature répressive menée par les chefs du parti. Ces accusations ont eu leurs effets amplifiés par la découverte, un peu avant, de quelques 500 cadavres inconnus enterrés collectivement, ce qui a été interprété par les insatisfaits comme un 'massacre'

²¹⁵ Joao Bernardo « Nino » Vieira, né à Bissau le 27 Avril 1939 et mort le 2 Mars 2009 dans cette même ville quand il occupait pour la troisième fois le poste de président de la république de la Guinée-Bissau, fût un des combattants les plus prestigieux de la guerre d'indépendance. Appartenant à l'ethnie Papel et considéré comme une espèce de 'Che Guevara' guinéen, Vieira était très apprécié des combattants, ainsi que des paysans de manière générale. Pendant le gouvernement de Luiz Cabral, il occupait les postes de Premier Ministre et de Chef des Forces Armées.

²¹⁶ Information basée sur des interviews réalisées par Joshua Forrest, cf. J. Forrest, *op. cit.*, p. 105.

²¹⁷ La conscience d'être face à un croissant mécontentement parmi les paysans, aussi bien que dans l'Armée et dans le parti, et craignant la capacité de Vieira de mobiliser les soldats et d'obtenir du soutien populaire contre son gouvernement, ont mené Cabral à manoeuvrer pour dégager Vieira du centre du pouvoir militaire et politique. D'abord, il fut exclu de son poste de Chef des Forces Armées, en 1979. En novembre 1980 Cabral annonça une réforme constitutionnelle par laquelle le poste de Principal Commissaire (occupé par Vieira) serait supprimé et le président deviendrait le chef de l'Armée. Cf. J. Forrest, *op. cit.*, p. 104

²¹⁸ On rappelle que la plupart des militaires, surtout les soldats, avait une origine paysanne et donc des liens socio-familiaux étroits avec la campagne. Dans ce sens, toute insatisfaction chez les paysans reflétait directement dans l'armée.

perpétré par le gouvernement de Luiz Cabral contre l'opposition.²¹⁹ Pour Patrick Chabal²²⁰, le coup a été favorisé aussi par la crise alimentaire de 1980²²¹ et par les désaccords politiques à l'intérieur du parti à l'égard des réformes constitutionnelles (qui auraient lieu cette même année). En fait, précise-t-il, il y avait, surtout à Bissau, un désaccord assez répandu par rapport au projet d'union entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert – envisagé comme menaçant aux intérêts des Guinéens – et donc une méfiance par rapport aux intentions du gouvernement (dont les hauts dirigeants étaient dans la plupart des Cap Verdiens). Au contraire de Forrest, pour qui l'on ne saurait pas comprendre la vie politique de la Guinée-Bissau indépendante depuis une approche de la lutte des classes, pour Chabal la dispute de pouvoir à l'intérieur de l'Etat guinéen reflétait des intérêts de classe divergents. Il s'agirait notamment du conflit d'intérêts et de projets entre le secteur de la bourgeoisie bureaucratique urbaine²²² (dont le parti et le gouvernement étaient fort dépendants), intéressée à un projet de développement basé sur une politique d'industrialisation plus agressive, et la base sociale traditionnelle du parti, la paysannerie, favorable à la poursuite du projet original de Cabral, c'est-à-dire, la focalisation sur le développement de l'agriculture pour atteindre l'indépendance économique.

Nino Vieira, tout en se disant partisan de la seconde option, accusa le gouvernement de Luiz Cabral de favoriser les intérêts de la petite bourgeoisie bureaucratique, en menant un projet d'urbanisation et d'industrialisation insoutenable pour le pays, et assura que le nouveau gouvernement rétablirait la 'ligne de Cabral'.²²³

²¹⁹ Cf. Augusta Conchiglia, "Le nouveau pouvoir: entre l'ambiguïté et la confusion", *Afrique-Asie*, n° 228, 1980, p. 18. Conchiglia rappelle que Nino Vieira était Ministre de la Défense à l'époque où les exécutions ont probablement eu lieu.

²²⁰ P. Chabal, *Party, State, ...*, p. 202

²²¹ Cette année fut marquée par le déficit de nourriture aussi bien à Bissau que dans d'autres régions, du à la sécheresse qui a assolé le pays entre 1977 et 1980 et à la faillite de la politique agraire du gouvernement. Selon Chabal, on a estimé qu'en cette année plus de 50% de l'alimentation basique a du être importée. (P. Chabal, *op. cit.*, p. 199)

²²² Appelée par Lopes la 'petite bourgeoisie bureaucratique', dénomination que je trouve, à la base, plus correcte, vue l'impossibilité de prouver que cette couche sociale accumulait du capital à travers ses activités au sein de l'Etat. Par contre, ce n'est pas difficile d'imaginer qu'une telle couche sociale, comparée au reste de la population en Guinée-Bissau, avait un style de vie que l'on appellerait 'bourgeois'. Je remarque que le terme 'bourgeoisie bureaucratique' est le plus employé par les chercheurs pour designer la catégorie sociale privilégiée dont l'existence est liée à la formation de l'administration des nouveaux Etats africain indépendants. Voir, par exemple, W. Tordoff, *op. cit.*, p. 81

²²³ La seule référence que j'ai trouvé dans la bibliographie à une réaction négative au coup de 1980 dit le suivant: "In fact it soon became evident that the PAIGC could not be cancelled out so easily. The 'other side' of the antithesis was also there, and was clearly reinforced within several weeks of the day of the coup by the presence and action of militants, at many levels, who stood solidly by PAIGC practice and principle. A political struggle developed. Much about that struggle remained obscure a year later when this was written. Yet there could be no doubt that the legacy of Cabral, the cultural determinant at work in the will and attitudes of thousands of party militants, remained a living force in Guinea-Bissau. That force in Cape Verde, meanwhile, continued to make fresh gains. This same year of 1980 was the one in which a large extension of democratic control in all the islands acquired fresh dimensions. These came with the launching of assemblies and committees of local government, *comissoes de moradores*, such as had never existed in any form before.", B. Davidson, "On revolutionary nationalism: the legacy of Cabral", *Latin American Perspectives*, v. 11, n° 2, Unity and Struggle: Reassessing the thought of Amílcar Cabral, 1984, p. 37

B) Nino Vieira, le gouvernement et le PAIGC

Malgré les critiques faites à l'autoritarisme de son prédécesseur, les premières mesures de Vieira furent le report des élections, la dissolution de l'ANP et l'évacuation des Cap Verdiens des hauts postes de pouvoir. La dissolution du Conseil d'Etat et du Conseil des Ministres fut suivie de l'établissement d'un Conseil Révolutionnaire composé de neuf membres, dont sept étaient des militaires et aucun était Cap Vertien.

En ce qui concerne le PAIGC, Vieira, tout en réaffirmant son allégeance au parti, annonça son intention de le transformer en un vrai et puissant parti dirigeant. Pour ce faire, raconte Forrest²²⁴, Nino envisageait de consolider le PAIGC en tant que parti d'avant-garde, centralisé et hiérarchisé, plutôt que de le lier à une base populaire politisée. Pourtant, l'auteur observe que le premier pas vers une structure partisane plus verticale avait déjà eu lieu en 1977, quand on a décidé qu'il faudrait une période de candidature d'une année et d'un cours de six mois pour qu'un nouveau membre y soit admis. Cette directive n'avait néanmoins pas été mise en oeuvre avant 1981. Cette année-là, un Congrès Extraordinaire du Parti créa un Comité Central de 51 membres et un Bureau Politique de 16 membres, dont plusieurs responsables du gouvernement, de manière à rétablir le contrôle partisan sur celui-ci. D'après Forrest, malgré son effective transformation en une organisation politique puissante, le PAIGC est devenu, de par sa nouvelle structuration, moins démocratique par rapport au temps de la lutte armée, vu que désormais les directives émaneraient directement du Conseil Révolutionnaire, sans aucune participation de la base.²²⁵

Nino Vieira passerait désormais à contrôler progressivement aussi bien le parti que le gouvernement. Les nombreux remaniements menés au Cabinet dans les années 1982, 1983 et 1984 en sont un exemple. Ceux de mai 1982 et août 1983 eurent lieu sans la connaissance préalable du Conseil Révolutionnaire, ce qui prouve, selon Joshua Forrest, que le Président jouissait déjà en ce moment d'une autorité personnelle suffisante pour prendre des décisions de manière indépendante. Ces changements étaient justifiés par des activités supposées 'illégales' ou 'corrompues' de la part des Ministres. En octobre 1982 le Président a encore exclu sept cadres du PAIGC au gouvernement, apparemment sans explication. Forrest rapporte que le remaniement de 1984 a résulté dans l'indication de onze nouveaux Secrétaires d'Etat, tous des partisans loyaux du Président, ainsi qu'une série de changements de personnel au niveau du Ministère de l'Intérieur et de l'Administration Interne. Vieira a encore réussi à exclure du gouvernement son principal adversaire à l'époque, le

²²⁴ J. Forrest, *op. cit.*, p. 106

²²⁵ Huit parmi les neuf membres du Conseil Révolutionnaire appartenaient aussi au nouveau-crée Bureau Politique du PAIGC, ce qui démontre la marge de commandement qu'aurait désormais la direction du parti sur l'appareil d'Etat. Cf. J. Forrest, *idem*, p. 107

Premier Ministre Victor Saude Maria, dont le poste fut supprimé. Avec sa substitution par le poste de Vice-Président du Conseil Révolutionnaire, Vieira assurait au parti un étroit contrôle sur le gouvernement, tandis que lui même consolidait son contrôle sur la bureaucratie de l'Etat.²²⁶

Un autre mouvement fait par Vieira fut la revitalisation de la J.A.A.C., la *Juventude Africana Amilcar Cabral* (Jeunesse Africaine Amilcar Cabral, l'organisation de masses de jeunesse du PAIGC). Ses activités devaient désormais être plus effectives dans le sens de bénéficier et renforcer directement le PAIGC. Dans la conférence de l'organisation réalisée en septembre 1983, on a souligné que les 'futurs militants' du PAIGC seraient issus de la JAAC, caractérisée comme 'la réserve de lutte' du parti et constituée de ceux qui étaient 'les plus motivés et capables de défendre de manière intransigeante et sous n'importe quelles circonstances' la réalisation de son programme.²²⁷

L'an 1984 fut nommé, par le parti, 'L'année de la discipline rigoureuse et de l'institutionnalisation'.²²⁸ Dans cette période se réalisa la troisième élection pour l'Assemblée Nationale Populaire. La période de campagne n'ayant duré que trois semaines (beaucoup moins qu'aux précédentes élections), le scrutin s'est fait à nouveau de manière indirecte, avec d'abord le vote populaire pour les conseillers régionaux, qui ensuite ont élu les députés de l'ANP. Les candidats de la liste unique ont été, cette fois-ci, sélectionnés par le parti, « with little or no public discussion ». ²²⁹ Complètement dominée par le PAIGC, l'ANP allait plus que jamais servir d'instrument de contrôle de celui-ci sur le gouvernement et d'instance de légitimation et propagande des politiques déjà décidées par son Bureau Politique.²³⁰ Un exemple de cela fut l'approbation immédiate du nouveau texte de la Constitution, en mai 1984, le même qui a supprimé le poste de Premier Ministre et renforcé par conséquent le pouvoir du Président. La prééminence politique du PAIGC y fut confirmée et le Conseil d'Etat de 15 membres fut rétabli, remplaçant le Conseil Révolutionnaire. Dans celui-là, à peu près deux tiers des membres étaient des cadres du PAIGC, et parmi eux se retrouvaient les dirigeants du 'mouvement ouvrier' du PAIGC et des organisations de masses de jeunesse et de femmes.

La période du gouvernement de Vieira (1980-1994) fut naturellement marquée par des menaces à son pouvoir, comme celle représentée au tout début par le très influent Premier Ministre

²²⁶ *Idem*, p. 108

²²⁷ *Idem*, p. 110

²²⁸ *Idem*, p. 115. Selon Forrest, dans le but d'agréer de la légitimité symbolique à son pouvoir, Vieira insistait dans ses discours que le nouveau régime politique et ses structures étaient en train de 's'institutionnaliser'. J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict,...*, p. 61

²²⁹ Cf. J. Forrest, *op. cit.*, p. 113

²³⁰ On ne veut pas pour autant dire que dans ses deux premières formations l'ANP n'était pas hégémonisée politiquement par le PAIGC - elle l'était. La différence, en plus du fait que les candidats aient été choisis par le parti directement, est qu'en 1984 le PAIGC se retrouvait, 'grâce' aux manœuvres de Vieira, dans une position de contrôle du gouvernement beaucoup plus marquée qu'il ne l'avait été avant.

Victor Saúde Maria, accusé par Vieira d'organisation d'un coup d'Etat, ainsi que les deux tentatives de renversement du président dirigées par le militaire de l'ethnie balanta Paulo Correia (en 1982 et 1985). Ces premières menaces à son pouvoir furent suivies de la création d'un Conseil National de Sécurité, dont les membres seraient sélectionnés directement par le Président et dont le fonctionnement dépendrait exclusivement de lui. La fonction de cette instance serait de coordonner les également nouvelles agences de sécurité formées au sein du gouvernement, du PAIGC et de l'Armée.²³¹

La tentative de coup d'Etat que je viens de mentionner, menée en novembre 1985 par des leaders balanta²³² ayant des postes au gouvernement, fut arrêtée avant que l'on ait pu la mettre en marche. Au total, 53 personnes furent condamnées pour conspiration, dont 6 furent exécutées - Correia et Pan y compris - en juillet 1986.²³³

A partir de la fin des années 1980, le gouvernement de la Guinée-Bissau commença à faire l'objet de pressions de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International concernant la politique économique du pays et son régime politique de parti unique. Comme partout dans le monde sous-développé, la continuation des allocations et prêts financiers aux Etats dépendrait désormais de la réalisation d'importantes réformes aux niveaux politique, administratif et économique. Les prix des biens de consommation devraient monter, les salaires des fonctionnaires devraient stagner ou bien être réduits, la bureaucratie d'Etat devrait diminuer. Sans vouloir entrer trop en détail sur l'application de ces politiques en Guinée-Bissau²³⁴, je souligne que notamment le processus de libéralisation politique y démarra en 1990, avec la légalisation des partis politiques d'opposition en 1991. Les premières élections pluralistes, en 1994, confirmèrent le pouvoir de Nino Vieira, qui resterait à la tête du pays pendant les quatre années suivantes.

Conclusion: Tout le pouvoir au président et l'endurcissement de la sphère politique

Le coup d'Etat du 14 novembre 1980, malgré l'intention annoncée de 'reprendre la ligne de Cabral de la démocratie révolutionnaire', de fait n'a pas représenté l'alternative d'un retour au projet d'un 'pouvoir populaire' basé sur la participation et le contrôle populaire du parti (qui à son tour contrôlerait le gouvernement). Le régime dirigé par João Bernardo Vieira a été marqué par une forte centralisation du pouvoir, aussi bien en ce qui concerne un contrôle croissant du parti sur l'appareil d'Etat et les politiques gouvernementales, qu'en termes de maîtrise de toutes les instances de

²³¹ *Idem*, p. 110

²³² Notamment Paulo Correia, chef de l'Armée et héros militaire balanta, et Viriato Pan, avocat balanta et procureur général du gouvernement dès 1981.

²³³ *Idem*, p. 112

²³⁴ Dont les conséquences je compte examiner dans mon mémoire de M2

pouvoir par la personne du Président lui-même. Pour utiliser le terme proposé par Joshua Forrest, la période 1980-1994 n'a pas vu le déclin du phénomène de 'de-linkage' entre Etat et société.²³⁵

L'Assemblée Nationale Populaire, dissoute dans les jours qui ont suivi le coup, fut l'objet de nouvelles élections aussi bien en mars 1984 qu'en juin 1989. Pourtant, ce n'a pas représenté un effort de prise en compte des aspirations populaires par le gouvernement, ni a le scrutin débouché sur une nouvelle période dans laquelle l'ANP passerait à contrôler les activités de celui-là. Sa composition étant le résultat d'une sélection faite uniquement par la direction du parti, l'ANP est restée pendant la période un instrument de légitimation des politiques décidées par l'élite du PAIGC.

Au même temps, celui-ci passe, de son côté, à fonctionner de manière plus verticale, ses militants de base ayant un pouvoir d'intervention très réduit et les instances d'organisation au niveau local qui avaient caractérisé le temps de la lutte d'indépendance s'étant complètement démobilisées. Dans ce sens, on voit s'opérer, dès 1974, un changement de caractère chez le parti: d'une organisation politique vivante au sein des masses dont le succès politique dépendait de leur action concrète dans la lutte et dans la réorganisation de la vie dans les zones libérées, le PAIGC devient progressivement une entité fort hiérarchisée, élitiste et insulaire.²³⁶

Les organisations de masse telles que la JAAC, l'UDeMu (femmes) et l'UNTG furent, pendant la période de Nino Vieira, l'objet d'une revitalisation dont le but n'était pourtant pas de leur permettre plus d'autonomie politique ou participation de la population-cible dans la vie politique, mais essentiellement d'obtenir leur soutien aux politiques du parti (et donc du gouvernement). Le PAIGC assurait la survie de ces organisations en y recrutant ses futurs cadres à lui (donc en proposant aux militants plus voués une espèce de 'promotion' au sein du régime). Leur absence totale d'autonomie devient évidente lorsque leurs dirigeants sont appelés à occuper des postes dans la plus haute instance de pouvoir au gouvernement, voire le Conseil d'Etat.

Les nombreuses menaces qui se sont révélées le long des années contre le pouvoir de Vieira, ainsi que des réactions contre le processus de concentration de pouvoir ont été arrêtées et 'résolues' à temps, soit à travers la 'diplomatie' de la distribution de postes et de bénéfices matériels, soit par la force (ayant la punition par 'trahison' atteint son sommet avec l'exécution des six cadres du parti en 1986). Le résultat de cette dynamique à long terme fut l'endurcissement du gouvernement (illustré

²³⁵ J. Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict,...*, p. 62

²³⁶ Je voudrais souligner que je n'ai pas trouvé d'informations dans la bibliographie sur les questions de la formation politique, de l'éducation et de la participation politique des femmes pour ce qui est du gouvernement de Nino Vieira, raison pour laquelle elles n'ont pas été abordées. Je pense pourtant que les aspects mentionnés nous permettent d'avoir une idée des tendances générales concernant la vie politique dans la période. En ce qui concerne les femmes, l'observation vaut aussi pour le gouvernement de Cabral. Je me permets d'imaginer que leur implication dans la vie politique n'a pas avancé trop au-delà de ce qui avait été la lutte de libération.

par la création d'agences de sécurité à son sein) et la conformation d'une atmosphère politique tendue, très peu encourageante à la participation politique.

Suite à des pressions aussi externes qu'internes²³⁷, Vieira se voit obligé, au début des années 1990, de détendre l'atmosphère politique à travers la concession d'amnistie à des prisonniers politiques, plus de tolérance envers l'opposition et finalement la réalisation d'une réforme d'ouverture politique à partir de 1991, débouchant sur des élections pluralistes en 1994.

III. Conclusion: Le régime de parti unique dans la Guinée-Bissau post-coloniale: éloignement progressif du modèle de participation politique mis en avant par le PAIGC pendant la lutte de libération

L'examen du déroulement de la vie politique en Guinée-Bissau dans les 20 années qui suivirent l'indépendance, pendant lesquelles le PAIGC, parti qui avait dirigé la libération contre le colonialisme portugais, a gouverné l'Etat en tant que parti unique, nous permet de constater un éloignement progressif du modèle de participation politique mis en avant par ce même parti pendant la lutte de libération. Cet éloignement - illustré par la démobilisation des instances de participation populaire au niveau local, le manque d'autonomie des organisations de masses, l'écart progressif du PAIGC par rapport à sa base sociale de soutien et son hiérarchisation et imperméabilisation, l'impuissance de l'ANP vis-à-vis du parti et du gouvernement, l'absence de canaux de communication entre Etat et société, de mécanismes institutionnels de résolution de conflits et d'*accountability*, ainsi que la militarisation du pouvoir – a commencé à se faire sentir dans les années de Luiz Cabral et s'est approfondi dans le gouvernement de João Bernardo 'Nino' Vieira. Pendant cette période, l'idée de protagonisme populaire et de contrôle démocratique du pouvoir, à la base du projet du PAIGC pour la Guinée indépendante, a fait place à une atmosphère politique de moins en moins propice à la participation populaire, de manière à ce que, à la veille des réformes dites 'démocratiques' de 1994, la configuration et le fonctionnement aussi bien du gouvernement que du PAIGC étaient très écartés de ce que s'était imaginé Amilcar Cabral: pouvoir politique concentré, grande influence des militaires dans la vie politique, crainte et méfiance dans l'air, très réduite implication populaire.

Tout en constatant une continuité entre les deux gouvernements, il est tout de même possible d'en distinguer des différences. La période de Luiz Cabral, ne serait-ce que par sa proximité dans le

²³⁷ En plus de la pression des institutions multilatérales de financement, Joshua Forrest cite l'influence d'un mouvement politique d'opposition au régime du PAIGC formé par des émigrés guinéens à Lisbonne, avec des cellules de base clandestines à l'intérieur du pays. Forrest, *idem*, p. 65

temps avec la période de la guerre, fut marquée par un degré plus haut de participation à la politique, dû aussi bien à la survivance des formes de participation engendrées pendant la lutte armée qu'à l'enthousiasme produit par la victoire. Le discours des cadres du gouvernement (quoique contradictoire) y est fortement marqué par la valorisation du protagonisme populaire. Pourtant, les formes de participation héritées de la lutte, surtout dans la campagne, ne font plus l'objet d'autant d'attention de la part des militants du PAIGC, concentrés désormais à Bissau, et se démobilisent progressivement. L'ensemble des contradictions qui se forment et s'approfondissent pendant les premières années de l'indépendance²³⁸, et les conflits qui en sont la conséquence, entraînent la montée d'une tension qui se résout par un coup d'Etat. Quand la période de Vieira démarre, l'euphorie de la victoire a cédé la place aux premières déceptions et à la fatigue devant des promesses qui ne se réalisent pas. De son côté, le nouveau gouvernement, comme l'on a vu, malgré la tenue d'un discours de rétablissement de la 'ligne de Cabral' de la démocratie révolutionnaire, est marqué par une tendance à la centralisation du pouvoir (et notamment sa 'présidentialisation') et par l'endurcissement de la sphère politique. Même si le parti devient capable de mieux contrôler la bureaucratie de Bissau par rapport à la période de Luiz Cabral, cela ne signifie pas qu'il y ait un plus grand contrôle de la société sur l'appareil d'Etat ou sur les politiques gouvernementales, puisque le parti lui-même devient inaccessible à sa base sociale. Dans le cadre d'une absence d'effort concret du PAIGC de maintenir vivantes les instances de participation politique locales et de l'absence d'autonomie politique des organisations de masse existantes (syndicats, organisations de jeunes et de femmes), la démobilisation politique de la population guinéenne s'achève avec la conformation d'un pouvoir centralisé et fort militarisé.

Dans ce sens, le parti qui avait été l'instrument par lequel les masses guinéennes s'étaient insérées dans la vie politique et avaient acquis le statut de citoyens a été aussi le responsable de la paralysie et de la stagnation de ce processus.

Qu'est-ce qui a été à l'origine d'une telle trajectoire? Chabal, qui écrit en 1983, suggère que le projet du PAIGC avait une contradiction inhérente, possible explication de la forme dont la politique guinéenne s'était déroulée pendant le gouvernement de Luiz Cabral. Il s'agirait du principe constitutionnel de prééminence de celui-là dans la vie politique, approuvé par l'Assemblée Nationale Populaire en 1973. La contradiction du projet résiderait dans le fait d'annoncer la démocratie (le *poder popular*, ou pouvoir du peuple) comme principe majeur et, au même temps, considérer le parti unique la *force politique dirigeante de la société*, *l'expression suprême de la volonté souveraine du peuple*²³⁹. Il ajoute, dans une perspective historique:

²³⁸ Contradictions qui sont, comme l'on a vu, le résultat à la fois de déterminations extérieures au gouvernement et des décisions et actions menées par celui-ci.

²³⁹ Termes issus du texte de la Constitution de 1973.

The experience of other countries in which the state has been used to move towards a socialist transformation of society seems to indicate that there is little place for democracy in a revolution, unless one accepts the legitimacy of the party as the sole embodiment of *poder popular*.²⁴⁰

Cette contradiction serait, selon cet auteur, présente dans la propre pensée d'Amilcar Cabral, et illustrerait le fait que le leader avait devant lui une réalité complexe et défavorable à une révolution. Cette réalité est, d'ailleurs, à mon avis, la réponse à une autre question incontournable: celle sur la solidité du travail politique effectué par Amilcar Cabral et par la direction du PAIGC pendant la lutte d'indépendance visant à une formation politique et idéologique révolutionnaire de la population (et de la base militante du parti). Autrement dit: quelle était réellement la consistance de ce travail s'il a suffi la mort du leader pour que le processus politique se dégrade? La réponse à cette question est l'objet de la dernière partie de ce mémoire. Notamment, l'effort d'éducation et de formation politique et morale mené par Cabral, bien que solide (il a été à la base de la victoire à la guerre), n'a pas pu contourner l'ensemble de déterminants sociaux, politiques et économiques légués par l'histoire et le contexte plus large dans lequel se trouvait le nouvel Etat indépendant. Que de tels pesanteurs (que l'on examinera plus bas) ne l'auraient pas emporté, pourrait-on presque dire, *cela* nous aurait semblé un miracle.

²⁴⁰ P. Chabal, *Party, State...*, p. 195

3. L'INSERTION DE LA TRAJECTOIRE DE LA GUINEE-BISSAU DANS LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE POST-COLONIALE: PAS QUE DE COINCIDENCES

*The overall picture was therefore clear irrespective of a regime's ideological orientation: in the post-independence period, African governments placed much more emphasis on political control than on political participation, and the general trend in Africa was towards a shrinking of the political arena and a consequent reduction in the levels of political participation.*²⁴¹

Le PAIGC, vu le retard du Portugal en accorder l'indépendance à ses colonies, a eu la possibilité d'observer le déroulement de l'expérience post-coloniale des anciennes colonies françaises et anglaises en Afrique, la plupart étant devenue indépendante dans la première moitié de la décennie 1960. La réalité dramatique du néo-colonialisme dans le continent africain²⁴² a permis au PAIGC de constater l'insuffisance de la simple indépendance formelle pour la construction d'Etats souverains ayant la moindre capacité de promouvoir le développement et d'offrir un cadre de dignité à ses populations. Cette position 'avantageuse'²⁴³ a également permis aux militants des colonies lusophones de faire la critique de la politique mise en place par les différents leaders africains²⁴⁴, et de mener des efforts dans le but de surpasser ces insuffisances et erreurs. Le PAIGC, ainsi, met en avant un programme qui cherche à être plus cohérent dans sa lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau, refusant clairement tout établissement de rapports néo-coloniaux après l'indépendance, et visant à la construction de ce qu'il appelle une vraie indépendance, celle de nature économique, dans le but d'assurer aux masses guinéennes un cadre sociétaire libre de tout rapport d'exploitation. Il s'agit, donc, d'un programme révolutionnaire de fond socialiste²⁴⁵, quoique Cabral ait toujours évité de lui attribuer une étiquette idéologique. Egalement, la manière dont le parti entend arriver à ce but, c'est-à-dire, sa tactique, son mode de fonctionnement et ses principes (l'effort de convaincre une majorité de la population et de faire preuve de sa capacité de construire un ordre nouveau, la mise d'accent sur la participation politique populaire, sur le contrôle

²⁴¹ William Tordoff, « Conclusions: Ideology, the Post-Colonial State and Development », *Government and Politics in Africa*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, Second Edition, 1993, p. 265

²⁴² Pour un bilan de ces expériences jusqu'à 1968, sur lequel je me base pour la présente conclusion, voir Yves Bénot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris, Editions François Maspero, 1969

²⁴³ Si c'était le cas de voir un avantage que ce soit dans une situation coloniale...

²⁴⁴ Cabral a notamment souligné le manque de connaissances des mouvements nationalistes africains sur les réalités de leurs propres pays, ainsi que leur flou idéologique, entraînant de mauvaises politiques, des gouvernements arbitraires ou des coups d'Etat de nature néo-colonialiste. Voir A. Cabral, « As lições positivas e negativas da revolução africana », *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978, p.189-197 et W. Tordoff, *op. cit.*, p. 254

²⁴⁵ Leur programme révolutionnaire et la lutte armée qu'ils ont mené pour atteindre l'indépendance sont deux traits qui ont marqué les mouvements nationalistes les plus importants de l'Afrique lusophone: le PAIGC, le FRELIMO (Front pour la Libération du Mozambique) et le MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola), à qui ont été attribués la désignation de 'seconde vague' des indépendances. W. Tordoff, *op. cit.*, p. 94

démocratique des institutions, le respect envers les cultures autochtones et le rapport d'honnêteté entre militants et population, l'effort pour former une avant-garde consciente et unie) font preuve d'une tentative non seulement d'adapter la lutte aux conditions spécifiques de la Guinée et du colonialisme portugais, mais aussi de contourner les erreurs de ses collègues nationalistes africains, pour arriver à un meilleur résultat.²⁴⁶

En 1968, Yves Bénot rédigea le bilan suivant des indépendances africaines: « L'indépendance avait toujours été conçue comme un moyen d'instauration de la démocratie et comme un moyen de progrès matériel et social; or ni la démocratie ni le développement véritable ne se sont matérialisés. »²⁴⁷

Bénot nous montre qu'un peu partout en Afrique, le processus dit de 'décolonisation' a débouché sur des régimes autoritaires, marqués par la corruption dans l'appareil d'Etat, le maintien du sous-développement et de la dépendance économique. Ce paysage nous renvoie inévitablement à la situation post-coloniale de la Guinée-Bissau, telle que l'on l'a décrite le long de ce travail et aussi dans l'introduction. Qu'est-ce qui explique alors qu'en ce pays, malgré tout l'effort du PAIGC de présenter un programme politique plus conséquent pour l'indépendance, aussi bien qu'une forme d'organisation et d'action politique supérieures à ce qui existait alors en Afrique, la chose se soit également 'mal tournée' et n'ait pas moins débouché sur la perpétuation du sous-développement et le manque de démocratie?

Or, Cabral n'avait pas réellement d'illusions sur les difficultés qu'un tel programme ambitieux posait; quoique la dynamique de la lutte politique l'obligeait à mettre toujours en avant l'objectif du PAIGC de surmonter le sous-développement et d'atteindre l'indépendance économique, il se permettait aussi d'exprimer de manière très réaliste: « We haven't any illusions: Guinea is a small country, and comparatively a poor one. We shall remain small and for a long time we shall remain poor... »²⁴⁸

L'échec indéniable du projet de Cabral pour la Guinée-Bissau ne peut pas, comme l'on a dit dans notre introduction, être examiné de manière isolée, sa compréhension étant conditionnée à l'examen du contexte plus large de l'Afrique et du monde à l'époque donnée. Dans ce sens, après avoir plongé dans l'expérience politique de la Guinée-Bissau, on va jeter un regard un peu autour,

²⁴⁶ Cf. aussi Bénot, *op. cit.*, p. 230-231

²⁴⁷ *Idem*, p. 110

²⁴⁸ Voir épigraphe de ce travail.

pour découvrir comment, malgré toutes ses spécificités, l'expérience de ce pays s'insère dans le contexte post-colonial du continent.

Tordoff, sans oublier leur importante hétérogénéité, résume ainsi les caractéristiques communes des Etats africains lors des indépendances²⁴⁹: ils étaient des ex-colonies, ils se sont confrontés avec la nécessité de construire des nations à partir de populations très hétérogènes (socialement, politiquement et culturellement), ils étaient majoritairement pauvres, ruraux, dépendants économiquement et sujets aux caprices du marché mondial, ils n'avaient pas de culture politique établie (par rapport aux institutions qui venaient d'être créées: gouvernements nationaux, partis, parlements, services publics), ils n'avaient aucune influence sur la scène internationale. Tordoff identifie également les tendances générales qui ont caractérisé la politique dans l'Afrique post-coloniale: tendance à la centralisation du pouvoir et à la formation de régimes de parti unique, à la personnalisation du pouvoir sous le leader maximum du parti, à la réclamation d'une forme de socialisme, à la tentative de mener une politique étrangère indépendante, au déclin progressif du parti en tant que centre du pouvoir et des prises de décisions, avec l'ascension correspondante de la bureaucratie d'Etat, l'éloignement du fédéralisme en faveur de structures politiques unitaires, la suppression des régimes civils et leur remplacement par des régimes militaires. Aux niveaux social et économique, on aurait eu affaire, selon Tordoff, à un déséquilibre économique et social entre ville et campagne et entre des régions, à des migrations massives vers les centres urbains, au chômage des nouveaux diplômés de l'éducation primaire en expansion, entre autres.²⁵⁰

Avec le Cap Vert, le Mozambique, l'Angola et le Zimbabwe, la Guinée-Bissau du PAIGC composerait le groupe d'Etats révolutionnaires²⁵¹ qui auraient atteint l'indépendance à travers la lutte armée. Parmi les autres Etats africains 'd'orientation socialiste'²⁵² dont l'origine n'était pas liée à un conflit armé, cet auteur distingue entre ceux de régime civil (la Tanzanie de Nyerere et la Guinée-Conakry de Sékou Touré) et ceux gouvernés par des militaires (le Benin, l'Ethiopie, la Somalie et le Congo-Brazzaville). Sur le premier groupe (ex-colonies portugaises et Zimbabwe), Tordoff remarque qu'ils se distinguaient entre eux en beaucoup d'aspects, dont le contexte socio-économique dans lequel chacun a fait son essai de transformation sociale (le contexte étant considéré un facteur d'extrême importance). Pour l'Angola, le Mozambique et le Zimbabwe, par exemple, la conjonction entre faiblesse économique et proximité avec l'Afrique du Sud a été déterminante pour la

²⁴⁹ William Tordoff, *op. cit.*, p. 1-4. Le lecteur observera que dans cette partie je puise abondamment dans l'oeuvre de Tordoff; cela se doit au fait que cet auteur offre, avec Bénot (dont l'analyse ne va que jusqu'à 1968), le meilleur panorama qui m'est connu du contexte africain post-colonial.

²⁵⁰ *Idem*, p. 4-12

²⁵¹ Le groupe d'Etats africains révolutionnaires, selon Tordoff, se réclamaient du socialisme (ou du Marxisme-Léninisme) et d'une transformation radicale de la structure sociale.

²⁵² Guillemets dans l'original. W. Tordoff, *op. cit.*, p. 199

conformation de 'l'approche socialiste' de chacun. L'importance du contexte sur le type de socialisme appliqué s'est montrée par d'autres aspects, tel que la dépendance économique externe, la persistance de forts sentiments nationalistes, l'éruption de communautarismes etc. La plupart de ces pays, affirme Tordoff, était très faible économiquement et manquait de main d'oeuvre pour le fonctionnement de la nouvelle administration étatique; malgré les efforts en contraire, ils ont également été marqués (gardées les nuances) par un processus de bureaucratisation, le marché noir, la corruption, la centralisation du pouvoir, l'écart progressif de la population rurale des structures de pouvoir et la perte de son soutien politique entre autres. Le parcours aurait été spécialement dur pour les anciennes colonies portugaises, vu l'inexistence d'une politique d'éducation pour les Africains pendant la période coloniale, ainsi qu'une politique d'africanisation de l'administration, et vus finalement les objectifs économiques et sociaux plus ambitieux que ces Etats se sont imposés. Tordoff ajoute que ces Etats ont opéré dans un environnement international capitaliste hostile et que des avances significatifs ont quand même vu le jour, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Le panorama tracé par Tordoff est donc assez éclairant en ce qui concerne les contraintes éprouvées par la direction du PAIGC en Guinée-Bissau, ainsi que sur sa ressemblance avec l'expérience d'autres Etats africains. Ensuite, on va essayer de développer un peu chacun de ces éléments.

La constitution, un peu partout en Afrique, de régimes politiques de parti-unique, assez communs d'ailleurs après la Seconde guerre hors du monde occidental, se basait sur une conception assez répandue à l'époque selon laquelle celui-là était indispensable pour la consolidation de l'*unité* de la nouvelle nation²⁵³ et la protection de son indépendance, ainsi que pour la mise en place de manière efficace par l'Etat de politiques capables de déclencher le développement.²⁵⁴ Bénot observe qu'en Afrique le régime de parti unique a aussi correspondu, en quelques cas, à une situation créée par le néo-colonialisme, c'est-à-dire, l'intervention directe ou indirecte des anciennes puissances coloniales.²⁵⁵ Tout comme en Guinée-Bissau, dans la plupart des pays africains indépendants le parti unique était prééminent par rapport à l'Etat, qui était à son tour chargé d'appliquer les politiques décidées par le premier.²⁵⁶ Dans la plupart, les régimes de parti unique n'encourageaient ni

²⁵³ La formation d'organisations politiques à base tribale ou régionale a été souvent encouragée par les métropoles afin d'empêcher la formation de mouvements nationaux dans les colonies. C'est aussi pour s'imposer contre de telles forces de désagrégation que les régimes de parti unique se disaient indispensables en Afrique. Cf. Bénot, *idem*, p. 286-298

²⁵⁴ *Idem*. Dans les pays africains, un diagnostic également assez répandu parmi les leaders nationalistes défendait que les sociétés africaines n'avaient pas de contradictions sociales significatives (différentiation de classe) comme c'était le cas dans l'Occident, ce qui dispensait l'existence de plusieurs partis. Cf. Benjamin Neuberger, « Classless Society and One-Party State Ideology », *African Studies Review*, vol. 14, n°2, 1971, p. 287-292

²⁵⁵ Bénot, *op. cit.*, p. 282

²⁵⁶ Voir W. Tordoff, « Chapter 5: Political Parties », *op. cit.*, p. 91-120

permettaient le libre débat idéologique, ni la participation des masses dans la vie politique²⁵⁷, et les partis au pouvoir, quoique portant souvent un discours progressiste, n'avaient pas une vie interne démocratique, étant de fait très hiérarchisés. Avec la vague de coups d'Etat qui a balayé l'Afrique à partir de la fin 1965, les régimes civils ont été remplacés par des vraies dictatures militaires. Celles-ci, ayant dans la plupart représenté le renforcement des rapports néo-coloniaux²⁵⁸, ne se sont pas défaites avant la décennie 1990. Dans ce sens, on peut dire plus ou moins aisément que l'hiver 1965-1966 a signifié le repoussement pour très longtemps de projets, portés par les indépendances, d'une Afrique unie, démocratique, indépendante et socialiste. Bénot est heureux dans son observation selon laquelle le succès des armées lors des coups d'Etat s'est dû en grande partie à l'absence d'une véritable démocratie avec participation populaire dans les régimes de parti unique, la population se trouvant alors impuissante et/ou indifférente politiquement.²⁵⁹

Liée à l'introduction du régime de parti unique et à la 'présidentialisation' du pouvoir, il y eut en Afrique une tendance générale au déclin du parti (en tant que centre de formulation et de prise de décisions, et d'instrument de mobilisation populaire), et à sa subordination à l'Etat.²⁶⁰ Cela s'est dû à l'importance croissante de l'Etat dans la vie économique et sociale, et à l'également croissante complexité de ses activités, entraînant un transfert de cadres partisans clefs à des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat. Le manque de personnel qualifié a signifié, par ailleurs, un déclin dans la capacité du parti de superviser les activités de l'Etat, comme l'on a vu pour la Guinée-Bissau.

Peu à peu on se rend compte que l'effort d'explication de la trajectoire post-coloniale de la Guinée-Bissau et de sa conformité avec celle de nombreux pays africains ne saurait se passer de la réflexion suivante: quelle possibilité avaient-ils réellement de définir de manière autonome leurs choix en termes de politique, d'économie, de relations internationales (on ne parle même pas de les réaliser)? Bénot observe que partout en Afrique

l'indépendance s'accompagne de tout un arsenal d'accords techniques, d'accords de coopération, d'accords militaires, parfois, à Evian pour l'Algérie comme à Londres pour le Kenya, de garanties exigées à l'avance en matière de politique économique du nouvel Etat. Autrement dit,

résume-t-il,

l'indépendance, enfin admise par l'ex-puissance coloniale, ne l'est qu'à la condition de transformer le

²⁵⁷ Il est intéressant de noter que Tordoff définit la mobilisation politique populaire (faiblement) entreprise par les partis uniques en Afrique de la manière suivante: 'harnessing popular energies for economic development through self-help', ce qui nous renvoie immédiatement à la conception de participation mise en avant par le gouvernement de Luiz Cabral et explicitée par moi dans la partie 3.2.

²⁵⁸ Bénot, *op. cit.*, p. 342

²⁵⁹ *Idem*, p. 336

²⁶⁰ W. Tordoff, *op. cit.*, p. 97

rapport de domination en un rapport d'alliance inégale, (...)»²⁶¹

Plus bas, l'auteur signale l'effective omniprésence de l'Occident dans l'Afrique indépendante: par ses investissements, par son aide technique, par son aide militaire, par son aide aux budgets locaux (aides nullement désintéressées), par ses banques et ses assurances, par ses compagnies aériennes, par ses lignes télégraphiques, par sa presse. Les différentes puissances capitalistes y sont en permanente dispute d'influence, dispute qui a été parfois à l'origine de complots et de coups d'Etat. Qu'en est-il alors de la possibilité de contrebalancer la présence occidentale par l'appel à l'aide socialiste? Bénot observe que, d'emblée, « la force initiale des Occidentaux leur laisse toujours une marge de supériorité »²⁶², toute aide socialiste entraînant des contre-pressions souvent appuyées par des forces internes. Le conflit sino-soviétique n'est pas non plus négligeable en ce qu'il rend difficile les choix des nouveaux Etats africains en quête d'aide financière et technique. Ce sont d'ailleurs de telles difficultés dans le champ de l'élaboration d'une politique internationale qui expliquent la genèse de la notion de 'neutralisme positif', issue de la Conférence afro-asiatique de Bandung de 1955, reprise par les huit Etats présents à la Première Conférence des Etats Indépendants d'Afrique en 1958 à Accra et finalement confirmée dans la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963, sous l'expression 'politique de non-alignement à l'égard de tous les blocs'.²⁶³ La politique du non-alignement représente le refus de la part des nouveaux Etats d'avoir leur contact avec le monde extérieur limité comme avait été le cas pendant toute la période coloniale, et donc la défense de leur liberté d'entrer en relations diplomatiques aussi bien avec les pays du bloc capitaliste qu'avec ceux du bloc socialiste, suivant leurs intérêts et besoins réels. Le PAIGC, au courant de l'état du pays en termes matériaux et de son besoin d'aide externe, a adopté le neutralisme positif en tant que principe de sa politique étrangère. Néanmoins, énoncer un tel principe n'a jamais suffi pour être capable de l'appliquer: selon Bénot, la logique de la Guerre Froide s'est effectivement développée en Afrique à partir de 1963, le neutralisme positif n'ayant pas de possibilité concrète d'application 's'il ne repose pas sur l'indépendance totale [c'est à dire, matérielle] du pays qui le pratique'.²⁶⁴

Force est de constater aussi que les caractéristiques des nouveaux Etats africains constituent en partie l'héritage de l'époque coloniale. Cela est spécialement vrai, par exemple, pour ce qui est du caractère fort bureaucratique de l'administration²⁶⁵ et des pratiques de corruption à son intérieur. On l'a vu pour la Guinée-Bissau, où le PAIGC a été obligé, par manque de cadres, de garder la totalité

²⁶¹ Y. Bénot, *op. cit.*, p. 344

²⁶² *Idem*, p. 346

²⁶³ *Idem*, p. 350

²⁶⁴ *Idem*, p. 359

²⁶⁵ Cf. W. Tordoff, « Chapter 6: Administration », *op. cit.*, p. 121-147

des fonctionnaires moyens de l'administration coloniale, avec tout ce qu'ils apportaient en termes de pratiques et de valeurs. Le phénomène de la corruption a été évidemment favorisé par la situation de pénurie du nouvel Etat (elle aussi une conséquence de la longue histoire coloniale, et plus récemment de la guerre, qui avait, comme l'on a vu, causé pas mal de dégâts matériels) et par l'effet de l'écoulement des aides financières étrangères dans ce cadre de pénurie.²⁶⁶

On a vu également que l'indépendance a signifié l'arrivée au pouvoir, en plus de la petite bourgeoisie autochtone dont Cabral a parlé et dont il était un exemple, de personnes qui jusque-là avaient vécu des situations de précarité et d'humiliation dans le cadre du système colonial, avec en général un très bas niveau d'éducation formelle et même d'expérience politique.²⁶⁷ Le manque de cadres politiques et techniques pour occuper les nouvelles administrations en Afrique constituait aussi une conséquence de la période coloniale, vu que nulle part les métropoles avaient promu des systèmes d'éducation pour les populations africaines.²⁶⁸ Egalement, la possibilité de développer une expérience politique avait été toujours limitée par l'interdiction des activités politiques dans les colonies, l'absence de liberté d'expression et d'association pour les Africains.²⁶⁹ En Guinée-Bissau, le manque de cadres techniques a eu des conséquences directes dans la capacité du nouvel Etat de réaliser des études de terrain et par conséquent de formuler et d'appliquer des politiques adéquates à ses objectifs. Il a contribué à la dépendance du gouvernement envers les anciens fonctionnaires coloniaux, dont les conséquences on a déjà mentionnées. Le bas niveau d'éducation et le manque d'expérience politique des nouveaux cadres ont certainement participé à la conformation de nombreux problèmes qui ont marqué le gouvernement et le PAIGC après l'indépendance, tel que l'attrait des cadres par les avantages matériels de la vie urbaine et leur éloignement à l'égard de la population rurale, le flou idéologique au sein du parti, l'indétermination des structures partisans, l'expansion des pratiques de corruption etc. Même le fait que de nouveaux 'Cabral' n'ont pas vu le jour après sa mort, qu'il n'y ait pas eu des nouveaux leaders à son hauteur, et donc que sa disparition, au contraire de ce qu'il voulait croire, ait eu des conséquences pour la suite de l'histoire, doit être envisagé comme un pesant issu de ce contexte de sous-développement de la Guinée-Bissau coloniale, du fait qu'une figure comme lui était une chose rare, la règle étant le manque total

²⁶⁶ Sur la corruption engendrée par la dynamique des aides financières étrangères, voir Ladislau Dowbor, *Guinée-Bissau: A busca da independência económica*, Coleção Tudo é Historia, Editora Brasiliense, Sao Paulo, 1983, p. 23

²⁶⁷ Forrest nous a appris, par exemple, que très peu parmi les militants du PAIGC avaient réellement étudié l'oeuvre d'Amílcar Cabral.

²⁶⁸ Sur le manque de main d'oeuvre éduquée dans les Etats africains indépendants, voir W. Tordoff, « Chapter 4: State and Society », *op. cit.*, p. 67-68. Tordoff insiste, tout au long de son ouvrage, que la négligence française et anglaise dans le champ de l'éducation des Africains est quand même incomparable au désastre qui a été la colonisation portugaise en ce sujet.

²⁶⁹ Dans les colonies françaises, la liberté d'organisation politique fut formellement concédée à l'issue de la Seconde guerre mondiale, en 1946, dans le cadre de la fin du système de l'indigénat. Dans les colonies portugaises, vu surtout l'existence d'un régime fasciste en métropole, ce n'est jamais arrivé. W. Tordoff, *op. cit.*, p. 33

de gens éduqués et formés politiquement.

On ne saurait pas non plus négliger le rôle que joue la dynamique des aides financières dans les choix des gouvernements qui en touchent. En Guinée-Bissau, où cela était même vital pour la survie du nouvel Etat, la course des ministres pour les ressources étrangères a entraîné, comme l'on a vu avec Forrest, l'atomisation de l'activité des ministères, la formation d'enclaves bureaucratiques marqués par des pratiques néo-patrimonialistes et des pouvoirs personnels, leur isolement à l'égard du parti etc. Mais en plus de cela, on sait bien que les aides financières étrangères, même quand il s'agit de dons, ne sont jamais totalement gratuites, étant toujours accompagnées de pressions pour certains choix dans le plan de développement et dans la politique économique en général.²⁷⁰ Ces pressions, on le sait aussi, trouvent souvent des appuis internes, des couches sociales intéressées à ce qu'il se passe comme ça et pas autrement. En Guinée-Bissau, les choix polémiques du gouvernement de Luiz Cabral, qui a du coup, en nette contradiction avec le discours officiel du PAIGC, privilégié des investissements dans l'industrie en détriment de l'agriculture, ont été en partie fruit de ce type de pression qui accompagne les aides financières pour le développement.²⁷¹ Ladislau Dowbor, économiste brésilien nommé en 1977 conseiller du Ministre du Plan de la Guinée-Bissau, parle des difficultés impliquées dans les projets de développement financés par des agences étrangères dans les pays sous-développés, et de comment leurs mécanismes résultent souvent dans le détournement des intentions originales du récepteur de l'aide. Il nous montre comment les ressources destinées aux projets sont en grande partie consommées par les taxes des agences exécutrices, l'embauche de techniciens étrangers, les missions étrangères d'accompagnement, les équipements, restant du coup très peu pour ceux qui étaient les bénéficiaires officiels des projets (les agriculteurs, par exemple).²⁷² L'économiste commente aussi l'effet d'atomisation de la politique de développement que cette logique provoque, avec une superposition de projets différents financés par des agences différentes, chacune suivant sa propre logique et brouillant au final celle qui était l'intention originelle du gouvernement. Dans ce cadre, le mot que la communauté ciblée par les projets a à dire sur ses besoins et intérêts est souvent totalement inviabilisé, l'idée de valoriser la participation populaire devenant une intention lointaine et irréalisable.²⁷³

Un autre facteur à être considéré est l'isolement du PAIGC et de la Guinée-Bissau dans le cadre d'une Afrique post-coloniale gouvernée par des dictatures militaires submergées dans des

²⁷⁰ Cf. L. Dowbor, *op. cit.*, p. 16-18 et G. Chaliand, *op. cit.*, p. 16

²⁷¹ L. Dowbor, *idem*, p. 20. L'auteur rappelle que l'industrialisation parcellaire d'un pays 'très' sous-développé comme la Guinée-Bissau ne peut entraîner qu'un approfondissement de sa dépendance économique, dû à tous les autres biens industrialisés et besoins que le fonctionnement de l'industrie requiert. *Idem*, p. 31. G. Chaliand rajoute qu'au bout du compte les aides financières ne contribuent pas à la transformation du pays sous-développé, entraînant normalement une augmentation de sa dette extérieure et donc de sa dépendance. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 17

²⁷² L. Dowbor, *idem*, p. 20-21

²⁷³ *Idem*, p. 22

rapports néo-coloniaux. En d'autres mots, l'échec des projets de gauche dans le continent est étroitement lié à l'échec du projet de l'unité africaine. Etant donné l'état de sous-développement et de pauvreté dans lequel la plupart des pays se trouvaient après le départ des colonisateurs, la formation d'un cadre de coopération économique, politique et technique entre les nouveaux Etats aurait peut être constitué la seule voie pour contourner ou neutraliser les pesanteurs légués par l'histoire.²⁷⁴ L'échec de ce projet politique, dont les raisons sont analysées par Bénot²⁷⁵, a résulté dans l'atomisation des Etats et la formation de micro-Etats n'ayant aucune chance d'échapper à une dépendance économique aiguë.

Considérant que les conditions matérielles d'une société influencent sa sphère politique, et qu'aussi bien la pénurie que l'inégalité sociale ne contribuent en aucune façon à la réalisation d'un régime qui se veut démocratique, il est légitime de se demander quelle condition avait la Guinée-Bissau de développer un système démocratique, étant donnée sa situation matérielle. Les ressources naturelles dont le pays disposait n'étant pas abondantes (bauxite et pétrole *off-shore*, celui-ci n'ayant été découvert que bien plus tard) et les forces productives étant très peu développées, le nouvel Etat se trouvait plutôt dans une position de socialiser la pauvreté.

L'inexistence d'une 'classe entrepreneuriale privée' dans la plupart des pays africains indépendants, affirme Tordoff, a obligé l'Etat à devenir le principal (et souvent le seul) agent du développement, entraînant par conséquent la création d'un vaste secteur para-étatique, souvent inefficace et corrompu, et épuiseur des ressources financières.²⁷⁶ Gérard Chaliand observe que la bureaucratie est devenue un problème central surtout dans les pays qui ont vécu une révolution nationale *et* sociale, comme c'est le cas de la Guinée-Bissau. La tendance à son développement et à que celui-ci entraîne une dégradation des principes qui ont guidé le processus révolutionnaire est encore plus forte quand il s'agit d'une société marquée par la pauvreté et le sous-développement.²⁷⁷

La suppression de la liberté syndicale par la plupart des gouvernements africains indépendants, par exemple, peut être expliquée, selon Tordoff, par des raisons économiques, sociales et politiques: la position de l'Etat comme principal employeur et donc comme cible des revendications de salaire, l'inflation qui pourrait résulter de l'accomplissement des demandes, le creusement de l'écart entre ville et campagne et le possible défi politique qu'un syndicalisme fort

²⁷⁴ L'idée que la seule possibilité pour certains pays sous-développés très pauvres de surmonter les difficultés économiques réside 'within a regional grouping' est soutenue par Chaliand, *op. cit.*, p. 16. Cette logique était d'ailleurs à l'origine du projet d'unification entre la Guinée-Bissau et le Cap Vert, porté par le PAIGC jusqu'à 1980. Pour les difficultés que les Etats ont affronté pour construire des unions régionales et la conséquente faible contribution de celles-ci pour leurs efforts de développement, voir W. Tordoff, 'Chapter 9: Regional Groupings, the OAU, and the South African Issue', *op. cit.*, p. 221-251.

²⁷⁵ Y. Bénot, *op. cit.*, p. 113-168

²⁷⁶ W. Tordoff, *op. cit.*, p. 274

²⁷⁷ G. Chaliand, *op. cit.*, p. 189

pourrait représenter vis-à-vis du gouvernement.²⁷⁸

Mais de la même manière que la réalité matérielle pèse sur la superstructure politique, la conformation de celle-ci établit les règles du développement de celle-là. C'est dans ce sens que Sami Naïr, à son tour, trouve des pistes pour expliquer le bilan si négatif des Etats 'développementalistes' du Tiers-Monde²⁷⁹ :

En bloquant la dialectique des conflits sociaux, en paralysant la confrontation et la compétition politique, l'Etat politique, l'Etat fort, censé assurer le développement, annule toute possibilité de transformation sociale, réduit le pouvoir politique au pouvoir bureaucratique-étatique, et celui-ci à sa seule fonction répressive, militaro-policière. La question se trouve donc posée clairement: l'Etat autoritaire, fondé sur la négation du conflit social (le « peuple tout entier » s'incarnant dans « son » Etat, lequel se réincarne dans la figure du Chef suprême) peut-il jeter les bases d'une société développée et affranchie des liens les plus contraignants de la dépendance?

Pour cet auteur, le type de développement « par le haut » mis en place par la plupart des Etats post-coloniaux du Tiers Monde (il parle notamment du Maghreb), n'étant pas le produit d'une compétition sociale et politique entre les classes et couches de la formation sociale, a abouti au renforcement du pouvoir étatique et à la reproduction du sous-développement.²⁸⁰ La conclusion de l'auteur est que la démocratie (la 'libération de la conflictualité sociale') est la condition préalable du développement. A peu près dans le même sens, Carlos Lopes²⁸¹ opine que l'application du projet du PAIGC pour la reconstruction nationale aurait été facilitée par l'ouverture à une plus grande participation politique de la population, par les pressions légitimes que celle-là aurait pu réaliser sur le gouvernement. Bien. Mais là on revient à la même question d'avant: quelles étaient les conditions de possibilité de l'instauration d'un régime démocratique en Guinée-Bissau? On a affaire, en fait, à un cercle vicieux (ou plutôt à une relation dialectique entre base et superstructure) dans lequel le sous-développement rend difficile la réalisation de la démocratie, et l'absence de démocratie rend difficile la sortie du sous-développement.

Mais que peut-on dire sur la question spécifique de la démocratie si l'on lève les yeux du continent africain? Force sera de constater, d'emblée, l'absence d'exemples, vers les années 1970, de régimes ayant le moindre degré de participation populaire, à l'exception de quelques uns en Occident. En d'autres mots, il faudrait voir que des régimes que l'on appelle aujourd'hui *autoritaires* étaient plutôt la norme que l'exception, surtout dans les pays qui se réclamaient du socialisme ou du non-alignement (voire l'Union Soviétique et les autres du bloc de l'Est, la Chine, le Vietnam,

²⁷⁸ W. Tordoff, *op. cit.*, p. 95

²⁷⁹ S. Naïr, *Le différend méditerranéen – Essais sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du Tiers Monde*, Editions Kimé, Paris, 1992, p. 180

²⁸⁰ *Idem*, p. 183

²⁸¹ C. Lopes, *op. cit.*

l'Egypte de Nasser, l'Algérie, la Guinée-Conakry de Sékou Touré etc). Bref, les modèles alors existants de tentatives de construction de régimes alternatifs au capitalisme n'offraient pas, en général, d'exemples de démocratie, l'expérience du stalinisme en Union Soviétique en étant parfois à l'origine (en tant que modèle et définisseur des politiques des partis communistes) et en figurant comme exemple-majeur.

Il faut le dire que la structure sociale en général des sociétés coloniales en Afrique (sauf très peu d'exceptions, et la Guinée-Bissau en constituant toujours un cas extrême) ne favorisait pas non plus la formation d'une masse critique pour mettre de la pression sur les gouvernements: majoritairement rurales, structurées en groupes ethniques hétérogènes, la plus grande partie des gens illettrée et sans aucune expérience de citoyenneté. Bref, l'absence d'une société civile dans ces pays ne pouvait pas contribuer à l'existence d'une pression massive sur les gouvernements des nouveaux Etats, une pression populaire pour plus de démocratie, pour des politiques bénéficiant le plus grand nombre, contre la corruption etc. En Guinée-Bissau, les couches sociales étant plus en position de jouer ce rôle se trouvaient, comme l'on a vu, à l'intérieur de l'appareil administratif.

Tordoff mentionne encore le fait que de nombreux gouvernants africains soient « paranoid, self-seeking and interested in self-enrichment »²⁸². Ceux qui n'avaient pas ces caractéristiques (il cite Kenneth Kaunda, de Zambie, et j'ajouterais Luiz Cabral) sont tout de même, en face des difficultés économiques croissantes, devenus progressivement autoritaires. Ces leaders, affirme-t-il, croyaient faussement que leur présence et leur contrôle était indispensable pour l'efficacité des politiques. Par ailleurs, la combinaison des contraintes internes et externes qui pesaient sur la totalité des Etats africains leur aurait obligés, indépendamment de préférences idéologiques, à 'tempérer' leurs idéologies avec du pragmatisme.

En ce qui concerne les pesanteurs plutôt externes, avant tout il y avait le fait que les pays africains sont devenus formellement indépendants dans le cadre d'un marché mondial déjà assez développé, interdépendant²⁸³ et dominé par les pays capitalistes développés du Nord. Cela veut dire que, lors de leur naissance en tant qu'Etats, une dépendance économique aiguë était scellée, rapport qui pourrait difficilement subir des changements futurs. Il s'est ensuit que, dans les années 1970, la plupart des Etats se trouvaient avec des gros problèmes de balance de paiements et de dette externe. Cette situation n'a fait que s'approfondir avec la hausse du prix du pétrole en 1973 (pour les pays non-producteurs, bien sûr) et la chute du prix des produits primaires dans le marché international dans les années 1980. En plus, on a vu que les nouveaux Etats africains étaient aussi fort dépendants techniquement, militairement et en termes de gestion vis-à-vis des pays développés, fait qui

²⁸² W. Tordoff, *op. cit.*, p. 275

²⁸³ La création d'un vrai marché mondial a été, selon Chaliand, le principal résultat au niveau économique du colonialisme européen en Afrique et en Asie. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 4.

aggravait leur manque d'autonomie. Tordoff cite encore le soutien donné par des puissances étrangères à des mouvements d'opposition en lutte contre le gouvernement établi de certains pays, arrivant à le déstabiliser économiquement et politiquement, comme il a été le cas en Angola et au Mozambique.²⁸⁴ Aijaz Ahmad, à son tour, souligne ce qu'il considère 'la perversité des conditions extrêmement défavorables, internes et externes, sous lesquelles les luttes socialistes ont été menées'.²⁸⁵ Le besoin de tous ces Etats des prêts et de l'aide financière des entités multilatérales et des pays occidentaux les a finalement obligé à céder à la pression externe et réaliser des réformes économiques et politiques structurelles, devenues à partir de la seconde moitié de la décennie 1980 une condition pour la continuation des transferts. Ces changements forcés ont signifié, pour les régimes qui se voulaient révolutionnaires, la fin imposée de leur tentative de construction d'une voie non-capitaliste de développement. Les conséquences de ces réformes en Guinée-Bissau est un sujet d'étude que je prétends aborder dans mon mémoire de M2.

²⁸⁴ W. Tordoff, *op. cit.*, p. 273

²⁸⁵ Il illustre son assertion avec l'exemple emblématique du Vietnam d'après la guerre, que, par son analogie avec le cas de la Guinée-Bissau, je trouve intéressant de reproduire: « A l'intérieur du Vietnam, les formes les plus strictes de contrôle ont été exigées pour la simple survie, mais de tels contrôles laissent peu d'espace pour la démocratie socialiste et beaucoup d'espace pour la dégradation bureaucratique; au niveau international, les politiques continues et cruelles des Etats-Unis d'arrêt de la Révolution vietnamienne ont signifié une confiance immodérée envers l'Etat soviétique, avec toutes les conséquences prévisibles. Les types extrêmes de rareté et de destitution qui avaient exigé les contrôles domestiques de plus grande portée ont été à l'origine, inévitablement, de plus de stagnation, même d'un certain degré de népotisme, de corruption, de marché noir, de la compétition pour la moindre quantité de biens, des animosités ethniques sur les ressources et les marchés. La dévastation littérale de la terre a signifié que la production agricole ne suffisait guère pour nourrir la population qui a survécu, mais le manque de ressources pour le développement d'un pays réduit à des ruines a aussi signifié qu'aucune amélioration significative de la production n'était envisageable.(...) C'est ainsi que le Vietnam, le grand victorieux de la guerre anti-impérialiste, est devenu la vitrine pas du socialisme, mais de l'impossibilité de construire le socialisme. Un tel sens d'échec se reproduirait, plus tard, dans le reste de l'Indochine, au sud de l'Afrique, au Nicaragua et (jusqu'ici en un moindre degré, mais déjà visiblement) à Cuba. Aucun parmi les petits pays où des grandes révolutions avaient eu lieu disposait de l'espace, du temps, des ressources matérielles, de l'assistance, des conditions de paix pour rendre possible la correction des distorsions qu'inévitablement surgissent au cours de projets humains collectifs d'une telle magnitude, menés sous des conditions si punitives. » A. Ahmad, *op. cit.*, p. 37-38

CONCLUSION

La lecture de la bibliographie sur l'Afrique post-coloniale, ainsi que sur la question du socialisme et du développement dans ce qui était appelé le 'Tiers Monde', nous donne une notion de comment la trajectoire post-coloniale de la Guinée-Bissau, loin d'être originale (malgré toutes ses spécificités), s'insère dans un contexte commun à plusieurs Etats, surtout africains. Cela est dû à l'existence d'un nombre de déterminants internes et externes en commun dont la gravité leur a, au bout du compte, permis de parler plus fort que le plus solide des partis et que le plus génial des leaders. Par ailleurs, en dernière instance, le cas de la Guinée-Bissau, tout comme celui de l'Angola et du Mozambique, ne font que confirmer la thèse de l'impossibilité de la construction du socialisme dans des pays isolés au sein d'un monde capitaliste.

Les réflexions sur la haute improbabilité, voire même l'impossibilité, de la réalisation du projet révolutionnaire de Cabral pour la Guinée-Bissau dans le contexte décrit, menant en dernière instance à la situation actuelle du pays, ne doit pas servir à paralyser ceux qui souhaitent des changements profonds (dont moi). Déjà, pour pire que la situation puisse paraître, il ne faut pas oublier que la société guinéenne, tout comme les autres sociétés en Afrique, et comme toute société humaine d'ailleurs, n'est pas une collectivité statique, stationnaire, telle que l'on a voulu faire croire un jour. L'histoire du pays en dispense d'autres 'preuves'. Cela veut dire qu'il y a certainement des choses qui se passent, des gens qui bougent contre les oppressions qui semblent se perpétuer, bref, des luttes sociales en gestation. La modeste contribution qui est à ma portée en ce moment, et que j'ai tenté de donner, c'est une analyse concrète d'une situation concrète. Après tout, la bonne connaissance de l'histoire et de la réalité concrète est, comme insistait Cabral aux militants du PAIGC, essentielle pour l'organisation de toute lutte.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

- AHMAD (Aijaz), *Linhagens do presente – Ensaios*, Sao Paulo, Boitempo Editorial, 2002
- DE ANDRADE (Mario), *Reflexoes sobre a politica nacional de informacao*, Bissau, Edicoes Nô Pintcha, 1979
- BENOT (Yves), *Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris, Editions François Maspero, 1969
- DE BRAGANÇA (Aquino), *Amilcar Cabral*, coleção Pontos de Vista, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1976
- CABRAL (Amilcar), *A arma da teoria – Unidade e Luta I*, Seara Nova, Lisboa, 1978
- *A pratica revolucionaria – Unidade e Luta II*, Lisboa, Editora Seara Nova, 1977
- CHABAL (Patrick), « Party, State, and Socialism in Guinea-Bissau », *Canadian Journal of African Studies*, vol.17, nº2, 1983, p. 189-210
-« The social and political thought of Amilcar Cabral: a reassessment », *The Journal of Modern African Studies*, vol.19, nº1, 1981, p. 31-56
-*Amilcar Cabral, Revolutionary Leadership and People's War*, London, Hurst and Company, 2002
-“National Liberation in Portuguese Guinea – 1956-1974”, *African Affairs*, vol. 80, nº318, 1981, p. 75-99
- CHALIAND (Gérard), *Revolution in the third world*, Harmondsworth, Penguin Books, 1978
- COMISSARIADO de Estado da Educação Nacional e Cultura da Republica de Guiné-Bissau, “A Educação na Guiné-Bissau, 1976”, *Estudos Afro-Asiaticos*, Universidade Candido Mendes, nº1, 1978
- CONCHIGLIA (Augusta), “Le nouveau pouvoir: entre l'ambigüité et la confusion”, *Afrique-Asie*, nº 228, 1980, p. 18-23
- « CONSTITUIÇÃO da Republica de Guiné-Bissau », *Programas politicos do PAIGC, MPLA, MLSTP, FRELIMO; Constituição da Republica da Guiné-Bissau; carta da FRELIMO aos soldados portugueses; textos*, s.l, s.n., s.d.
- DAVIDSON (Basil), “On revolutionary nationalism: the legacy of Cabral”, *Latin American Perspectives*, v. 11, nº 2, Unity and Struggle: Reassessing the thought of Amilcar Cabral, 1984, p. 15-42
- DOWBOR (Ladislau), *Guiné-Bissau: A busca da independência econômica*, Coleção Tudo é Historia, Editora Brasiliense, Sao Paulo, 1983
- DURIEUX (André), « La Constitution de la République de Guinée-Bissau », *Les institutions*

organiques de 1975 du Cap Vert et de 1973 de la Guinée-Bissau, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 1980

-FORREST (Joshua B.), « Guinea-Bissau since independence: a decade of domestic power struggles », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 25, n°1, 1987, p.95-116

-*Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1992

-GALLI (Rosemary), “The political economy of Guinea Bissau: Second Thoughts”, *Africa: Journal of The International African Institute*, vol. 59, n° 3, 1989, p. 371-380

-GERHARDT (Heinz-Peter), « Alfabetização em Guiné-Bissau », *Educação e Sociedade*, Centro de Estudos Educação e Sociedade, Unicamp, Ano III, n°8, Cortez Editora, 1981, p. 111-117

-HARREL-BOND (Barbara), FORER (Sarah), « Guinea-Bissau Part 1: The colonial experience »; « Guinea-Bissau Part 2: The liberation struggle »; « Guinea-Bissau Part 3: Independent Development », *BHB-3, 4 and 5, American Universities Field Staff Reports*, n°17, 21 and 22, Hanover, 1981

-LAZARUS (Neil) (dir.), *Penser le Postcolonial: Une Introduction Critique*, Editions Amsterdam, Paris, 2006

-LOPES (Carlos), *Guinea-Bissau: From liberation struggle to independent statehood*, traduction de Michael Wolfers, Boulder, Colorado, Westview Press/ London and New Jersey, Zed Books, 1987

-MALLEY (Simon), “La seconde mort d'Amilcar Cabral?”, *Afrique-Asie*, n° 228, 1980, p. 18-19

-MENDY (Peter Karibe), “Portugal's civilizing mission in colonial Guinea-Bissau: rhetoric and reality”, *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 36, n°1, Special issue: Colonial Encounters Between Africa and Portugal, 2003, p.35-58

-NAÏR (Sami), *Le différend méditerranéen – Essais sur les limites de la démocratie au Maghreb et dans les pays du Tiers Monde*, Editions Kimé, Paris, 1992

-NEUBERGER (Benjamin), « Classless Society and One-Party State Ideology », *African Studies Review*, vol. 14, n°2, 1971, p. 287-292

-PAIGC, “Apontamentos das aulas de politica”, Centro de Aperfeiçoamento de Professores, Conakry, 1966

-“PAIGC Program”, *Guinea-Bissau: toward final victory!* Selected Speeches and Documents from PAIGC, Richmond, Liberation Support Movement Information Center, 1974

-“Report of the Supreme Council of the Struggle, III Congress – Independence for Unity and Development”, Bissau, State Papers and Party Proceedings, Series 1, Number 3, 1978, traduction non-officielle

- PEREIRA (Aristides), *Vencer a batalha da ideologia*, II Reuniao Ordinaria do Conselho Superior da Luta do PAIGC: Relatorio do Secretario-Geral do Partido Camarada Aristides Pereira; Resolucao Final, Bissau, Edicoes PAIGC, 1980
- PEREIRA (Luisa Teotonio), MOITA (Luis), *Guiné-Bissau : 3 anos de independência*, Lisboa, CIDAC (Centro de Informacao e Documentacao Amilcar Cabral), 1976
- TOMAS (Antonio), *O fazedor de utopias – Uma biografia de Amilcar Cabral*, Lisboa, Editora Tinta da China, 2007
- TORDOFF (William), *Government and Politics in Africa*, Bloomington and Indianopolis, Indiana University Press, Second Edition, 1993

Sites Internet:

http://www.unctad.org/sections/ldc_dir/docs/ldcmisc20053_gbs_en.pdf
<http://www.lefigaro.fr/international/2007/08/08/01003-20070808ARTFIG90242-la-guinee-bissau-devient-le-premier-narco-etat-du-continent-africain.php>
<http://www.unctad.org/Templates/Startpage.asp?intItemID=2068&lang=2>
<http://atlas.challenges.fr/pays/GW-guinee-bissau/economie.html>

